

inprecor

Pologne :

**« VOUS AVEZ TRIBUNAUX ET CHAPELLES,
NOUS AVONS DES POINGS ET UTERUS ⚡ »**



- ESPAGNE : LEÇONS DE PODEMOS ● CONVERGENCE MONDIALE DES CRISES ●
- ÉTATS-UNIS ● GRÈCE ● PAKISTAN ●
- AFRIQUE : 60 ANS D'INDÉPENDANCES NÉOCOLONIALES ●
- F. ENGELS (1820-1895) SUR LE COMMUNISME PRIMITIF ET L' ANTHROPOCÈNE ●

inprecor sur le web :
<http://www.inprecor.fr>

Aux abonné(e)s !

Les envois de relances coûtent cher et prennent beaucoup de temps. Le numéro avec lequel votre abonnement prend fin figure sur votre envoi, en gras, au dessus de l'adresse.

Alors... réabonnez vous sans attendre la relance. Le temps ainsi économisé sera précieux pour la rédaction. D'avance, MERCI !



Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Bureau exécutif de la IV^e Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction. Leur reproduction est autorisée en citant la source.

Éditée par la PECI Sarl au capital de 7 622,45 €, SIREN n° 391 857 562.

Rédaction et administration :
PECI-INPRECOR, 27 Rue Taine,
75012 Paris, France

Tél. : 33/0 1 49 28 54 87 ou ...88

E-mail : inprecor@wanadoo.fr

Directeur de publication, gérant :
Jan Malewski

Rédacteur en chef : Jan Malewski

Correction : Isabelle Guichard

CPPAP n° 0921 I 88313.

ISSN 1 0294-8516

Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir,
93106 Montreuil Cedex, France



Pour la diffusion dans les librairies
prenez contact avec la rédaction, SVP.

Sommaire

novembre-décembre 2020 n° 679/680

Pologne

- *Les femmes et les jeunes ont commencé une révolution culturelle* Bureau exécutif IV^e Internationale 3
- *Après l'attaque contre les droits reproductif : La révolution des femmes polonaises* J.D. et Z.R. 5
- *Comment les jeunes ont rompu le Grand Compromis avec l'Église* Agnieszka Graff 11

Notes de lectures

- F. HOUSTE, *Mikrodystopies* Didier Epsztajn 16
- MÉDIACRITIQUE(S), *Info en continu... Journalisme à la chaîne* Didier Epsztajn 16

État espagnol

- *Quelques leçons de l'expérience Podemos* Brais Fernández & Miguel Urbán Crespo 17

Erratum

- *Inprecor n° 677/678, p. 52* Jan Malewski 20

Grèce

- *Des voies étroites pour le nouveau prolétariat* Tassos Anastassiadis 21
- *Covid-19 : Une tragédie libérale* T.A. 22
- *Éducation : dehors la ministre Kerameós* T.A. 23
- *Terroriser les réfugié-es, avec la complicité de l'UE* T.A. 24
- *Turquie & Grèce : Une fois encore au bord du gouffre guerrier* T.A. 24

Pakistan

- *Gilgit Baltistan : Baba Jan et ses camarades libres !* Pierre Rousset 25

Notes de lectures

- A. BIHR, M. HUSSON, *Thomas Piketty : une critique illusoire du capital* Didier Epsztajn 26

Afrique

- *Les indépendances néocoloniales de 1960 : Soixante ans après* Jean Nanga 27

Monde

- *Convergence des crises, dominée par la pandémie Covid-19* Bureau exécutif IV^e Internationale 35
- *La défaite de Trump brise l'élan international de la droite autoritaire* B.E. IV^e Internationale 38

Notes de lectures

- K. MARX, *De l'insurrection – La lutte des classes en Allemagne (textes présentés par M. LÖWY)* J.M. 40
- C. MAVRIKAKIS, *L'annexe* Didier Epsztajn 40

Friedrich Engels (1820-1895)

- *Friedrich Engels et le communisme primitif* Michael Löwy 41
- *L'anthropocène et la Dialectique de la nature d'Engels* John Bellamy Foster 43

Notes de lectures

- O. ERTZSCHEID, *Le monde selon Zuckerberg. Portraits et préjugés* Didier Epsztajn 52
- J. WOLF, *Walter Nowak à terre* Didier Epsztajn 52

Le site web de la IV^e Internationale

(en français, anglais, espagnol, italien, arabe, allemand, portugais et grec)

<https://fourth.international/>

Abonnement

(6 ou 11 numéros)

- France - DOM-TOM -
- Europe - Afrique 30 EUR (6 mois) 55 EUR (1 an)
- Autres destinations 39 EUR (6 mois) 71 EUR (1 an)
- Pli fermé 50 EUR (6 mois) 90 EUR (1 an)
- Moins de 25 ans et chômeurs 20 EUR (6 mois)
- Institutions (lecteurs multiples, toutes destinations; 92 EUR, pour 1 an)
- Abonnement de soutien (à partir de 60 EUR, pour 1 an)
- Découvrir *Inprecor* (réservé nouveaux abonnés ; 12 EUR, pour 3 mois)
- *Lecteurs solidaires* (6 mois offerts à ceux qui ne peuvent pas payer ; la rédaction se charge de sélectionner les bénéficiaires ; 24 EUR)
- ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE POUR LA DIFFUSION À PRIX RÉDUIT (1 an, 40 EUR)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville : Pays :

Tél./Fax : E-mail

• Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECI", à adresser à Inprecor-PECI, 27 Rue Taine, 75012 Paris, France.

• Virements bancaires à "PECI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

IBAN : FR76 3007 6020 4415 7185 0020 094 BIC : NORDFRPP

Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous !

Les femmes et les jeunes ont commencé une révolution culturelle

Déclaration du Bureau exécutif
de la IV^e Internationale

1. Révolte de masse après une nouvelle attaque contre les femmes.

« La protestation noire » des femmes dans plus de 100 villes et la grève des femmes le « lundi noir » 3 octobre 2016 avait fait reculer le régime de droite catholique fondamentaliste dirigé par le parti Loi/Droit et Justice (PiS) sur un projet de loi d'interdiction totale de l'avortement et de pénalisation des femmes qui avortent. Dans une situation sanitaire catastrophique et alors que le confinement interdit les rassemblements de plus de 5 personnes, le PiS a de nouveau tenté sa chance espérant à la fois réduire la montée de la droite encore plus extrême dans les sondages, rafistoler l'alliance gouvernementale de la Droite unie et aussi donner satisfaction aux fondamentalistes catholiques en faisant passer au second plan le scandale de pédophilie, qui affaiblit la hiérarchie ecclésiastique. Le tout en réaffirmant que dans la III^e République polonaise les femmes sont soumises aux hommes. Le 22 octobre 2020 la présidente, nommée par le PiS, du Tribunal constitutionnel a annoncé que l'avortement « lorsque les examens prénataux ou d'autres raisons médicales indiquent une forte probabilité de déficience grave et irréversible du fœtus ou une maladie incurable mettant sa vie en danger » était anticonstitutionnel.

Dès la soirée du 22 octobre la mobilisation, d'une ampleur inconnue depuis 1989, a commencé. Les femmes et la jeune génération – les lycéen-es et les étudiant-es de 14 à 25 ans – ont occupé les rues, scandé des mots d'ordre pendant les messes du dimanche le 25 octobre et bloqué la circulation durant deux semaines. Des manifestations de masse se sont poursuivies dans plus de 410 villes et villages au cours des semaines suivantes. Le 28 octobre il y a eu une grève des femmes, le 30 octobre plus d'un million de manifestant-es, malgré une montée exponentielle des hospitalisations et des morts du fait du Covid-19. Le tout avec une revendication centrale, adressée aux élites



« Polonaises enragées ». Sur les pancartes : « le choix, pas l'interdit », « j'aime le sex, mais pas quand le gouvernement me baise », « Dehors ↗ »...

politiciennes, ecclésiastiques et intellectuelles qui refusent que les femmes bénéficient des droits humains : « allez vous faire foutre ailleurs ».

Selon tous les sondages, ce mouvement de masse a le soutien de deux tiers à trois quarts de la population.

Le gouvernement de la Droite unie n'a pas osé publier le verdict de son Tribunal constitutionnel dans le *Journal officiel*, ce qui le rend légalement inapplicable. Il espère que le durcissement du confinement et la répression des manifestant-es réduiront l'ampleur du mouvement. Mais même si les actuelles mobilisations se calment, les femmes de Pologne ne vont pas oublier cette révolte. En majorité elles ont pris conscience qu'elles doivent lutter elles-mêmes pour leur dignité, pour un autre monde, leur monde. C'est une révolution culturelle qui a commencé.

2. Trois décennies de soumission des femmes pour reconstruire le capitalisme.

Depuis 1993, un « compromis » sur cette question, entre le gouvernement et l'Église catholique, vise à obtenir le soutien de cette puissante institution face aux mobilisations contre les effets sociaux de la restauration capitaliste en cours et pour l'adhésion à l'Union européenne.

L'Église catholique a toujours considéré que la femme n'est pas un être humain de plein droit. Par le verdict du Tribunal constitutionnel du 22 octobre, l'État polonais l'a confirmé : la femme doit être limitée à une sorte d'incubateur, avec des options supplémentaires lui imposant de nettoyer, faire la cuisine et s'occuper des enfants. La torture des femmes portant des fœtus morts ou irréversiblement déficients a été légalisée.

« Dans ce pays je me sens esclave », « Mon corps est mon affaire », « Je ne serais pas un cercueil », « Mon utérus n'est pas une chapelle », « Tu ne veux pas d'avortement, tu n'as qu'à pas avorter », « Prions pour le droit à l'avortement », « L'avortement n'est pas un péché », « La révolution est une femme » – c'est avec de telles pancartes (et bien d'autres) que les centaines de milliers de femmes ont manifesté dans les rues et dans les églises en Pologne contre ce système patriarcal qui les opprime, les prive de liberté et qui nie leur dignité. « C'est la guerre ! » proclament-elles en luttant pour que plus jamais personne n'ose décider pour elles, pour être enfin reconnues comme des êtres humains à part entière, pour repousser les limites de ce qui est socialement acceptable, pour une vie meilleure dans leur monde.

Pologne

3. Soulèvement de la jeune génération. Ce sont surtout des jeunes – garçons et filles – qui ont manifesté, pour la première fois depuis des années, en très grand nombre. Ce sont elles et eux qui s'en sont pris à ces « *dziaders* » – les mâles ayant une vision archaïque du rôle des femmes, ne leur permettant pas de prendre la parole, persuadés de leur propre supériorité et de leur infaillibilité absolue, en général âgés, exerçant des fonctions dirigeantes autrement dit les politiciens, les experts, les hiérarques ecclésiastiques – leur suggérant « *d'aller se faire foutre ailleurs* ».

La jeunesse a crié en des termes très crus ce que Greta Thunberg a dit aux Nations unies en 2019 : « *comment osez-vous !* ». Cette jeunesse à laquelle le régime a imposé les cours de religion à l'école a rejeté l'hégémonie culturelle de l'Église catholique. Cette jeunesse dit non à une société qui lui impose la peur, le changement climatique, le chômage, l'absence d'avenir prometteur, les mensonges gouvernementaux à répétition, le panthéon des autorités, des valeurs et des symboles national-catholiques. Elle refuse la « *peur de baiser* » – un des slogans présents dans un grand nombre de manifestations. Elle ne tolère plus les réformes de la scolarité qu'on lui impose. Elle ne veut pas négocier de « *compromis* », choisit un langage que ceux qui dominent son pays ne comprennent pas, veut décider de son sort et non se le voir imposer par ceux qui prétendent « *savoir mieux* ».

Face au ministre de l'éducation et de la science, qui exigeait que les enseignants « *apprennent* » à leurs élèves à ne pas manifester, elles et ils ont répondu d'une seule voix « *va te faire...* ». Leur révolte n'a pas concerné seulement la lutte pour le droit à l'avortement mais beaucoup plus : le droit de chaque individu de décider de son corps, de son identité, de l'avenir de la société, leur droit d'être solidaires, dignes, libres.

Aujourd'hui les femmes et les jeunes ont transformé les modestes mais combatives et spontanées grèves climatiques et manifestations en défense des LGBT+ des années précédentes en centaines de milliers de manifestant-es.

1. Voici la liste des pays signataires de cette déclaration dite « *du consensus de Genève* » (elle devait y avoir lieu avant l'Assemblée mondiale de la santé, reportée en raison de la crise sanitaire) : Arabie saoudite, Bahreïn, Biélorussie, Bénin, Brésil, Burkina Faso, Cameroun, République démocratique du Congo, République du Congo, Djibouti, Égypte, Eswatini (Swaziland), Gambie, Géorgie, Haïti, Hongrie, Indonésie, Irak, Kenya, Koweït, Libye, Nauru, Niger, Oman, Pakistan, Pologne, Sénégal, Soudan, Ouganda, Émirats arabes unis, États-Unis d'Amérique, Zambie.



4. Crise politique et crise de l'hégémonie ecclésiastique, crise de la III^e République. Face au développement de la pandémie Covid-19, le gouvernement du PiS a privilégié sa victoire électorale présidentielle (d'abord tentée au cours du confinement le 10 mai, puis reportée au 28 juin 2020) et non la protection de la santé de la population. Au lieu d'adapter le système scolaire à la pandémie, il s'est concentré sur l'enseignement de l'homophobie. Il a accusé le personnel de santé de travailler insuffisamment tout en commandant à un marchand d'armes des respirateurs... qui ne fonctionnent pas. Enfin, il a choisi d'agresser les femmes. Cette dernière initiative a fait déborder le vase et a ouvert une crise politique majeure.

La crise a même atteint le cœur des institutions. Le parti au pouvoir et le Premier ministre ont perdu du soutien. Des divergences ont émergé au sein du gouvernement sur la manière de sortir de la crise, le président Duda voulant apparaître comme « *ayant compris* » les revendications, alors que le chef du PiS souhaitait la répression.

Pendant le commandant de la police a demandé à ses troupes d'agir « *de manière équilibrée et prudente* ». De plus, fait sans précédent, plus de 200 généraux et amiraux retraités ont craint « *une situation dans laquelle une nouvelle fois dans les rues des villes polonaises l'usage de la force pourrait conduire à d'inutiles victimes* » en demandant de « *respecter la volonté de la majorité de la société et de modifier les solutions inacceptables* ».

Le compromis systémique entre tous les partis politiques du pouvoir et l'Église qui a été le fondement de la III^e République polonaise a été mis en cause. Celle-ci devait être le bastion du christianisme dans une Europe laïcisée. Mais il n'y a plus de *statu quo*,

l'Église, son impunité, son hégémonie culturelle ne sont plus taboues.

5. Revendications démocratiques. Le soulèvement populaire en défense des droits des femmes – mais aussi des LGBT+ et plus généralement des libertés – a été essentiellement spontané. Les petites associations féministes (par ailleurs divisées entre elles) et leurs militantes y ont joué des rôles de porte-parole médiatiques, des nouveaux réseaux ont commencé à se construire mais notamment sans que la jeune génération y soit représentée ne serait-ce que symboliquement, mais surtout contrairement à la tradition des révolutions ouvrières polonaises de 1956 ou 1980-1981 il n'y a pas eu d'auto-organisation de masse. Les partis politiques de l'opposition au PiS, qui sont plus des structures électorales que militantes, n'y ont pas joué un rôle, même si certains de leurs élus étaient visibles dans le mouvement. Il en va de même des syndicats parmi ceux, minoritaires, qui ont déclaré leur soutien au mouvement. Il y a donc un grand écart entre le paysage politique polonais traditionnel et cette révolte de masse.

L'association « *Grève générale des femmes* » a présenté les revendications « *qu'on peut lire sur les pancartes* » : « *Nous voulons un véritable Tribunal constitutionnel, une Cour suprême intégralement juste, un véritable Défenseur des droits civiques ; Nous voulons un nouveau budget – une caisse de la santé, l'aide aux travailleurs, à la culture et un véritable soutien pour les handicapés ; Nous voulons les pleins droits pour les femmes, l'avortement légal, l'éducation sexuelle, la contraception ; Nous voulons tous les droits humains ; Nous voulons un État laïque, avec l'arrêt du financement de l'Église par le budget de l'État et que la religion foute le camp des écoles ; Nous voulons la démission du gouvernement.* » Lors de la conférence de presse du Conseil consultatif, des revendications supplémentaires ont été présentées : « *10 % du budget de l'État pour la santé ; démission du ministre de l'éducation et de la science ; arrêt immédiat du financement de l'Église par l'État et leur véritable séparation ; Droit pour les enfants à partir de 13 ans de décider s'ils veulent participer aux cours de religion ; Suppression de la clause de conscience ; Fin du concordat ; Défascisation de la vie publique ; Suppression des contrats de travail sans protection, lutte contre le mobbing et l'exploitation ; Lutte contre la crise climatique ; une Pologne meilleure pour les personnes LGBT+ ; Des médias publics qui soient une véritable source de savoir et d'information.* »

Il s'agit là d'une liste de revendications

qui ne vont pas au-delà de la démocratie laïque formelle ; en deçà de la « *révolution culturelle* » qui a envahi les rues polonaises en octobre et novembre 2020, mais n'a pas (encore ?) posé les jalons d'une auto-organisation sociale durable ni même de la construction d'une nouvelle représentation politique des révoltés.

6. Une lutte internationale. Le 22 octobre 2020, le jour même du verdict du Tribunal constitutionnel polonais, les gouvernements du Brésil, de l'Égypte, de la Hongrie, de l'Indonésie, de l'Ouganda et des États-Unis ont organisé une cérémonie internationale en ligne, diffusée depuis Washington, dans le but de signer virtuellement, avec 27 autres pays (1) – dont la Pologne – une déclaration contre le droit à l'avortement « *pour protéger le droit d'une femme à être mère* », selon les termes de la ministre hongroise de la famille. Cette alliance des pays gouvernés par les fondamentalistes des diverses religions est une affirmation du patriarcat étatique contre les droits humains et une déclaration que les corps humains – féminin, enfantin, homosexuel, trans et non binaire – sont des territoires dominés par les États.

Contre le droit à l'avortement et plus généralement contre tous les droits des femmes, contre ceux des LGBT+, c'est un véritable réseau international ultraconservateur, appuyé par les autorités étatiques, qui mène campagne dans le cadre de la mutation du néolibéralisme autoritaire en crise. C'est ce réseau qui a largement financé les activités contre le droit à l'avortement de l'extrême droite polonaise, tels « *Ordo Iuris* » ou la « *Fondation vie et famille* ». C'est ce même réseau international qui a applaudi la nomination par D. Trump de la juge ouvertement « *pro-life* », Amy Coney Barrett, à la Cour suprême des États-Unis. C'est ce courant qui refuse les avortements aux jeunes filles, victimes de viols et d'inceste, au Brésil ou en Argentine.

Face à cette offensive, il est de la responsabilité des organisations du mouvement ouvrier et des féministes de tous les pays de se mobiliser en solidarité avec la révolte des femmes en Pologne. Les puissants mouvements féministes qui ont émergé depuis 2017, notamment en Amérique latine et en Europe, autour du slogan de la grève des femmes sont de plus en plus importants pour gagner et préserver les droits des femmes déjà acquis et les étendre à l'ensemble de la planète. ■

Le 19 octobre 2020

Après l'attaque contre les droits reproductifs La révolution des femmes polonaises

Par
J.D. et Z.R.*

Le jeudi 22 octobre 2020, le Tribunal constitutionnel polonais a décidé que la loi sur l'interruption de grossesse en vigueur depuis 1993 était en partie inconstitutionnelle. Cette loi autorisait jusque-là l'avortement dans trois cas : menace pour la santé et la vie d'une femme enceinte, constatation d'un dommage irréparable pour le fœtus et suspicion que la grossesse résultait d'un « *acte interdit* », c'est-à-dire viol ou inceste. La Cour a estimé que cette dernière est contraire aux dispositions constitutionnelles sur la protection de la vie. Ainsi, une institution qui théoriquement maintient l'ordre juridique a officiellement accru la souffrance des femmes. Tant celles qui savent qu'elles portent un organisme mort ou gravement et incurablement malade, que celles qui veulent avoir des enfants à l'avenir. Dans le premier cas, il s'agit de l'inimaginable torture que représente la naissance d'un enfant dont la mère sait déjà qu'il est mort ou qu'il ne survivra pas plus de quelques semaines.

Un régime digne de l'inquisition

Ce genre d'« *héroïsme* » s'inscrit dans la vision de Jarosław Kaczyński, président du parti PiS (Loi/Droit et Justice) au pouvoir. Il a déclaré qu'il valait la peine de donner naissance à un enfant mort, ne serait-ce que pour le baptiser et l'enterrer. Cependant, la nature barbare de cette opinion n'est pas nouvelle dans la politique polonaise. Le droit d'une femme à décider de son corps et de son avenir fait l'objet d'une lutte acharnée depuis des années. Un combat que la droite polonaise, dépendante du soutien de l'Église catholique, a gagné sans équivoque jusqu'à ce que le jugement précité de la Cour soit rendu.

Les termes « *personne ne s'attendait à l'Inquisition espagnole* » prononcés dans le célèbre sketch du *Flying Circus* des Monty Python ne sont pas applicables en Pologne.



Le fanatisme clérical y est le pain quotidien et ne devrait surprendre personne. Par contre la triple alliance particulière, qui a permis une attaque honteuse contre les femmes polonaises, peut surprendre. S'il n'y avait pas eu la pandémie et les limites du fonctionnement de la sphère publique, le tribunal chargé d'exécuter les ordres politiques du PiS aurait probablement longtemps hésité à se prononcer sur la constitutionnalité du peu de ce qui restait des droits reproductifs des femmes en Pologne. Après tout, ceux qui sont au pouvoir se souviennent de l'énorme choc du « *lundi noir* » – une vague de résistance sociale contre les tentatives anti-avortement, qui en 2016 a versé un seau d'eau froide sur les têtes chaudes des ultra-conservateurs sûrs d'eux.

Le nombre de cas de Covid-19 s'accroît très rapidement. Au moment de la rédaction de ce texte, la Pologne se trouve à la 8^e place du tristement célèbre classement des pays ayant la plus forte incidence quotidienne d'infections. Le nombre de décès augmente également de façon alarmante et les capaci-

* J.D. et Z.R. sont militant-es de la gauche radicale polonaise. Elle et lui sont employés par des institutions publiques du secteur culturel. Pour leur éviter un danger de licenciement au nom de l'interdiction « *de manifester publiquement ses opinions politiques* » nous avons décidé de ne pas divulguer leurs noms. (Traduit du polonais par JM, les notes et intertitres sont de la rédaction).

Pologne

tés de soins de santé sont au bord de l'épuisement. Tout le monde se demande s'il y a suffisamment de lits et de respirateurs dans les hôpitaux. Les ambulances attendent pendant des heures dans les services d'urgences pour faire admettre les patients. Il pourrait sembler que dans de telles conditions, la société terrifiée n'allait pas s'occuper d'une nouvelle attaque institutionnelle contre les droits des femmes.

Pourtant, les autorités se sont trompées. Malgré l'interdiction des rassemblements de plus de cinq personnes, la Pologne connaît peut-être la plus grande vague de manifestations de rue depuis la restauration du capitalisme. Plus important encore, elles se déroulent non seulement dans les plus grands centres urbains, mais aussi dans les petites villes et les villages. Même dans celles qui, il n'y a pas si longtemps, ont été rendues célèbres dans le monde entier par les décisions effroyables de responsables locaux qui ont adopté des résolutions sur les « zones libérées de l'idéologie LGBT ». On ne sait pas exactement ce que signifiait l'instauration de telles « zones », mais ces décisions des autorités locales étaient une impitoyable et dégoûtante attaque contre des personnes ayant d'autres identités qu'hétéronormatives, même si elle ne dépassait pas la sphère symbolique. Certaines de ces collectivités ont ensuite retiré leurs décisions scandaleuses. Ce n'est guère surprenant, après que tous les enregistrements et transcriptions des réunions de leurs dirigeants ont prouvé que ceux qui ont voté pour les « zones » ne pouvaient même pas déchiffrer le sigle LGBT. Lorsqu'il s'est avéré que certains fonctionnaires locaux confus parlaient de « zones sans LPG », les réseaux sociaux furent sub-

mergés par des moqueries. L'acronyme LPG fait référence au terme anglais « *liquefied petroleum gas* » (gaz de pétrole liquéfié, GPL). Cependant, il est difficile d'accuser ces fonctionnaires d'avoir l'intention d'interdire un carburant aussi populaire en Pologne...

Révolte populaire...

Les petites villes, y compris celles situées dans des régions considérées comme des bastions de soutien au PiS, ont réagi au jugement du Tribunal constitutionnel d'une manière complètement différente de celle imaginée probablement par hommes politiques occupant des postes gouvernementaux à Varsovie. Au lieu de garder le silence, des milliers de personnes se sont mises à scander sans la moindre gêne, dans les rues et sur les places, deux slogans ne permettant aucun doute : « *wypierdalac* » [qu'on peut traduire par « allez vous faire foutre ailleurs »] et « *jebac PiS* » [baiser le PiS, fuck PiS] – des termes très grossiers.

Les premières protestations – populaires et spontanées – ont eu lieu dès l'annonce de la décision de la Cour par Przyłębska (1). Des centaines de personnes choquées et terrifiées par la cruauté du verdict sont descendues dans la rue le soir du jeudi 22 octobre. Les foules se sont agglomérées devant le bâtiment du Tribunal constitutionnel, puis se sont rendues au siège principal du PiS, rue Nowogrodzka à Varsovie. Dès le début, les protestations ont été rendues publiques par un mouvement social de base – *Ogólnopolski Strajk Kobiet* [Grève générale des femmes] – qui a été mis en place en 2016 dans la foulée du « *lundi noir* ». La mobilisation sociale généralisée et déjà sans précédent avait alors conduit le parti au pouvoir à retirer son soutien au projet de loi d'interdiction totale de l'avortement débattu par

la Diète [Chambre basse du Parlement].

Ogólnopolski Strajk Kobiet (OSK), une organisation féministe, dont la militante la plus connue est Marta Lempart (2), est devenue une force clé dans l'organisation de manifestations dans tout le pays : grâce à des contacts avec des militant·es de base, des centaines de marches ont été organisées au cours des jours suivants. Dans beaucoup d'autres villes et villages les protestations ont éclaté spontanément, principalement grâce aux efforts de divers groupes informels. Le vendredi 23 octobre, des milliers de manifestant·es se sont rassemblé·es devant la villa de Jaroslaw Kaczynski dans le quartier Zoliborz de Varsovie, la foule a rempli la place de la Liberté à Poznan, et des centaines de cierges mortuaires ont été allumés devant le siège local du PiS à Lodz. Les premières protestations étaient encore relativement calmes – il y avait plus de femmes effrayées et pleurant que criant des slogans « *grossiers* ». Malgré cela, le journaliste de droite Rafał Ziemkiewicz les a qualifiées de « *putes vulgaires* » sur *Twitter*, et les médias pro-gouvernementaux ont constamment marginalisé le caractère massif des protestations, sous-estimant le nombre de leurs participants et participantes. Le point tournant ce furent les actions de diversion au cours des messes du dimanche dans les églises.

... qui n'épargne pas les églises

Dans le cadre de la « *liturgie du dimanche* », des femmes ont interrompu les messes en criant des slogans pro-avortement (« *Prions pour le droit à l'avortement* »), en applaudissant à tout rompre dans les cathédrales, en éparpillant des tracts et en écrivant des slogans appropriés ainsi que le numéro de téléphone de *l'Abortion Dream Team* – une organisation sociale qui facilite

1. Julia Przyłębska, née le 16 novembre 1959, juriste et diplomate, a été élue membre du Tribunal constitutionnel en décembre 2015 par les députés du PiS de la Diète. En décembre 2016 le président de la République Andrzej Duda (PiS) l'a nommé présidente du Tribunal constitutionnel. Selon de nombreux juristes, dont les anciens présidents de ce Tribunal, sa nomination a été établie en violation de la loi.

2. Marta Lempart, juriste de formation, une des initiatrices de l'organisation polonaise *Ogólnopolski Strajk Kobiet* (Grève nationale des femmes, OSK), qui exige le droit à l'avortement libre, a été une des organisatrices de la « *protestation noire* » – une mobilisation des femmes contre la tentative de faire passer une loi interdisant totalement l'avortement en Pologne, en septembre-octobre 2016 – et du « *Lundi noir* » (3 octobre 2016) – première grève des femmes en Pologne, à laquelle elle avait appelé. Cette mobilisation a forcé le gouvernement PiS à retirer le projet de loi. Elle a également pris part à l'organisation des mouvements en défense de l'indépendance de la justice, contre la pédophilie des ecclésiastiques en Pologne, en défense des LGBT+ et des personnes handicapées. Elle a fait publiquement état de son *coming out*.



Le 26 octobre à Koscian, une ville de 23 000 habitant·es « Le choix, pas l'interdit »

les avortements à l'étranger pour les femmes polonaises. Le soir, à Varsovie, des manifestations ont eu lieu devant le siège de la Curie [organisme de gestion de l'Église], et dans tout le pays les protestations devant les églises sont devenues de plus en plus intenses. Bien sûr, cela a provoqué l'indignation des nationalistes et des commentateurs des médias qui leur sont proches, appelant avec ferveur à « défendre les sanctuaires ». Devant l'église de la Sainte-Croix rue Nowy Swiat à Varsovie, les manifestant-es ont été confronté-es à la « Garde nationale » – une étrange formation paramilitaire rapidement structurée, dirigée par Robert Bakiewicz, un des organisateurs de la Marche annuelle de l'indépendance. Les « Défenseurs de l'Église » nationalistes ont agressé une vieille dame et poussé une jeune femme dans les escaliers, qui a dû être hospitalisée. L'agression s'est déroulée sous l'œil attentif de la police, qui n'a pas protégé les femmes qui protestaient contre l'agression des nationalistes.

Nouvelle génération révoltée

Ces événements de Varsovie ont accru la combativité sociale. Par la suite, des protestations spontanées ont eu lieu dans un tout autre esprit : blocage des rues lundi dans des centaines de villes polonaises (des dizaines de milliers de personnes dans chacune d'entre elles), grève des femmes le mercredi (au cours de laquelle les femmes et les hommes qui les soutenaient ont refusé de travailler), marches géantes d'étudiants et de lycéens dans toute la Pologne. C'est alors que dans un discours Jarosław Kaczyński appela à lutter contre les femmes qui ne veulent pas se soumettre. Le président du PiS a été ouvertement critiqué pour avoir incité la société à la guerre civile, et son discours est devenu une force inflammatoire pour radicaliser le discours des manifestants. Lors de l'enregistrement du message, Kaczyński a fait épingle sur le rabat de sa veste l'insigne de la Pologne combattante, qui a été utilisé par les insurgés de Varsovie en 1944. Cinq survivantes de cette insurrection ont sévèrement commenté l'utilisation de ce symbole, déclarant au quotidien *Gazeta Wyborcza* que Kaczyński n'en a pas le droit et qu'un tel détournement est inacceptable. Les vétérans de l'insurrection ont également exprimé leur soutien à la protestation, la qualifiant de « juste » et – malgré la menace de l'épidémie – ont participé activement aux marches. La plus grande manifestation a eu lieu le vendredi 30 octobre à Varsovie : environ 100 000 à 150 000 personnes de toute la Pologne ont envahi les rues de la capitale.



Tramways en grève à Lodz, « le choix, pas l'interdit »

Selon la police – qui selon les commentateurs l'a sous-estimé – il s'agit de la plus nombreuse mobilisation populaire de ces dernières années en Pologne : plus d'un million de personnes sont descendues dans les rues de centaines de villes et villages (3).

Parmi les manifestants, le groupe le plus nombreux est celui des très jeunes femmes et des jeunes filles – lycéennes, étudiantes, ainsi que les « jeunes adultes » – des personnes de moins de 35 ans, prenant ainsi consciemment leurs premières décisions vitales. La participation de ce groupe d'âge a amené de l'ironie et du sarcasme sur les pancartes et dans les slogans. Les plus populaires – « *wypierdalac* » (la plus grossière des insultes polonaises, ordonnant à l'adversaire de s'éloigner immédiatement) et la critique médiatique de la « vulgarité exagérée des protestations, qui ne fait que nuire à la cause » – ont rapidement conduit à des transformations créatives. On pouvait lire sur les banderoles « *Nous vous invitons à vous enfuir rapidement* », « *Nous vous demandons de bien vouloir vous vous faire foutre ailleurs* » ou « *S'il vous plaît, partez* ». Le contraste entre l'utilisation de formes d'expression neutres face à des émotions extrêmement fortes des foules de plusieurs milliers de personnes devient comique.

« *Qui vit en Pologne ne rit pas dans un cirque* », « *Le gouvernement n'est pas une grossesse, il peut être expulsé* », « *Si les enfants de chœur tombaient enceintes, l'avortement serait un sacrement* » et « *Quand l'État ne me protège pas, je défendrai ma sœur* » ne sont que quelques-uns des slogans les plus courants. Beaucoup d'entre eux ont transféré l'humour tiré des mêmes sur Internet et des programmes de divertissement populaires directement sur les pancartes et les banderoles : « *Aujourd'hui,*

nous allons faire un ragoût de canard » (4), « *Le PiS fait du thé avec de l'eau des rivières* », « *On a peur de baiser* » et « *Il ne reste plus que [le rapport] anal* » sont apparus simultanément dans de nombreuses villes et villages. Un court enregistrement réalisé lors de la manifestation étudiante de Varsovie, qui montre un groupe de jeunes gens dansant sur le tube disco d'Eric Prydz « *Call on me* » créé en 2004, est devenu le plus populaire. Au lieu du texte répété dans la version originale, la foule crie « *fuck PiS* », le deuxième slogan le plus important des manifestations antigouvernementales après « *Wypierdalac* » déjà mentionné. L'enregistrement est rapidement devenu viral, et la chanson « *Fuck PiS* » de Cypis (5), basée sur celui-ci, a été diffusée à partir d'enceintes portables lors des manifestations suivantes (au moment où ce texte est écrit, elle avait déjà été visionnée plus de 4,7 millions de fois sur YouTube).

Villes et villages mobilisés

Le caractère phénoménal des protestations après l'annonce du verdict du Tribunal de Julia Przyłębska (6) réside dans leur généralisation sans précédent. Les « promenades » se déroulent simultanément dans des milliers de villes à travers le pays, en particu-

3. En 2020 la population de la Pologne est estimée à 38 millions d'habitants.

4. Traduit littéralement, le nom de famille du président du PiS fait référence au canard (*kaczka* en polonais).

5. Cf. : https://www.youtube.com/watch?v=FQq6Mwv_jpw

6. Ce Tribunal constitutionnel, que le gouvernement PiS a profondément restructuré en 2015 – restructuration remise en cause par l'Union européenne – n'a plus grand-chose à voir avec une justice indépendante, même seulement formellement. Il est illégitime, comme sa présidente, d'où cette appellation largement répandue « *Tribunal de Przyłębska* ».

Pologne

lier les petites villes de quelques milliers d'habitants. Dans certaines villes, les manifestations d'octobre ont été les premières de l'histoire. À Sztum, Trzebiatow, Sanok, Pruszkow ou Myslibórz, des personnes qui n'ont jamais participé à de telles actions sont descendues dans la rue. Dans les médias on entend dire que c'est une brèche dans la réflexion sur la résistance sociale en Pologne et aussi le premier pas vers une véritable séparation entre l'Église et l'État, qui a été illusoire jusqu'à maintenant.

Le comportement des jeunes filles de Szczecinek, une ville de 40 000 habitants, a eu un impact énorme : le 25 octobre, elles s'en sont prises à un prêtre tentant de discuter avec les grévistes. Elles l'ont encerclé en criant « *Montre ton utérus* », « *Retourne dans ton église* » et finalement « *Va te faire foutre ailleurs* ». Ces adolescentes ont reçu le soutien de personnes manifestant dans la région et les médias locaux ont publié des vidéos de leurs actions. La chaîne de télévision d'extrême droite et pro-gouvernementale TVP Info a présenté le comportement des jeunes femmes comme une insulte scandaleuse et vulgaire envers le saint homme qui porte l'hostie. En fait, ce « *saint homme* » n'avait pas d'hostie. De plus, il avait été précédemment suspendu de ses fonctions de prêtre et, pendant les manifestations, il a fait un doigt d'honneur aux chauffeurs qui soutenaient les manifestants.

Contre les patriarches

Un nouveau mot, qui a rapidement fait une étonnante carrière, est apparu dans le discours public : « *dziaders* » [qu'on pourrait tenter de traduire par « *patriarche* », mais c'est plus vulgaire]. Les pancartes annonçaient le « *crépuscule de ces patriarches* », c'est-à-dire l'imminence de la chute du patriarcat. Le « *dziaders* », protecteur de l'ordre social conservateur polonais, est une

figure extrêmement courante en Pologne : il peut s'agir d'un oncle lors d'une fête de famille, d'un professeur d'université répétant pendant les cours que les femmes ne devraient pas étudier ou d'un des ministres de l'actuel gouvernement du PiS (où il n'y a qu'une seule femme, ministre de la famille et de la politique sociale). Les femmes polonaises, fatiguées d'avoir été marginalisées pendant de nombreuses années dans la vie publique et de se voir imposer l'ethos du sacrifice pour la famille, ont dirigé leur protestation contre les hommes au pouvoir – tant le pouvoir laïque que le pouvoir ecclésiastique – qui les traitent de manière irrespectueuse, condescendante et comme des objets, en leur imposant leurs propres opinions au nom de la « *défense des valeurs et des traditions* ». Le tonitruant « *allez vous faire foutre ailleurs* » crié par les jeunes filles de 15 ans de Szczecinek peut renverser le patriarcat en Pologne, qui a été si parfaitement préservé par toutes les options politiques au cours des dernières décennies.

Sous le régime du PiS, le Tribunal constitutionnel a perdu les vestiges de son indépendance politique – déjà douteuse. Il est composé de personnes déléguées à cette fonction par les dirigeants du parti au pouvoir. Il s'agit, entre autres, de Krystyna Pawłowicz, connue pour sa prédilection à insulter vulgairement les opposants politiques, et de l'ancien procureur communiste Stanislaw Piotrowicz, membre obéissant du Parti ouvrier unifié polonais (PZPR), qui a prononcé des condamnations à l'encontre des militants du syndicat Solidarnosc, puis s'est parfaitement recyclé dans les conditions de la démocratie libérale, transformant son marxisme-léninisme version stalinienne en un catholicisme ardent. Piotrowicz s'est rendu célèbre en 2001 par sa défense d'un prêtre accusé de pédophilie. Après l'arrivée au pouvoir du PiS en 2015, il a joué un rôle

important dans le démantèlement du Tribunal constitutionnel pour finir par en devenir membre. Il a obtenu ce poste pour lui essuyer quelques larmes, car lors des élections législatives de 2019, il n'a pas réussi à remporter à nouveau son mandat de député. La présidente de ce Tribunal, Julia Przylebska, est une juge critiquée dans la communauté juridique pour – en le formulant le plus délicatement possible – son manque du respect des normes juridiques.

Pour la légalité de l'avortement

L'accès à l'avortement légal fait l'objet de vives controverses en Pologne depuis de nombreuses années. Après la Seconde Guerre mondiale, la réglementation relative à l'interruption de grossesse a été modifiée à plusieurs reprises, mais l'admissibilité de l'avortement, introduite en 1956, en raison de conditions de vie difficiles d'une femme, offrait de larges possibilités d'interprétation. En pratique, cela signifiait un chemin relativement facile pour subir une interruption de grossesse dans un établissement de santé public. Cependant, la disponibilité technique et juridique de l'avortement contrastait avec un fort tabou dans la société et un fardeau moral important qui pesait sur les femmes qui avaient des grossesses non désirées. Le discours sur la « *protection de la vie* » contre ce que les partisans actuels du gouvernement appellent « *avortement eugénique* », a triomphé en 1993 lorsque la loi sur le planning familial a été adoptée. Cela s'est produit quelques mois avant le concordat entre le Vatican et la République de Pologne.

Lors de la vague des transformations sociales et économiques après 1989, le fondamentalisme catholique a gagné en importance et s'est installé dans le courant politique dominant. L'Église a cessé de servir de centre de soutien ouvert à un large éventail de cercles de l'opposition luttant contre le régime autoritaire de la République populaire de Pologne – pas seulement ceux se référant au christianisme. Son influence politique au cours des années 1990 a alimenté des discours radicalement conservateurs, qui trouvaient un écho tant parmi les classes populaires qu'au sein d'une partie de la classe moyenne polonaise en formation dans les nouvelles conditions capitalistes. Et après 1989 peu d'organisations politiques vraiment significatives ont tenté d'avancer des revendications anticléricales.

Le fait de retirer aux femmes l'accès à l'avortement légal a été baptisé « *compromis sur l'avortement* ». Sans l'immensité de la souffrance à laquelle la loi de 1993 a





« Grève des femmes ». Sur les pancartes : « On pourrait avorter le gouvernement », « Putain, qu'avez vous fait », « le PiS croit que in vitro c'est une pizzeria », « la Pologne est une femme », « En Pologne, pas besoin de stupéfiants pour avoir un bad trip »

condamné des milliers de femmes, l'utilisation du mot « *compromis* » pourrait être considérée comme un signe d'humour noir. Ce compromis a été fait par-dessus la tête des femmes polonaises, entre la hiérarchie de l'Église et la droite politique, avec une opposition peu énergique de la part des groupes principaux de gauche et du centre. Bien qu'au Parlement, ces milieux aient voté contre la loi anti-avortement, dans les années suivantes, ils se sont distanciés de la question du droit à l'interruption de grossesse en s'efforçant d'établir des relations favorables avec l'Église. Le soutien au « *compromis* » est devenu une excuse pour s'éloigner du sujet. L'avortement clandestin est devenu le plus grand bénéficiaire de cet état de fait.

À la suite de décisions politiques, la Pologne est devenue depuis les années 1990 une source de main-d'œuvre bon marché pour toute l'Europe. Les bas salaires, surtout en dehors des grandes villes, font que peu de femmes qui envisagent d'avorter peuvent facilement se permettre de se rendre dans une clinique en Autriche ou en Allemagne, ou même en Slovaquie où les prix sont les plus bas. Certaines d'entre elles, aux prises non seulement avec des privations matérielles, mais aussi avec un manque de soutien de la part de leur partenaire ou de leurs proches, décident désespérément de recourir aux services d'entités plus ou moins professionnelles offrant des traitements en Pologne. La Fédération des femmes et du planning familial estime que plus de 100 000 avortements illégaux sont pratiqués chaque année. Le nombre officiel s'élève à 1 100 procédures de ce type, dont près de 1 000 avortements en 2018 ont été pratiqués en raison de « *dommages irréparables*

du fœtus ». La décision du Tribunal constitutionnel a déplacé de facto l'avortement en Pologne des cliniques publiques vers les garages des gynécologues.

Contre les fondamentalistes catholiques

Lorsqu'en octobre 2020, l'opposition au durcissement de la loi anti-avortement a commencé à se manifester devant et parfois à l'intérieur des églises catholiques, il est devenu évident que les autorités de l'Église ne pourront pas se retirer dans une position de confortable neutralité. La coresponsabilité du clergé dans la création des conditions permettant aux aspirations des fanatiques pro-vie de devenir la réalité est largement acceptée. Un organisme a joué un rôle énorme dans le développement de l'idée de protection des « *enfants dans la phase prénatale de la vie* » (sic !) : l'association de fondamentalistes catholiques *Ordo Iuris*, une armée d'avocats habiles, bien payés par des fanatiques sud-américains. *Ordo Iuris* est actuellement la plus grande menace pour les droits humains en Pologne. Ses membres tentent activement transposer leur vision du monde fanatique dans le droit polonais. Comme on peut le voir, efficacement.

Du côté de la droite de la barricade des médias sociaux numériques, les journalistes intellectuellement misérables, mais manifestement très excités par leur propre arrogance, répandent de violentes insultes contre les femmes, contre la communauté LGBT, contre les politiciens de l'opposition et contre pratiquement tous ceux qui risquent de s'opposer à l'équipe pro-gouvernementale. Parmi ces aboyeurs narcissiques, Rafał

Ziemkiewicz, déjà mentionné plus haut, se distingue par sa particulière rudesse, que lui et d'autres comme lui définissent comme « *l'insoumission* ». Les attaques venimeuses contre les femmes qui luttent pour leurs droits peuvent être assaisonnées d'une pincée de théories du complot, par exemple sous la forme d'arguments pseudo-scientifiques sur la nocivité de tous les types de contraception, à l'exception de la méthode « *du calendrier* » (appelée par d'autres la « *roulette du Vatican* ») et des manipulations dégoûtantes sur les causes poussant les femmes polonaises à l'avortement. Les partisans du « *droit à la vie* » (des embryons) font état de motifs « *eugéniques* » notoires. C'est en particulier la question des personnes atteintes de la trisomie 21. Ils essayent de nous convaincre que les décisions d'interrompre une grossesse sont principalement basées sur les convictions extrêmement égoïstes des mères, perturbées par les influences culturelles de « *l'Occident pourri* » : ces femmes cruelles ne veulent tout simplement pas faire preuve de pitié envers leurs enfants handicapés et nient la valeur de leur vie. De telles opinions choquantes sont non seulement propagées par des fanatiques religieux qui distribuent devant les églises des écrits mettant en garde contre des « *conspirations communistes-judéo-maçonniques* » ou « *l'idéologie LGBT* ». Elles font partie de la politique et du contenu propagés par la télévision publique, financée par nos impôts.

Dans l'interprétation droitiste de la culture polonaise, les enfants constituent la valeur la plus élevée – cependant, cela ne s'applique qu'aux « *enfants à naître* » (fœtus) et les jeunes qui n'ont pas encore leur propre vision du monde. Dans le dis-



cours de la droite polonaise conservatrice qui se radicalise, une adolescente qui se bat pour le droit à sa propre dignité, ne peut être que gâtée ou manipulée. Mais ces appels à l'ordre patriarcal et condescendants d'hommes politiques omniscients et d'autres défenseurs des « valeurs traditionnelles polonaises » perdent de leur influence devant la convergence des oppositions sociales qui est en cours aujourd'hui. Bien que la dynamique des manifestations de rue soit en baisse – on ne peut espérer que des foules similaires à celles de la fin du mois d'octobre descendent constamment dans les rues – le rapprochement de nombreux groupes sociaux dans l'acte de résistance aux autorités est un fait. Bien que cela puisse paraître totalement incroyable, au plus fort de la pandémie Covid-19, nous sommes face à une situation dont on peut dire sans exagération que si elle n'a pas le caractère révolutionnaire, elle en est extrêmement proche.

Après la bonne surprise

L'ampleur de cette mobilisation est d'autant plus surprenante que depuis de nombreuses années la société polonaise semble avoir été pacifiée lorsqu'il s'agit d'articuler des luttes de classe de plus grande envergure. La spécificité du développement du capitalisme néolibéral en Pologne va au-delà du sujet de cet article, mais il est intéressant de noter que les mêmes masses qui manifestent si vigoureusement aujourd'hui sont apparues jusqu'à récemment comme exceptionnellement apathiques et dépolitisées, même par rapport à d'autres pays de l'ancien bloc de l'Est.

Bien sûr, il faut éviter d'être euphorique. Car les protestations en cours sont déjà une source de frictions vives entre les différents milieux unis par leur refus du jugement du Tribunal constitutionnel. Du fait de l'inexistence d'un mouvement ouvrier de masse organisé (en dehors des syndicats affaiblis, dont certains hésitent à prendre une posi-

tion claire sur l'avortement et d'autres coopèrent ouvertement avec l'extrême droite, y compris néofasciste, comme Solidarnosc, qui piétine honteusement son héritage historique), la gauche n'est pas très audible. D'une part, il faut souligner la grande détermination et les mérites des députées de Lewica (7) et des militantes des innombrables organisations sociales et politiques qui ont participé aux manifestations. Mais, d'autre part, la création d'un organisme appelé Conseil consultatif par la Grève nationale des femmes a suscité de grandes controverses.

Selon ses initiatrices, ce Conseil doit jouer un rôle strictement consultatif au service du mouvement de masse. Cependant, il a été composé surtout des personnes associées au milieu des ONG de Varsovie, aux institutions universitaires et aux organisations politiques. Parmi elles on trouve entre autres un ancien ministre discrédité lors du gouvernement de PO (8). Ce Conseil n'a pas été choisi par une procédure démocratique, mais à l'initiative des dirigeantes de l'OSK et de leurs associés. Le Conseil déclare que, outre la question des droits reproductifs, il analysera les questions soulevées par les manifestant-es en matière de droits des travailleurs, de politique sociale, du système éducatif ou d'écologie. Ce que seront exactement le travail et le but de cet organisme n'est pas clair. Mais il est clair qu'il y a en son sein des gens qui ont des points de vue extrêmement différents sur des questions fondamentales, comme les « contrats poubelles » (9). Il y a donc un risque qu'un conseil non élu de façon démocratique et dont les objectifs ne sont pas clairs se divise avant même de faire connaître les résultats de son travail.

Ce n'est pourtant pas une raison pour sombrer dans le fatalisme. Ce Conseil pourrait jouer un rôle important, par exemple en coordonnant la défense des militantes que les autorités commencent déjà à réprimer. En théorie, les militantes des droits des femmes dans les petites villes sont les plus faciles à atteindre, car elles n'ont pas une grande base sociale et médiatique. Elles sont déjà menacées de peines allant jusqu'à 8 ans de prison, de licenciements ou de diverses formes d'ostracisme. Mais ce sont aussi des personnes fortes qui, dans ces circonstances exceptionnelles, peuvent compter sur la solidarité d'un mouvement sans précédent dans toute la Pologne. Il semble que l'un des slogans les plus importants de la révolution polonaise rampante – « Tu n'iras plus jamais seule » – trouve cette fois-ci sa confirmation dans la réalité. ■

Varsovie, le 8 novembre 2020

7. Lewica (la Gauche) est le nom porté par l'alliance politique constituée par SLD (Alliance de la gauche démocratique, qui a ses racines dans le Parti ouvrier unifié polonais au pouvoir de 1944 à 1989), Wiosna (le Printemps, un parti de centre-gauche fondé par Robert Biedron, militant LGBT et journaliste, en 2019), Lewica Razem (Gauche ensemble, un parti à la gauche du SLD fondé en 2015), le PPS (Parti socialiste polonais, se réclamant de la tradition social-démocrate) et plusieurs autres petites organisations politiques, dont l'Initiative féministe, ainsi qu'un syndicat paysan et un syndicat étudiant. Lewica est arrivé en troisième position lors des élections d'octobre 2019, obtenant 49 député-es (24 SLD, 19 Wiosna et 6 Lewica Razem) ainsi que

deux sénateurs (1 Wiosna et 1 PPS). 8. Platforma obywatelska (Plateforme civique, PO) est le principal parti néolibéral conservateur polonais, fondé en 2001 à partir de secteurs issus de l'Alliance électorale Solidarité (AWS, également à l'origine du PiS) et de l'Union pour la liberté (UW, qui avait ses racines dans les courants libéraux de l'opposition polonaise et du syndicat Solidarnosc). PO a dirigé le gouvernement polonais de novembre 2007 à novembre 2015 et le président de la République entre 2010 et 2015, B. Komorowski, était issu de ses rangs. Aux élections de 2019, l'alliance électorale constituée par PO – avec le petit parti de gauche Inicjatywa Polska (iPL, Initiative polonaise), le parti libéral Nowoczesna (Moderne) et le petit

Parti Vert – a obtenu 134 députés (111 députés PO, 8 Nowoczesna, 4 iPL, 1 Vert) et 40 sénateurs (tous PO). PO est membre du Parti populaire européen, présidé actuellement par son ancien Premier ministre, Donald Tusk.

9. Les « contrats poubelles » ne sont pas des véritables contrats de travail, ce sont des contrats commerciaux, permettant d'embaucher pour exécuter une tâche. Les travailleurs ainsi embauchés n'ont pas de temps de travail défini ni d'assurance sociale. Le nombre de ceux qui ne vivent que de ces « contrats poubelles » a augmenté sous les gouvernements du PiS, atteignant en fin 2019 le nombre de 1 200 000 travailleuses et travailleurs.

Comment les jeunes ont rompu le Grand Compromis avec l'Église

Par
Agnieszka Graff*

En Pologne, quelque chose s'est brisé, quelque chose a débordé. C'est la fin d'un certain compromis en Pologne. Il ne s'agit pas d'un « *compromis sur l'avortement* », car il n'y en a jamais eu, mais d'un compromis systémique beaucoup plus large : le Grand Compromis entre l'État et l'Église sur lequel étaient fondés l'ordre de la III^e République polonaise et l'identité de la Pologne après 1989.

Marta Lempart l'a formulé ainsi : « *La révolution qui a commencé, ce n'est pas seulement une lutte pour l'avortement. C'est une lutte pour la liberté, qui a été très brutalement mise en cause et l'avortement en est le symbole* ».

De quelle liberté s'agit-il, dont l'avortement est le symbole ? Il s'agit du droit de choisir dans la sphère intime – c'est clair. De l'égalité des sexes, dont le droit des femmes à l'autodétermination est un élément essentiel – c'est également évident. Et aussi de se libérer du parti Loi/Droit et Justice (PiS), auquel les manifestants disent d'aller se faire b...r ailleurs alors que les coordinatrices des manifestations suggèrent poliment la démission.

Mais ce qui est le véritable enjeu, c'est notre propre perception de ce que nous sommes en tant que société ou, comme le président Kaczynski le préfère, en tant que nation. Les mobilisations vont probablement bientôt s'arrêter, le PiS fera ce qu'il veut en matière d'avortement, mais le changement culturel sera irréversible.

« **Le sujet n'accepte pas le jugement/le complément d'objet** » (1) – c'est un des slogans des protestations, une bonne blague et un diagnostic génial de la situation.

La grammaire du Grand Compromis

La grammaire sur laquelle se basait au cours des dernières 25 années le contrat social polonais est en train de s'effondrer



« Le sujet n'accepte pas le jugement/le complément d'objet » (1) ; « l'État PiS c'est un bad trip »

sous nos yeux. Cette grammaire du Grand Compromis qui nous accompagne depuis deux décennies, conclu au seuil de la transformation entre les élites du pouvoir et l'épiscopat, a fait des femmes les otages de la modernisation polonaise. La stabilité des relations entre l'État et l'Église était fondée sur l'énormité du pouvoir et des privilèges de cette institution. L'épiscopat était censé stabiliser la transformation systémique et le processus d'adhésion à l'Union européenne en échange d'une réduction draconienne des droits des femmes et du rejet des droits des LGBT.

La Pologne est un pays catholique – cette phrase était répétée tel un mantra. Ce n'était pas une description de la réalité mais un décret. Ou une incantation ? L'identification du caractère polonais avec le catholicisme devait être notre spécificité dans l'Union. Et selon les visions du monde : le prix ou bien la récompense pour le « *retour en Europe* ».

Pour les fondamentalistes religieux du monde entier, cela signifiait que la Pologne allait jouer le rôle de cobaye pour leur vision du monde. Elle devait être un bastion du christianisme dans l'Europe devenant de plus en plus laïque, un champ de bataille pour les « *valeurs familiales* ». Et notre société devait l'accepter, car on supposait que

c'était notre « *code culturel* ».

Ce grand compromis avait deux principes essentiels et plusieurs dispositions complémentaires.

Premier principe : La III^e République reconnaît à l'Église un monopole incontestable en ce qui concerne les valeurs. Ce domaine des valeurs est largement limité à l'éthique sexuelle : d'où la loi anti-avortement, la présence des symboles religieux dans l'espace public et l'hostilité à l'égard des communautés LGBT confirmée par l'État. L'Église a également décidé de facto de restreindre progressivement l'accès à la contraception ; sa voix a été déterminante dans les litiges relatifs au remboursement des FIV.

* Agnieszka Graff, enseignante au centre des études américaines de l'Université de Varsovie, est membre de la direction de l'Association polonaise du Genre, du conseil programmatique de l'association Congrès des femmes et du conseil de la revue et maison d'éditions de gauche *Krytyka Polityczna*. Elle a publié en polonais *Świat bez kobiet* (Le monde sans femmes, 2001), *Rykoszetem* (Par ricochet, 2008) et *Magma* (2010). Cet article a d'abord paru le 5 novembre 2020 dans le quotidien en ligne *OKO.press* : <https://oko.press/jak-mlodzi-zerwali-wielki-kompromis-z-kosciolem-graff/> (Traduit du polonais et annoté par JM).

1. « *Podmiot nie zgadza się z orzeczeniem* » est un jeu de mots sur la grammaire et la justice, le terme « *orzeczenie* » signifie en grammaire « *complément d'objet* » et « *jugement* » en langage juridique.

Pologne

En disant dans sa proclamation que « *la caution morale que l'Église détient est le seul système moral connu de tous en Pologne* » et que « *son rejet, c'est le nihilisme* », Jaroslaw Kaczynski a parfaitement résumé la conviction qu'il n'y a pas d'alternative au catholicisme en tant que source de moralité pour les Polonais. Selon une telle logique, c'est l'Église qui donne un sens à la réalité sociale. En dehors de l'Église c'est le vide. Ceux qui ont fréquenté l'instruction religieuse savent qu'en Europe, c'est la « *civilisation de la mort* » qui domine.

Et ceux qui n'ont pas eu cette instruction doivent comprendre que quelque chose cloche chez eux.

Le second principe définit ce que l'Église doit faire en échange de sa position privilégiée. Son rôle était d'apaiser les troubles et les conflits qui accompagnaient les transformations systémiques.

D'une part, il s'agissait d'atténuer les sentiments nationalistes, de l'autre calmer le mécontentement social résultant de la transformation néolibérale. L'Église devait être une sorte de tampon permettant d'intégrer la Pologne au sein de l'Union européenne et d'y rester ensuite.

Ajoutons qu'au début des années 1990, il y avait de bonnes raisons de croire que l'Église serait à la hauteur de ce rôle. Il y avait encore le pape qui patronnait l'entrée de la Pologne dans l'Union ; il y avait une fraction libérale assez active dans l'Église ; la *Radio Maryja* (2), nouvellement créée, avait déjà reçu des concessions locales, mais elle n'en a reçu une nationale qu'en 1994. Les néofascistes étaient des fous marginaux et pratiquement personne en Pologne ne contestait la transformation néolibérale, de sorte que le silence de l'Église ne surprenait personne.

Les dispositions complémentaires ont assuré, d'une part, la paix sociale (et donc la

stabilité relative des gouvernements successifs) et, d'autre part, la sécurité du clergé. La disposition cruciale concernait le silence des femmes. On savait d'avance que toute manifestation de rébellion serait ridiculisée ou réprimée.

Un important mécanisme pour « *détourner le regard* » a été également mis en place – le compromis concernait la loi sur l'avortement, mais pas la réalité vécue des avortements. À aucun moment l'avortement clandestin n'a été un sujet d'intérêt pour l'appareil d'État.

Et enfin, une **troisième disposition complémentaire**, dont l'existence a été récemment révélée par les films des frères Sekielski (3) : l'impunité des prêtres responsables d'abus sexuels et des évêques qui les couvrent depuis de nombreuses années. En bref : la loi du silence autour de la pédophilie dans l'Église.

Lorsque j'ai présenté les grandes lignes du Grand Compromis lors d'un débat public organisé en ligne par l'Université ouverte Karol Modzelewski, on m'a demandé quelles preuves j'avais de son existence. Apparemment, les jeunes n'avaient jamais entendu parler de cela. Car il n'a été jamais rédigé. On ne le trouve pas dans les livres d'histoire. Mais pour la génération de la transformation, en particulier pour les femmes, son existence était évidente. C'était l'air que nous respirions, les limites de la réalité dans laquelle nous devons vivre. Il était couvert par un silence honteux. En le nommant, en essayant de remettre en cause sa légitimité, on risquait le ridicule. Ce compromis a duré plus d'un quart de siècle. C'est un morceau de l'histoire polonaise – qui justement touche à sa fin.

Pour chercher les sources du Grand Compromis, on peut se reporter jusqu'au livre d'Adam Michnik, *l'Église, la gauche, le*

dialogue (1977), qui a donné le ton des relations entre l'Église et l'opposition démocratique dans les années 1980. Mais c'est en 1993 qu'a commencé l'ère qui se termine aujourd'hui. Car même si le Grand Compromis concerne le pouvoir au sens large de l'Église en Pologne, il a été scellé par l'interdiction de l'avortement. L'Église s'est particulièrement préoccupée de cette question, elle n'a jamais abandonné.

La loi de 1993 ou les limites de la démocratie polonaise

Rappelons que avant cela il y avait la loi de 1956 : l'avortement était légal en cas de malformation du fœtus, d'une menace pour la santé d'une femme, lorsque la grossesse était le résultat d'un crime et – question clé – en raison des conditions de vie difficiles de la femme.

En 1993, l'interdiction de l'avortement – appelée à tort « *compromis* » – a été imposée. Plus d'un million de signatures pour un référendum national, recueillies par les « *comités Bujak* », ont été ignorées. Tels sont les faits.

Et quelle est leur signification profonde ? Eh bien, nous avons alors appris une chose fondamentale : dans la Pologne libre, sur les questions intimes – liées à la sexualité humaine, à la fertilité, à la reproduction – la décision appartiendra à l'Église catholique. C'est là que se situent les limites de la démocratie polonaise.

Pour beaucoup d'ancien-es combattant-es de l'opposition, ce fut un choc cognitif. Il s'agissait des droits des femmes, mais aussi, et peut-être surtout, de mettre fin au fantasme d'un État laïque moderne.

Répétons-le : le geste fondateur de la relation entre l'État et l'Église dans la III^e République a été la pacification d'un grand

2. *Radio Maryja*, une radio catholique conservatrice, a été créée en 1991, émettant d'abord à Torun et à Bydgoszcz, puis obtenant en 1994 la concession nationale. Son fondateur et toujours directeur, Tadeusz Rydzyk, prêtre rédemptoriste, est connu pour sa défense des thèses créationnistes, sa lutte contre la franc-maçonnerie, son nationalisme et ses propos antisémites. Cette radio, émettant également par satellite en Europe et en Amérique du Nord, fait partie – avec le quotidien d'extrême droite *Nasz Dziennik*, la télévision *Trwam*, l'École supérieure de la culture sociale et médiatique de Torun ainsi que la Fondation Lux Veritas – d'un empire médiatique de la droite catholique extrémiste.

3. Ces films documentaires sont disponibles sur YouTube, *Jeu de cache-cache* (*Zabawa w chowanego*, 2020), sous-titré en français (<https://www.youtube.com/watch?v=T0ym5kP3Vc>) et *Tylko nie mów nikomu* (*Ne le dites à personne*, 2019), en polonais seulement (<https://www.youtube.com/watch?v=BrUvQ3W3nV4>).

« Allez vous faire foutre loin d'ici »,
« les prêtres sur la lune »,
« les filles veulent juste
pouvoir choisir »,
« tu bloques mon choix,
je bloques la ville »





Grève des étudiant·es en médecine :
« Je ne veux pas visiter mes patientes le 01/11 »,
« Je veux être médecin et non missionnaire »

mouvement social : la mobilisation pour un référendum sur l'avortement.

Pour le formuler de manière plus directe, il a été dit aux personnes qui voulaient soumettre la question à un vote : fermez-la ! Cela a été répété des centaines de fois au cours des deux décennies suivantes : le sujet de l'égalité des sexes et des droits sexuels a été publiquement tourné en dérision, ignoré, relégué à la marge.

Il a été dit – y compris dans les médias libéraux – que c'était un sujet « *de substitution* » et « *coutumier* ». On ironisait : les droits des femmes sont une sorte d'abstraction qui intéresse les féministes, alors que les « *femmes normales* » s'occupent de la « *vraie vie* ».

Les affrontements ultérieurs autour de l'avortement se sont déroulés dans cette ambiance. Il y a eu des appels, des articles et des livres rebelles, mais on savait par avance qu'ils n'affecteraient pas le cours de l'histoire. Et pourtant, c'est notre histoire – l'histoire dont la version actuelle est celle des manifestations de masse sous le signe de la Grève des Femmes.

En 1996, la Diète a tenté d'assouplir la loi en y ajoutant la situation personnelle difficile de la femme. L'amendement a été contesté par le Tribunal constitutionnel, dont le président était alors le professeur Andrzej Zoll. Ce jugement fut justifié de manière curieuse et cependant caractéristique de cette époque : l'interdiction de l'avortement c'était... la nécessaire protection de la maternité (4).

La maternité a été ainsi identifiée à la

grossesse, privant juridiquement et rhétoriquement les femmes enceintes de toute personnalité. Ce n'était pas la seule procédure de ce type.

Depuis le milieu des années 1990, dans les médias, dans la culture populaire et dans le débat public, les femmes ont été systématiquement écartées. Les livres pour enfants et les manuels scolaires étaient envahis par les « *enfants conçus* » – des fœtus flottant dans des limbes cosmiques, détachés de la réalité, celle de la grossesse et de la femme qui détermine sa santé et sa vie.

En reprenant le slogan des manifestations actuelles : le sujet d'alors ne pouvait pas être d'accord ou en désaccord avec le jugement, car elle a été efficacement effacée de la phrase dans laquelle son sort était décidé. J'ai suivi ce processus avec stupéfaction. Le résultat a été le chapitre « *La femme qui disparaît* » dans mon livre *Swiat bez kobiet* (Un monde sans femmes) de 2001.

La première décennie des années 2000 a été une période où les organisations de femmes (la Fédération pour les femmes et le planning familial était la clé) et les initiatives féministes de rue (je veux dire, bien sûr, la Manif) ont tenté de remettre en cause le Grand Compromis.

Il est intéressant de noter que la première Manif était une réaction à un événement qui pouvait être considéré comme une remise en cause temporaire de l'une des dispositions complémentaires du Grand Compromis – celui de détourner le regard de l'avortement clandestin. En décembre 1999, la police a effectué une descente dans un

cabinet de gynécologie de Lubliniec. Il a été dit que le corps de la femme avait été « *saisi* » en tant que preuve. C'était terrifiant, nous sommes descendues dans la rue.

Le simple fait de l'existence de la loi n'aurait probablement pas suffi, car nous avions mémorisé l'arrêt du Tribunal.

En 2002, les féministes ont décidé de révéler l'existence du Grand Compromis sur le forum international. L'Entente des femmes du 8 mars a adressé une lettre de cent femmes au Parlement européen demandant son soutien pour un débat démocratique sur la situation des femmes en Pologne, l'informant qu'un « *accord spécifique a été conclu entre l'Église catholique et le gouvernement à propos de l'adhésion de la Pologne à l'Union européenne. Ainsi l'Église soutiendra l'intégration européenne et en échange le gouvernement abandonnera le débat sur la modification de la loi anti-avortement* ». Et aussi : « *Dans les coulisses de l'intégration de la Pologne à l'Union européenne, il y a donc une sorte de commerce des droits des femmes* ».

4. Extraits du jugement du Tribunal constitutionnel du 28 mai 1997 : « *Selon le requérant, il y a eu également violation de l'article 79-1 des dispositions constitutionnelles prévoyant la protection de la maternité. La maternité, de par sa nature même, doit être une relation entre la mère et son enfant. Les dispositions légales ne peuvent ni viser à rompre cette relation ni stimuler une telle rupture (...). En raison de la fonction susmentionnée de la maternité, la protection constitutionnelle de cette valeur n'est pas entreprise dans le seul intérêt de la mère. Le fœtus et son bon développement doivent être un sujet égal de cette protection. Cela inclut clairement la protection de la santé de l'enfant conçu et l'interdiction de causer des troubles de santé au fœtus ou de lui nuire.* »

Pologne

Signée par des femmes éminentes dans les domaines de la science, de la culture et de l'art, la lettre n'a reçu aucune réponse des institutions européennes – l'UE évitait les débats de société, elle était donc de facto favorable au Grand Compromis. Par contre, les deux parties de la conspiration décrite dans la lettre ont réagi avec un mélange de paternalisme, de moqueries et de menaces.

L'évêque Zycinski a déclaré qu'il s'agissait de « la lettre de protestation la moins sérieuse qu'il ait lue récemment », ajoutant avec un clin d'œil que les évêques pourraient aussi renoncer à leur soutien à l'intégration.

Le rédacteur en chef de la section nationale du quotidien [libéral] *Gazeta Wyborcza*, Rafał Zakrzewski, a confirmé l'existence du compromis : « L'Église est un allié solide pour l'intégration dans l'UE. Et je suis convaincu qu'il est plus important pour nous de nous retrouver au plus vite dans une Europe commune que d'entamer dès maintenant une dispute enflammée. »

Les scènes suivantes de ce drame, ce sont des tentatives plus ou moins réussies pour que la voix des femmes atteigne les



médias et l'opinion publique (action sur le navire *Langenort* (5) en 2003, les manifs suivantes), les institutions européennes (procès d'Alicja Tysiac à Strasbourg en 2007) et la conscience publique, efficacement endormies par la novlangue de l'Église et la légalité intouchable (en 2011 Katarzyna Bratkowska a publiquement déclaré avoir avorté).

Je parlerai des manifestations de 2016 un peu plus loin, car elles constituent un autre chapitre de cette histoire – le début de la fin du Grand Compromis.

N'irritez pas l'Église, ou tout s'effondrera...

Lorsque nous parlons du Grand Compromis, il ne s'agit pas d'un conflit ouvert sur la conception de la société, qui peut être gagné ou perdu, ni d'un débat sur un sujet controversé dans un pays démocratique. Nous parlons d'une conspiration du silence, de l'absence de débat. Nous parlons d'un État qui a donné à une institution antidémocratique le droit de décider de la vie intime de ses citoyen-es, tout en leur ordonnant de garder un silence honteux.

C'est l'histoire d'un pays au centre de l'Europe dont les élites politiques ont cédé à l'Église le pouvoir dans le domaine des valeurs. Le Grand Compromis était instable, il devait être réaffirmé sans cesse par les politiciens. Cela a été fait à différentes occasions et pour différentes raisons : par la droite, parce qu'elle partageait ces valeurs, par les libéraux et la gauche, parce qu'ils étaient convaincus que l'Église était une puissance qu'il ne fallait pas irriter.

Essayons de reproduire les motivations de ceux qui ont été les gardiens du Compromis. Nous retournons en Europe, c'était un grand processus historique. Il y avait une conviction profonde que sans le

soutien de l'Église, il pourrait ne pas marcher. L'Europe, en revanche, était prête à considérer l'hostilité aux droits des femmes comme notre « exception culturelle ».

D'ailleurs, on nous promettait qu'après l'adhésion ce serait mieux – que le temps de l'égalité viendrait. Mais lorsque nous nous sommes retrouvés dans cette Union tant désirée, il s'est avéré que le Grand Compromis était toujours en vigueur. Pourquoi ? Parce que l'Église – elle et seulement elle – peut empêcher l'entrée de l'extrême droite nationaliste sur la scène politique. Sinon, le rêve de l'Europe et d'une Pologne démocratique sera clos, définitivement.

Le thème du genre – non seulement les droits reproductifs des femmes, mais aussi la violence domestique, l'éducation sexuelle et les droits des minorités sexuelles – a été étouffé depuis de nombreuses années afin de ne pas irriter l'Église.

On croyait que sans l'Église, tout s'écroulerait. Il en a été ainsi au temps des gouvernements de l'Union de la liberté (UW), puis de l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) et même du premier gouvernement PiS. Huit années de gouvernements de la Plateforme civique (PO) ont été huit années d'esquives et de concessions.

Aujourd'hui, nous savons que ces calculs étaient faux. Cela n'a pas marché **justement** parce qu'ils ont fait trop confiance à l'Église.

Le PiS a remporté les élections avec le soutien de l'Église. Les acquis de la III^e République ont été détruits avec son plein accord. Était-il possible de le prévoir au début des années 1990, lorsque les bases du Grand Compromis ont été construites ? Probablement pas entièrement. L'Église a viré à droite de manière progressive. Tadeusz Rydzyk a mis un certain temps pour construire son empire médiatique.

Entre-temps, de puissants mouvements internationaux ultra-conservateurs, que peu de gens ont remarqués, se sont développés. Leurs antennes locales sont Ordo Iuris (6), Kaja Godek (7) et de nombreuses organisations travaillant pour les « valeurs familiales » et de facto contre l'égalité des sexes. Ils sont fortement liés aux réseaux internationaux, le Congrès mondial des familles, « Tradition, famille et propriété », Citizen Go – dont aucun n'existait lorsque le Compromis était en cours de construction en Pologne.

Tous ces changements ont mis fin au Grand Compromis sous nos yeux, car sa nature violente est devenue évidente pour tous.

5. En 2003 la Fédération des femmes a invité *Women on Waves* (Femmes sur les Vagues) en Pologne. Leur navire, le *Langenort*, est arrivé à Władysławowo sur la côte polonaise pour y rester pendant deux semaines. Elles ont organisé, avec des militantes polonaises, des actions visant à sensibiliser le public sur la loi anti-avortement et ont pratiqué des avortements dans les eaux extraterritoriales. Ces actions ont été violemment attaquées par des groupes de l'extrême droite comme Jeunesse de Toute-Pologne et la Ligue des familles polonaises qui ont sérieusement intimidé des femmes afin de les empêcher d'embarquer.

6. *Ordo Iuris* est une ONG fondamentaliste catholique d'extrême droite qui finance le lobbying des « valeurs traditionnelles » et a été à l'origine du projet de loi visant l'interdiction absolue de l'avortement, rejeté en 2016 par la Diète sous la pression de la mobilisation des femmes. Cette ONG est associée à l'ONG brésilienne d'extrême droite « Tradition, famille et propriété » (TFP), considérée comme une secte hérétique par l'évêque de Campos au Brésil.

7. Kaja Godek est une militante anti-avortement et homophobe qui anime la Fondation Pro. Elle a été candidate de la coalition des organisations d'extrême droite aux élections européennes de 2019.

8. Julia Przylebska a été élue présidente du Tribunal constitutionnel à l'initiative du PiS en 2015. Cette juridiction a jugé inconstitutionnelle l'interruption volontaire de grossesse (IVG) pour les femmes enceintes de fœtus souffrant de malformations, même « graves et irréversibles ».

9. *Dziewuchy dziewczuchom* (les filles pour les filles) est un mouvement féministe regroupant une cinquantaine de groupes locaux qui a été initié par la création d'une page Facebook le 1^{er} avril 2016 contre le projet de loi anti-avortement : facebook.com/dziewuchydziewuchom/

Vous rappelez-vous du Lundi noir ?

L'actuel bouleversement n'est pas le produit de Julia Przyłębska (8), mais celui des Protestations Noires des années 2016-2018. Les coordinatrices sont en partie les mêmes : Marta Lempart et la *Grève nationale des femmes*, les groupes locaux de la *Grève* et des *Dziewuchy dziewczynom* (9).

Les émotions aussi sont dans une large mesure dans la continuité de la rébellion de l'époque, mais le langage a beaucoup changé. Il y a quatre ans, nous avons découvert les véritables intentions des fondamentalistes religieux d'Ordo Iuris, l'impitoyabilité de l'épiscopat et du gouvernement et – et c'est peut-être le plus important – notre propre force et notre colère.

Vous souvenez-vous du Lundi noir ? Le 3 octobre 2016, les manifestations ont eu lieu dans 200 villes, des milliers de femmes se sont rendues au travail habillées en noir. Alors, sous la pluie, sous des parapluies, dans une foule de milliers de personnes sur la place Zamkowy (la place du Château, à Varsovie) et sur d'autres places des villes polonaises, une nouvelle entité politique s'est formée : les femmes en colère.

De nombreuses femmes qui crient aujourd'hui dans la rue « *Allez vous faire b...r ailleurs* » et « *C'est la guerre* » ont commencé leur rébellion en 2016. Elles étaient là en tant que filles et très jeunes filles, avec des mères, des grands-mères, des sœurs aînées. Maintenant, elles sont revenues avec beaucoup de compagnie et avec des slogans beaucoup plus radicaux.

Il n'y a plus de références à la tradition de Solidarnosc, il n'y a plus la symbolique de l'insurrection de Varsovie transformée en prière féministe – il y a un blasphème, ironie et humour noir. « *Maman m'a permis de dire des gros mots aujourd'hui* » – cette pancarte dans les mains d'une jeune fille en dit long sur l'atmosphère de ces manifestations et sur le lien féminin intergénérationnel dont elles sont issues.

Le Grand Compromis s'est irrévocablement terminé. Il s'effondrait morceau par morceau. Il y a environ dix ans, l'Église elle-même a abdiqué son rôle d'alliée de la démocratie et de la modernisation (ou peut-être a-t-elle cessé de le prétendre), puis les femmes ont refusé d'obéir – 2016 restera dans l'histoire comme la naissance du mouvement de masse des femmes en Pologne.

Il y a un mois, Kaczyński a abattu ses cartes pour surenchérir sur Ziobro (10) et détourner l'attention de l'incapacité du gouvernement à faire face à la pandémie – ce fut la décision du pseudo-Tribunal. Et là un



« PiS va te faire... », « La Pologne est une femme », « Quand l'État ne me protège, je protégerais ma sœur », « Kaja [Godek], va te faire..., cesse de persécuter mes sœurs », « On en a marre » (à Gdynia)

nouveau joueur intransigent est apparu : la génération Z, née après 1995.

- Les jeunes de vingt ans se comportent comme n'ayant jamais entendu parler du Grand Compromis.
- Elles et ils ne considèrent pas l'Europe comme la civilisation de la mort.
- Elles et ils n'ont pas le réflexe de dire « *Dieu soit loué* » en croisant un prêtre.
- Pour elles et pour eux, Jean-Paul II est un personnage historique, pas un saint.

Et ces jeunes considèrent les symboles de Solidarnosc comme une source d'idées pour les mêmes internet.

C'est la rébellion de la génération smartphone : l'individualisme, le réseau et un sens de l'humour spécifique règnent en maître. Chacun et chacune s'exprime personnellement et à sa manière. Ensemble, elles et ils font l'histoire et en sont conscients.

Il est probable que bientôt quelqu'un comptera les actes d'apostasie [abandon public de la religion catholique] et constatera qu'ils se comptent par milliers. Toutefois, la clé d'un changement culturel puissant réside dans les images – les mêmes, les vidéos, les photos, les clips.

- Un groupe de jeunes filles à Szczecinek entoure un prêtre en criant, l'obligeant à rentrer dans l'église.
- Dix personnes se tiennent sous les fenêtres de l'archevêque Jędraszewski avec une grande pancarte : « *La maison de satan* ».
- Des lycéennes de Varsovie se représentent en victimes potentielles d'un pape lanceur de pierres dans un étang devant le Musée national.

Il y a aussi des changements dans le paysage et des photos de ces changements : des éclairs (11) sur les murs, des inscriptions « *Vous avez du sang sur les mains* », des cin-

tres et des affiches sur les clôtures des églises. Ces images sont éphémères, mais ensemble, elles constituent une nouvelle donne dans la mémoire collective de cette société. Et cette donne sera inévitablement reprise par les livres d'histoire.

La droite insiste sur le fait que les méchants, les fauteurs de troubles, les barbares ont envahi les rues. Kaczyński a vu en elles et eux des enfants manipulés par des adultes. En fait, nous avons affaire à des jeunes qui ont refusé de participer à un jeu que les adultes tentent de leur imposer.

C'est une entité collective consciente d'elle-même qui écrit l'histoire aujourd'hui, qui dit « *je vérifie* » aux générations de la transformation. Elle émerge sous nos yeux, remettant en cause les fondements du contrat social qu'elle a trouvé. L'avortement a été le déclencheur, et le slogan « *B...r PiS* » oblige de poser la question de l'avenir du parti au pouvoir.

À long terme, c'est une question beaucoup plus complexe que la loi sur l'avortement et la carrière du président Kaczyński : la jeunesse a rejeté l'hégémonie culturelle de l'Église en Pologne. Il est amusant de constater que les conclusions des générations précédentes en la matière ont été rejetées par les jeunes parfois appelés la génération JP2 (12), des jeunes qui avaient à l'école plus de catéchisme que de leçons d'informatique. ■

10. Zbigniew Ziobro, d'abord membre du PiS, a créé un parti encore plus conservateur en 2012, sous le nom de « *Pologne solidaire* » qui fait partie de l'Union de la droite au côté du PiS. Il est ministre de la Justice depuis 2015.

11. Les éclairs rouges sont un des symboles adoptés par les révoltés.

12. Abréviation de Jean-Paul II, pape.

Ne nourrissez pas les robots...

Un « exercice de style auquel s'est livré François Houste : écrire et diffuser sur Twitter des histoires complètes en 280 caractères maximum ». Les angoisses et les espoirs dévitalisés projetés vers un avenir sombrement coloré par la pandémie de Covid-19. L'affluence technologique contre les controverses démocratiques, l'isolement connecté contre la singularité humaine, le non-sens de la marchandisation des êtres humains. Et le fil tendu d'espoir des résistances.

Un monde de calculs et d'algorithmes : « C'était l'un des inconvénients des implants cérébraux gratuits : ils obligeaient parfois leur hôte à prononcer un script publicitaire ». Les robots – « Comprenez bien que pour votre nouveau robot par défaut rien n'est faux. Si vous le nourrissez avec des contes de fées, il cherchera des dragons pour vous » – et leur incapacité de « voir les formes d'animaux dans les nuages ». Le télétravail et l'énergie : « il passait le plus clair de son temps à surveiller son niveau de batterie et à chercher une prise de courant ». Les services de résurrection numérique : « son assistant lui proposait désormais quelques-uns des plus beaux poèmes qu'il n'ait jamais entendus ». La censure : « L'algorithme de modération des contenus supprimait automatiquement les contenus qui laissent croire qu'il censurait les contenus ». Et l'absurde : « Les inventeurs avaient dressé une très longue liste de ce que leur robot était capable de faire. Mais il leur était impossible de définir clairement à quoi il servait ».

Et les réactualisations de résistances : « L'ensemble des membres de la famille avaient appris le langage des signes afin que toutes leurs conversations ne soient pas comprises par leur assistant vocal ». « Un peu partout, de nouvelles langues apparaissent. (...) L'objectif était simple : échapper aux micros présents partout et à la reconnaissance vocale de l'Intelligence Artificielle Centrale ».

Un livre et des histoires à partager.

Didier Epsztajn

* François Houste : *Mikrodistopies*, Fiction C&F éditions, Caen 2020, 15,00 €

« Ensauvagement médiatique »

« Indépendantes, les chaînes d'info ? L'affirmation a de quoi faire sourire. En dehors de France Info et France 24, elles sont la propriété de trois industriels : Patrick Drahi (BFM-TV et i24News), Vincent Bolloré (CNews) et Martin Bouygues (LCI). Et leurs investissements, dans un secteur majoritairement déficitaire, n'ont rien de désintéressé. Par-delà la valorisation de l'image de marque, ils s'inscrivent avant tout dans une logique d'influence : multiplier des plateaux, les invités, les obligés. De manière directe ou indirecte, contrôler et façonner la parole médiatique ».

Dans l'édito, sont abordés le modèle d'information « low-cost », la place des recettes publicitaires, le journalisme de commentaire, les pseudo-débats à sens unique, les banalités en continu, la partition du maintien de l'ordre et les képis des rédactions, la petite musique permanente, « la médiocrité des dispositifs de débat, le suivisme à l'égard d'agendas politiques sécuritaires, l'absence de réel pluralisme sur les plateaux sont autant de facteurs qui normalisent, jour après jour, le traitement des thématiques les plus droitières dans le débat public », les agitateurs racistes, un modèle de « journalisme toujours plus pauvre et toujours plus aux ordres ».

Le premier article nous promène du côté des « bons » livres, fruit d'« un battage médiatique bien orchestré », du monde de « connivences et de complaisance dans lequel la surface médiatique est le meilleur gage de la reconnaissance littéraire ».

Les infos en continu (ou plus exactement l'ininterrompu sans information) le « journalisme à la chaîne », les chaînes du « low cost », les maillons du vide de la pensée : « L'information apparaît cependant non comme une dérive, mais comme un miroir grossissant des travers du système médiatique actuel ». Les auteurs et autrices regardent du côté de France Info, de LCI et de ses invités-es. « LCI a ainsi dessiné les contours de l'information en continu telle que nous la connaissons actuellement : multiplication des plateaux et débats, laissant une large place aux copinages au sein du monde des médias et bien au-delà ; et plus

occasionnellement, directs commentés et remplissage caractéristique du journalisme de commentaire en continu ». I-Télé, BFM-TV, la priorité au direct et aux annonceurs publicitaires : « L'enjeu consiste à capter le segment restreint mais stratégique et recherché par les annonceurs, donc particulièrement rémunérateur : celui des catégories aisées ».

« Les journalistes doivent enchaîner les sujets pour nourrir les flux », les usines de traitement « de contenus produits par d'autres », la scénarisation de l'information et « la mise en scène de journalistes phares », la temporalité du format diffusé, le remplissage du temps d'antenne, le recyclage de contenus, la multiplication des débats télévisés et autres plateaux de discussion, les « intarissables robinets d'eau tiède » et les « disputes à clic » qui donnent tout particulièrement la prime aux provocations réactionnaires et aux obsessions de l'extrême droite ». Bref, « des contenus qui n'ont de l'information que l'apparence, surdéterminés par les contraintes publicitaires et d'audimat ».

Médiacritique(s) choisit un mot qui pourrait illustrer les maux médiatiques, « décryptage », le masque de l'encodage à sens unique du journalisme de commentaire, « de quoi flatter le narcissisme des rédacteurs, transmués par la magie du verbe... en détecteurs de vérités cryptées », une valorisation à bon compte de ce qui n'est pas fait : « vérifier, diversifier, croiser les sources, resituer et expliquer les faits dans leur contexte ».

Vite traitées, vite oubliées. Le tempo du continu efface les rapports sociaux, décontextualise les faits, adopte un prisme sécuritaire dans le cas des manifestations réduites aux « débordements »...

Je souligne aussi l'article sur France Info : copie des pratiques des chaînes du privé, le triomphe du commentaire, le pluralisme anémié, le verrouillage éditorial en particulier sur l'information dite économique, le feuilletonnage, le choix du produit de consommation en lieu et place de l'information, l'émission du travail de journalisme, la recherche de part d'audience. « À croire qu'il est devenu impensable, pour les rédactions, de tolérer une information du temps long ou moyen, au prétexte (fallacieux) de perdre le téléspectateur, et aux dépens de journalistes qui, à l'international, ou en régions, voient leur travail émietté dans un produit (peu) fini ».

La présence de l'extrême droite dans les médias ne se résume pas au seul cas d'Éric Zemmour. Bien des propos racistes ponctuent le « débat public ». « Islam, immigration, "insécurité" : disons-le d'emblée, c'est à ces obsessions-là que nous nous intéresserons ». La revue met l'accent sur des mécanismes insidieux : « les dispositifs du clash et de l'opinion ; la fait-diversion de l'actualité et la mise à l'agenda des thématiques fétiches du RN, construite souvent ex nihilo comme des "priorités des Français" ; l'anémie du pluralisme ; la fabrication d'agitateurs en tant que produits d'appel ». Les rédacteurs et rédactrices discutent, entre autres, du journalisme de comptoir, de la construction du récit d'une actualité chaotique à partir de faits divers, de l'affranchissement de toute règle scientifique, de formatage de la complexité du réel, de scandales et de provocations, d'agenda médiatique, d'effet de loupe grossissante et déformante, de surface médiatique disproportionnée, de réduction de l'offre démocratique, des promoteurs du on-ne-peut-plus, de l'utilisation du racisme comme rente pour les propriétaires autoritaires, des prétextes pour doper l'audience (« le business du racisme »), de la dépolitisation systématique de la politique. « Pour autant, le pire n'est jamais certain. Et c'est le rôle de la critique des médias de rendre compte des dynamiques mortifères dans lesquelles est pris le système médiatique (...) pour mieux les combattre ».

L'avant-dernier article est un entretien avec Laurent Mucchielli dont je rappelle le dernier livre, *La France telle qu'elle est, pour en finir avec la complainte nationaliste*. L'auteur aborde, entre autres, la diversité et la complexité du réel, la transformation de faits divers en faits de société, les discours de café du commerce, la construction de l'« actualité », le démantèlement de l'appareil statistique, la reprise du vocabulaire ordinaire de l'extrême droite, la banalisation du racisme. Le titre de cette note est celui de l'entretien avec Laurent Mucchielli. Il est suivi d'une analyse sur ceux qui « dorlotent » la « fachosphère ».

Une nouvelle fois, l'œil et l'oreille de la critique sur des médias dominants. Nécessaire.

Didier Epsztajn

* *Médiacritique(s)* (magazine trimestriel de l'association Acrimed), n° 36 d'octobre-décembre 2020 : *Info en continu...* *Journalisme à la chaîne*, 4,00 €

<https://entreleslignesentrelesmots.wordpress.com>

Un blog de notes de lecture et de débats, animé par Didier Epsztajn... A visiter sans retenue !

Quelques leçons de l'expérience de Podemos

Par Brais Fernández
et Miguel Urbán Crespo*

Faire le bilan de l'expérience de Podemos est une tâche facile et difficile à la fois. D'un côté, si nous nous en tenons au résultat, le bilan est sans aucun doute dévastateur. Podemos n'a pas été capable de remplir les objectifs pour lesquels il est né, et s'est converti, en termes gramsciens, en un projet « transformiste ». Cependant sa naissance a signifié l'ouverture d'un cycle politique inédit en Espagne. Pour la première fois depuis des décennies, une force politique anti-néolibérale se donnait pour objectif la conquête du pouvoir politique.

Notre analyse tentera de naviguer entre ces deux pôles : entre la revendication de l'audace qu'a supposée sa formation et la reconnaissance de ses limites, erreurs et échecs. Ce qui est né comme une force pour tout changer s'est converti en une force de fonctionnement du système qu'elle gère. Une évolution différente était-elle possible ? Est-ce que cette évolution invalide l'hypothèse de la construction d'organisations politiques larges autour d'objectifs concrets ?

Ces questions sont plus importantes qu'il n'y paraît ; surtout si nous nous considérons comme une partie d'un mouvement socialiste et anticapitaliste international qui cherche à tirer des leçons des expériences nationales, à les lier les unes aux autres, et à établir des parallèles raisonnables qui permettent la discussion et l'élaboration de stratégies communes. Est-ce qu'il faut participer de façon active à des phénomènes comme la campagne de Sanders, de Syriza, à la gauche travailliste de Corbyn ou à des mouvements comme le chavisme ? Jusqu'où faut-il y participer ? Pourquoi ces mouvements n'atteignent-ils pas leurs objectifs ? Ou, au contraire, devons-nous nous situer à leur marge ? Quels sont les problèmes auxquels sont confrontées de telles expériences ? Nous essaierons d'avancer quelques réponses possibles à ces questions à partir de l'expérience de Podemos.



Anticapitalistes dans Podemos, Construisons le pouvoir populaire (Syrone, Madrid 2016) – un livre d'interviews des militants connus (Teresa Rodríguez, secrétaire générale de Podemos en Andalousie, Miguel Urbán, eurodéputé, ou José María González "Kichi", maire de Cadix) et moins connus visant à réorienter le parti avant son second congrès.

Aux origines de Podemos

Podemos a été fondé sur la base d'un accord « *par en haut* » entre Pablo Iglesias et ce qui était à ce moment-là Izquierda Anticapitalista (aujourd'hui Anticapitalistas, et c'est ainsi que nous nous y référerons à partir de maintenant). Les récits postérieurs sur le phénomène, comme cela arrive généralement, ont une vision téléologique de Podemos ; ils le présentent comme l'idée géniale d'un groupe de politologues, complètement dessinée et configurée dès le début. Mais c'est une vision absolument fautive.

À l'origine de Podemos cohabitaient différentes visions de ce que devait être le projet. D'un côté il y avait la perception qu'Izquierda Unida était un projet complètement insuffisant pour recueillir le mécontentement

et l'espace laissé par le 15M (1). L'idée de la nécessité d'une autre gauche était donc présente. Et l'expérience du Bloco de Esquerda portugais servait d'exemple ; une organisation plurielle, avec une forte présence publique, un discours radical et une pratique structurée autour d'un parti militant. Dans le même sens, l'émergence électorale de Syriza semblait un autre processus destiné à correspondre profondément à l'hypothèse fondatrice de Podemos.

Souvenons-nous qu'en 2014 Syriza était une gauche radicale regroupée, avec des secteurs plus modérés, autour d'un projet anti-néolibéral. Fondée en lien avec l'expérience militante de l'organisation du Forum social européen d'Athènes, il s'agissait d'une expérience qui avait compris l'importance de ne pas être subalternes d'un social-libéralisme du Pasok dans sa gestion des mémorandums d'austérité. Le secteur anticapitaliste de Podemos, à ce moment-là, a organisé sa vision du projet autour de ces exemples internationaux, même si rapidement il a été débordé.

Cette vision cohabitait avec une autre perspective, celle-là inspirée par les processus populistes latino-américains qui avaient marqué la vie et l'expérience politique du groupe constitué autour de Pablo Iglesias et Errejón. Il s'agissait de construire un projet fluide autour d'un commando médiatique souple et autonome, capable de se projeter électoralement grâce à une relation distante

* Brais Fernández est militant d'Anticapitalistas (section de la IV^e Internationale dans l'État espagnol) et membre de la rédaction de la revue *Viento Sur*. Miguel Urbán Crespo est député européen, militant d'Anticapitalistas et cofondateur de Podemos. Cet article a été d'abord publié le 26 octobre 2020 dans *Jacobin-América Latina* : <https://jacobinlat.com/2020/10/26/algunas-lecciones-de-la-experiencia-de-podemos-2/> (Traduit de l'espagnol par Fabrice Thomas).

1. Le 15 Mai (2011) date retenue pour dénommer la vague de mobilisations des Indignés, initiée au printemps 2011 par les occupations de places dans la plupart des villes en Espagne, suivies les mois et années suivantes de « *marées* » de mobilisations, grèves et manifestations sur des thèmes comme la santé, l'éducation, la précarité, les expulsions...

État espagnol

mais représentative avec une masse hétérogène et déstructurée. Un petit commando médiatique capable d'enfoncer un coin dans le panorama politique traditionnel ou, comme le qualifiait lui-même le binôme Iglesias-Errejón, la construction d'une « *machine de guerre électorale* ».

Cependant, une des principales caractéristiques de Podemos dans ses premières phases fut sa capacité à dépasser toutes les prévisions. En fait, pour utiliser une expression très récurrente, la « *quantité* » s'est transformée en « *qualité* ». Le volume du projet, son impact, l'afflux de gens, etc. ont débordé ses initiateurs. En outre, ce débordement fut canalisé avec plus d'habileté par « *l'hypothèse populiste* » que par « *l'hypothèse anticapitaliste* », contraignant toujours la seconde à jouer dans le cadre de la première.

Pour comprendre les raisons de cela, il faut tenir compte des conditions dans lesquelles est né Podemos. Pour commencer, la seule gauche organisée qui a participé à la formation de Podemos était Anticapitalistas. Une organisation de quelques centaines de militants, faiblement implantée au-delà des grandes villes et très « *confinée* », pour ainsi dire, dans la tradition de la gauche radicale mais ayant suffisamment conscience de la nécessité de se dépasser dans d'autres projets, sans s'y dissoudre. Dans les premiers temps le reste des secteurs du militantisme social regardait Podemos avec scepticisme voire hostilité. La gauche traditionnelle regardait clairement Podemos comme un ennemi.

D'une certaine façon, la phase initiale de l'irruption de Podemos rappelle le moment où les CUP (2) entrèrent au parlement de Catalogne. David Fernandez affirmait alors qu'elles « *stressèrent la gauche et accablèrent la droite* ». Et nous ajouterions qu'elles ont également créé un espoir et une émotion indispensables pour construire une sensibilité sociale capable de se connecter avec les gens dans des moments exceptionnels. Malgré cela, les bases organisationnelles de Podemos, son capital initial, étaient trop faibles et trop fragiles pour organiser le torrent humain déchainé (la façon dont les princi-

paux détracteurs de Podemos, quand ils virent que Podemos était un succès, entrèrent dans le projet pour s'emparer de postes, c'est une autre histoire. Cette histoire, celle de la façon dont le succès attire les opportunistes, reste à raconter).

Un autre facteur a été l'état des luttes sociales au moment de la formation de Podemos. Il est certain qu'il y a un lien entre Podemos et le 15M. Podemos n'aurait pas eu de succès sans l'espace qu'a laissé le cycle ouvert par le 15M. Le 15M a été, avant tout, une expression de la crise organique dont souffrait le régime espagnol : une génération entière, frappée par la crise, s'est séparée de ses partis traditionnels. Mais le 15M et les luttes qui en ont dérivé traversaient déjà une crise profonde au moment de l'apparition de Podemos. Sans horizon politique, les luttes s'épuisaient. Podemos a été capable de donner un nouvel horizon à ce processus de fond (gagner les élections et ouvrir un processus constituant) mais il ne se nourrissait déjà plus des luttes et de leur radicalité. Ce déphasage dans le temps a toujours été un handicap pour, au-delà de la rhétorique, lier Podemos aux luttes sociales de masses. De fait, de même que le 15M a inauguré, pour reprendre les mots de Daniel Bensaïd, une certaine « *illusion du social* » – autosuffisance des mouvements sociaux et refus de la question politique comme conséquence de toute une première phase d'ascension des luttes sociales –, de même le début de Podemos a inauguré une « *illusion de l'électoral* » où « *l'assaut institutionnel* » a absorbé les énergies faiblissantes d'un cycle politique en déclin.

Enfin, il y a des facteurs plus de fond qui ont à voir avec la structuration politique dans le capitalisme tardif. La faiblesse et l'isolement du mouvement ouvrier produisent des sociétés déstructurées et inorganiques, dans lesquelles le rôle des médias a évolué jusqu'à occuper la place qu'occupaient auparavant les partis – des intellectuels collectifs qui donnent un cadre aux aspirations, aux volontés d'action et créent des liens.

Le leadership de Pablo Iglesias, en dehors de sa personnalité, a toujours été déterminé par cette situation. Sa capacité à se situer comme figure de référence et à profiter de cette position pour lancer un processus disruptif n'a jamais été accompagnée d'une stratégie pour compenser cette faiblesse, elle a même été consciemment alimentée lors de luttes internes. En tant que Anticapitalistas nous avons toujours eu cet élément présent à l'esprit et ce fut un des principaux points de friction avec le noyau dirigeant d'Iglesias. Nous comprenions que les Cercles (3) devaient être un espace d'au-

to-organisation populaire qui pourrait (à coups d'essais et d'erreurs) construire, par en bas et collectivement, une majorité sociale pour affronter le défi majeur d'un processus constituant. Les Cercles conçus comme des ancrages nécessaires à l'élargissement de l'espace social permettant à une pensée alternative à celle des élites de devenir majoritaire. Et aussi un vaccin indispensable contre les risques d'hyper-leadership...

Mais l'énorme autorité dont bénéficiaient les figures publiques n'a jamais été utilisée pour renforcer le projet d'un point de vue organique. Au contraire elle a été utilisée uniquement pour marginaliser et annihiler les secteurs qui au sein de Podemos misaient sur l'impulsion des masses et la formation d'une organisation d'un type nouveau. De ce fait ce fut le processus d'auto-organisation reliée aux Cercles qui fut la première victime de la « *machine de guerre électorale* » qui a renforcé le modèle de l'hyper leadership aux dépens de la créativité et de l'expérimentation démocratique que pouvait représenter le torrent social, qui dans un premier temps s'était regroupé autour de Podemos.

En ce sens nous pouvons dire ouvertement que les décisions d'un petit noyau ont conditionné le développement de tout le projet. Le paradoxe est que, même quand ce noyau s'est rendu compte qu'il était allé trop loin et a désespérément essayé de corriger le cap, il avait déjà détruit les conditions qui permettaient de le faire. Jusqu'au choix fait finalement par Podemos (gouverner avec le PSOE et en échange accepter un rôle subalterne sous l'hégémonie sociale-libérale), il y a eu de multiples tentatives d'organiser le projet par en bas et, dans une certaine mesure, de rectifier ses faiblesses. Mais il était déjà trop tard, chaque option a son temps.

À notre avis, il y a une tension entre la vérité léniniste (les organisations se construisent s'il y a précédemment une accumulation suffisante pour cela) et la vérité luxemburgiste (les organisations se construisent au cours des processus). Tension qui, dans le cas de Podemos, s'est résolue de la pire des façons. Le noyau politique qui a formé Podemos n'avait pas l'accumulation militante suffisante pour structurer le processus qu'il déclenchait, et le processus n'a pas eu l'objectif de compenser cette faiblesse initiale.

La stratégie

Il y a eu un moment, aujourd'hui lointain, pendant lequel la possibilité pour Podemos de gagner les élections paraissait

2. Candidatures d'unité populaire (CUP) est une organisation de la gauche radicale indépendantiste en Catalogne.

3. Les cercles locaux étaient conçus comme les structures de base de Podemos, où se regroupaient physiquement les adhérents de Podemos sur tout le territoire. Ils ont regroupé à un moment plus de 40 000 personnes. Chiffre à comparer avec celui des « *adhérents électroniques* », de l'ordre de 400 000 au même moment, sur lesquels s'appuyait essentiellement le groupe dirigeant de Pablo Iglesias.

réelle. Cette effervescence, cette « ivresse collective », a beaucoup minimisé les problèmes posés par un changement politique dans une démocratie capitaliste occidentale. Le débat stratégique a fini par se réduire à deux questions. À son apogée, toute la perspective de Podemos se réduisait à gagner les élections et à ouvrir un processus constituant (4) « pour décider de tout ». Au cours de son déclin, tout le débat s'est réduit à gouverner ou pas avec le PSOE. Et dans sa phase de décadence, à combien de ministères pour Podemos dans un gouvernement sous leadership socialiste. Pour résumer l'ensemble par une formule imagée, Podemos est né pour « partir à l'assaut du ciel » et a terminé en « sauvant les meubles ».

Cela bien sûr en gardant toujours une rhétorique triomphaliste enivrée du culte de l'immédiateté lié au rythme marqué par les réseaux sociaux et les médias. Ainsi la supposée querelle sur la « communication » s'est convertie en une obsession où l'urgent passait toujours avant l'important. Une préoccupation tacticienne sans stratégie qui a produit des résultats à court terme et des problèmes à moyen terme. Ou, selon la phrase attribuée à Sun Tzu, « la tactique sans stratégie c'est le bruit avant la défaite ». Parce que nous ne pouvons pas oublier que, au-delà du fait que Podemos a atteint des scores de représentation comme la gauche n'en obtenait plus depuis des décennies en Espagne, les hypothèses stratégiques fondatrices – non-subordination au PSOE, rupture de régime et processus constituant – ont été bannies de l'horizon politique de la formation violette.

Parmi les débats de fond ayant des implications pratiques et dans lesquels Podemos a montré une grande faiblesse, nous en soulignerons trois en particulier.

❶ En premier lieu, une effarante naïveté sur la question de l'État. La vision politicienne, propre à la pensée politologue dominante, considère l'État comme un appareil fluide, comme « une relation sociale », mais sans en tirer d'implications stratégiques. Le niveau de dureté avec lequel l'État a répondu à l'irruption de Podemos n'a pas été spécialement élevé sur le terrain de la coercition, mais l'a été sur celui de l'idéologie. Dans Podemos, il n'y a jamais eu de véritable discussion – ni de stratégie – sur ce que signifiait le fait que l'État était « une condensation du rapport de forces entre les classes ». Les louanges opportunistes à la patrie et à la police, qui prétendaient compenser superficiellement et de façon opportuniste ce déficit, ont masqué l'essentiel : l'incapacité à désigner, noyauter et gagner les éléments clés de l'État qui auraient permis de consti-

tuer un rapport de forces en son sein.

Soyons clairs : l'appareil judiciaire, la police et l'armée, par leur composition politico-idéologique et de classe, sont des organes structurellement réactionnaires qui peuvent seulement être neutralisés en les encerclant par des forces sociales vives, actives et antagoniques. Les travailleurs de la santé et de l'éducation ou de l'administration publique étaient la base potentielle sur laquelle pouvait se vertébrer un processus de changement constituant qui aurait eu également de la force au sein de l'État. Ces secteurs étaient également les plus susceptibles de soutenir ce que représentait Podemos à ses débuts. Rien n'a été fait pour les organiser et leur donner une force politique : lorsque certaines élections ont été remportées, comme dans les municipalités, il n'y avait aucun plan ni aucune force pour relever les défis que « l'assaut institutionnel » s'était fixés.

À aucun moment on n'a tiré les leçons de l'expérience de Syriza au gouvernement, de ses difficultés à affronter non seulement un appareil d'État hostile mais, surtout, à développer une politique anti-austérité dans le cadre du rapport de forces avec l'UE (où le Mécanisme européen de stabilité équivalait à un char d'assaut financier capable de renverser gouvernements et politiques qui ne respectent pas le schéma d'austérité, mécanisme qui se profile aujourd'hui à l'horizon du gouvernement de coalition en Espagne).

Après Syriza en Grèce, l'exemple suivant fut donné par les « municipalités du changement » qui, arrivant avec le slogan de « Oui, on peut », finirent, en assumant le cadre de gestion des misères qu'autorisent les règles budgétaires, par un « on ne peut pas » résigné, prélude à la défaite électorale de beaucoup d'entre elles. Mais le plus dangereux de cette situation n'a pas été la défaite elle-même, mais sa négation : la capacité de faire de nécessité vertu en décrétant des victoires factices qui masquaient la difficulté et les contradictions des processus de changement et qui empêchaient de tirer les leçons politiques des processus. Une logique de fuite en avant qui vous éloigne de votre propre base sociale, renforçant les mécanismes de représentation au détriment des dynamiques d'organisation populaire.

❷ Le deuxième thème où Podemos a pris l'eau a été la question de l'économie politique. Le groupe dirigeant de Podemos, prisonnier de ses préjugés post-marxistes, a toujours considéré la société comme un terrain de jeux politiques, sur lequel le pouvoir économique était un pouvoir extérieur à combattre et non la relation sociale qui détermine l'ensemble de la société. Sans disposer, initialement, d'un programme éco-

nomique (au-delà de quelques revendications basiques comme la nationalisation des banques, l'audit citoyen et le non-paiement de la dette et/ou la nationalisation de secteurs stratégiques de l'économie), Podemos en est venu rapidement à soutenir des positions keynésiennes masquées par une nouvelle opération de marketing visant à « social-démocratiser » l'image du parti et apparaître comme une force de gouvernement.

Ce remake eurocommuniste a atteint l'orientation générale du mouvement de fond sur lequel s'appuyait Podemos : cibler le cœur du capital financier. La bataille principale s'est déplacée vers une vision superficielle de l'institutionnel, compris comme une course pour gagner des postes dans l'appareil représentatif de l'État. Ce déplacement a pourri le rapport de forces, engendré de fausses sensations de victoire et rendu impossibles des relations vertueuses entre institution et mobilisation populaire. La mairie de Madrid – où Manuela Carmena, la maire portée par Podemos et plus tard affiliée à « l'errejonisme » (5), a parachevé la plus grande opération immobilière-financière au service de la banque jamais vue en Espagne au nom du « progrès » – est un bon exemple des conséquences de cette vision des choses.

❸ Enfin, les particularités nationales de l'État espagnol ont constitué un authentique champ de mines pour Podemos. En Espagne il y a des nations sans État qui comptent des mouvements indépendantistes de masse, comme l'Euskadi et la Catalogne. Dans d'autres nations, comme la Galice, il existe un fort sentiment national. Mais la crise du système politique espagnol a étendu ce sentiment d'iniquité territoriale à pratiquement toutes les régions de l'État. Dans sa phase initiale Podemos a été capable de canaliser ce sentiment vers l'idée d'un processus constituant. Mais, cette perspective abandonnée, le malaise est revenu à son cours territorial (à l'exception de la Catalogne où se sont combinés le désir de changement constitutionnel et l'aspiration souverainiste).

Aujourd'hui Podemos pourrait finir par disparaître de la plupart des territoires en Espagne – les récents résultats électoraux en

4. Processus constituant est l'expression utilisée pour résumer la perspective d'une mobilisation populaire prolongée à la base, s'auto-organisant pour définir et imposer une nouvelle Constitution dans l'État espagnol, à la place de celle négociée avec l'appareil d'État franquiste en 1978.

5. Ligne politique des partisans de Inigo Errejón, un des co-fondateurs de Podemos. Il s'est opposé à Pablo Iglesias, notamment à Madrid, puis séparé de lui sur une base encore plus « social-démocrate ».

État espagnol

Galice en sont un bon exemple, puisque son espace a été occupé par des partis qui mettent la question nationale-territoriale au centre de leur articulation politique et apparaissent comme une option plus crédible pour remettre en cause le régime de 1978. Le refus de Podemos d'explorer à fond la nature confédérale et plurinationale des peuples d'Espagne l'a laissé sans espace entre les projets centralistes de la droite, le projet d'État des autonomies du PSOE et les vieux ou nouveaux nationalismes périphériques qui, aujourd'hui, constituent la principale opposition ou alternative au système politique espagnol.

Quelques conclusions

Podemos a été atteint par un processus de transformisme. Ce processus a deux visages. D'une part, il a cessé d'être un parti antisystème et constituant pour en venir à occuper l'espace qu'occupait traditionnellement le Parti communiste dans le système politique espagnol, mais sans ses liens avec le mouvement ouvrier : un parti de gauche vaguement réformiste, défenseur de l'ordre public existant, adapté à la politique économique de la classe dominante. D'autre part, Podemos a affaibli ses liens avec la force sociale qui l'a constitué et il n'est rien de plus aujourd'hui que quelques portefeuilles ministériels avec une certaine base électorale.

Sans aucun doute, la nouvelle crise en cours implique qu'il faut de nouveaux outils contre le système, bien que cette fois dans des circonstances très différentes. Le problème actuel est que nous sommes au début d'une longue reconstruction mais en même temps dans une course contre la montre contre une crise de destruction non seulement sociale mais aussi écologique (et la pandémie du coronavirus n'est qu'une ébauche de ce que peut impliquer la catastrophe climatique si nous ne faisons rien). Cette situation nous renvoie à une question fondamentale : est-ce qu'une organisation révolutionnaire devrait de nouveau miser sur un projet anti-néolibéral et anti-régime large, comme le fut Podemos à ses débuts ?

Pour nous la réponse est claire, c'est oui. Podemos a été un pari risqué et audacieux qui a permis de faire de la politique (si nous considérons la politique, comme le disait Lénine, comme le moment où des millions de personnes se mettent en mouvement). Bien évidemment il y a des moments de flux

et de reflux, moments où la politique révolutionnaire est l'art de résister et de maintenir vivant un espoir, mais en ayant toujours la vocation de se préparer pour ce que Bensaïd appelait « *les sauts* » : en gardant, toujours, une lente impatience.

Face à une gauche radicale réifiée, qui rejette les processus vivants parce qu'elle se croit capable de les canaliser pour elle-même, l'expérience de Podemos a permis à un secteur du socialisme anticapitaliste de lutter pour donner un cap politique transformateur à un « *mouvement réel* ». Les résultats n'ont pas été ceux espérés, mais nous avons essayé d'analyser en quoi ce fut le produit d'une lutte politique dans laquelle le résultat n'était pas prédéfini d'avance même s'il a été surdéterminé par ses conditions de départ.

Nous devons fuir la tentation de nous réfugier dans « *l'illusion du social* », produit d'une défaite politique qui nous conduirait à chercher un espace plus commode et avec moins de contradictions. En résumé, revenir simplement à ce que nous faisons avant Podemos ne peut être une option.

Entre autres, parce que nous sommes entrés dans une époque historique convulsive, rapide et accélérée, dans laquelle les explosions sociales et le mécontentement politique se combinent avec une profonde involution civilisationnelle. Le « *gouvernement de progrès* » (6) en Espagne montre toutes les limites d'un gouvernement sous l'hégémonie du social-libéralisme. Au-delà de la propagande pour l'autoconsommation, le gouvernement PSOE-Podemos n'a pas été capable de mener à bien une quelconque réforme progressiste significative : le fameux revenu minimum vital est un échec fracassant (seulement 6 % des demandeurs le reçoivent), les caisses de l'État se vident, parce qu'il n'a pas augmenté les impôts sur les riches (ce qui annonce encore plus d'austérité et de coupes budgétaires), le gouvernement est incapable de freiner les fermetures d'entreprises stratégiques, parce qu'il se refuse à remettre en cause la propriété et même sur des terrains comme l'éducation publique ou la santé, au-delà d'une propagande chaque jour moins crédible, on ne note l'existence d'aucun projet anti-néolibéral tangible. Il n'a même pas été capable d'abroger la réforme du code du travail, une exigence historique du mouvement ouvrier qui avait été incluse dans l'accord de gouvernement entre le PSOE et Podemos.

La situation est sans aucun doute préoccupante : l'échec et la lâcheté politique du progressisme pourraient conduire à l'essor d'options réactionnaires, qui chevaucheront la désaffection et la déception politique. La

faiblesse de l'État et des forces politiques qui proposent des améliorations « *sans lutte de classes* » ouvre le champ à toutes sortes d'options monstrueuses. Cette circonstance, combinée à la profonde crise économique, sociale et écologique que connaît le capitalisme (la plus importante de notre ère), ouvre un sombre panorama : si l'histoire continue de suivre son cours naturel, la conclusion logique est le désastre. L'urgence d'un frein de secours ouvre la voie à la nécessité d'une ouverture permanente.

La dérive actuelle de Podemos et sa transformation en un parti faible et de plus en plus insignifiant n'invalide pas l'expérience, mais fournit des leçons pour d'autres processus similaires qui viendront sans aucun doute. Préparer une organisation révolutionnaire. Accumuler des cadres. Se lier aux luttes. Se rendre aussi forts qu'on le pourra pour, quand viendra le moment, avoir la force suffisante pour imprimer un cap aux désirs de changement. Il s'agit, en tout cas, d'avancer dans l'incertitude, avec des doutes qui, comme le disait Miguel Romero, ne sont pas notre ennemi. Notre ennemi est la résignation.

Erratum

Un erreur de la mise en page a fait sauter la dernière ligne de l'article de Hans-Peter Renk, « À propos du film *Hugo Blanco, Río Profundo* » (*Inprecor* n° 677/678 d'août-septembre-octobre 2020, page 52).

Nous reproduisons ci-dessous le dernier paragraphe de cet article et la note l'accompagnant.

Avec toutes mes excuses

l'incapable maquettiste, Jan Malewski

Le film de Malena Martínez Cabrera permet à travers la personnalité de Hugo Blanco de récupérer la mémoire des luttes paysannes. Car, après le conflit armé des années 1980 à 2000 (guérilla du groupe mao-stalinien Sentier lumineux), estime la cinéaste, « *au Pérou, souvent, l'expression "luttes sociales" est confondue avec lutte armée : je trouve encore cela incroyable ! Les luttes sociales se font pour le changement social et peuvent ne rien avoir à faire avec les armes. Encore aujourd'hui au Pérou, quelqu'un qui lutte pour les droits sociaux est suspecté de sympathiser avec le terrorisme* » (4).

4. Entretien avec Malena Martínez Cabrera pour son film *Hugo Blanco, Río Profundo* : <https://blogs.mediapart.fr/edition/cinemas-damerique-latine-et-plus-encore/article/270719/entretien-avec-malena-martinez-cabrera-pour-son-film-hugo-bl>

Des voies étroites pour le nouveau prolétariat

Par
Tassos Anastasiadis*

Le procès des dirigeants et cadres de Chryssi Avgi (Aube dorée) qui a duré cinq ans et demi, porté par une constante mobilisation du mouvement antifasciste, a débouché sur la caractérisation judiciaire du groupe comme « *organisation criminelle* » et sur la condamnation à des peines de prison allant jusqu'à 13 ans et 8 mois pour ce ramassis d'assassins fanatiques du nazisme. C'est évidemment une victoire éclatante contre le racisme et le fascisme, avec près de 30 000 manifestant-e-s devant le tribunal le jour du verdict (7 octobre 2020), qui devrait donner des idées dans d'autres pays. Néanmoins, la vigilance reste plus que jamais de mise, pour au moins deux raisons :

① Au moins 4 dirigeants ont pour l'instant échappé à la prison, dont l'eurodéputé Yannis Lagos (la levée de son immunité parlementaire a été demandée), réfugié à Bruxelles après avoir pu étrangement quitter la Grèce sans problème. En Grèce, trois autres responsables en chef des agressions criminelles – le sous-führer Christos Pappas et Sotiris Develekos, le dirigeant des jeunes nazis, ainsi qu'un autre responsable de la section d'assaut du Pirée – se sont échappés. Cette situation est de la responsabilité totale du ministre de « *la protection du citoyen* », Chrysochoïdis, ancien cadre du Pasok passé à la droite sur des positions extrémistes qu'il a concrétisées en prétendant interdire les manifestations du 17 novembre en hommage aux étudiant-e-s de l'École Polytechnique tués par la junte militaire en 1973. Son échec en cette circonstance (même si bien inférieurs en nombre à ceux des années passées, des rassemblements – interdits – se sont tenus dans tout le pays), s'est traduit dans la violence avec laquelle ils ont été réprimés par une police gangrenée par le poison fasciste et par ailleurs bien souvent ne portant pas de masque anti-virus...

② Comme on le voit avec le comportement des forces de répression, ce poison raciste et fasciste n'a pas été annihilé avec la condamnation de Chryssi Avgi. D'une part parce

qu'il continue à être répandu par des cadres de la droite au pouvoir, dont certains provenant de l'extrême droite en ont gardé armes et bagages. D'autre part parce que sur fond de misère sociale durable et de renforcement de l'autoritarisme, ce poison, diffusé aussi par la plupart des médias dominants (et bénéficiant d'aides financières sélectives du gouvernement), s'est répandu dans une forte partie de la population : 20 % de la population soutiendrait un Chryssi Avgi avec les mêmes idées mais non violent (sondage Efimerida ton Syntakton, 8 octobre). Le combat continue pour le mouvement antiraciste et antifasciste !

Un bilan plus mesuré aide à comprendre l'actuelle situation politique :

① D'une part, l'appareil juridique a bien condamné « *l'organisation criminelle* », mais il ne l'a pas poursuivie avec son dispositif « *antiterroriste* », avec lequel il avait pourtant poursuivi et déjà condamné divers groupes qualifiés de « *terroristes* » mais de gauche. Or l'action d'Aube dorée a été du terrorisme de masse et correspondant au plus haut point à la définition du terrorisme !

② D'autre part, en voyant la configuration politique et sociale très large qui, au-delà du mouvement social, s'est « *approprié* » cette « *condamnation juridique* », on pourrait se demander si ce ne serait pas, en même temps, que le mouvement fasciste a épuisé son utilité de classe. Sous deux aspects : D'abord le personnel politique qui a repris en mains les affaires, depuis juillet 2019 (Nouvelle Démocratie), recycle sans état d'âme en son sein des éléments fascistes ou en tout cas d'extrême droite (ou droite populaire). Ensuite, cette reprise en mains des affaires par le personnel politique « *respectable* » exprime aussi un recul plus profond des rapports de classes.

Avalanche de lois ultralibérales...

En faisant un petit bilan du gouvernement Mitsotakis depuis un an et demi, on voit bien que son trait distinctif n'est pas seulement sa position de classe (attaque

contre le travail et facilitation de tout ce qui est business ou capital) mais surtout le rythme et l'ampleur de ces attaques, sous forme de vraie avalanche de lois votées dans de nombreux domaines, avec une assurance, une confiance décomplexées... et sans réponse vraiment à la hauteur.

Pour mentionner seulement l'actualité, deux exemples :

① La loi votée récemment sur les dettes hypothécaires des ménages. Elle ne prévoit pas seulement la fin de la protection pour les maisons des gens endettés (adoptée pourtant avec l'aval de la troïka en 2010). C'est surtout la transformation du statut de « *personnes* » en celui de simples « *commerçants* » en ce qui concerne leurs dettes hypothécaires : comme cela, va être « *résolu* » le « *problème* » des ménages endettés, déclarés « *en faillite* », et de leurs maisons, qui vont enfin passer aux mains du capital bancaire ou des « *fonds* » spécialisés.

② Le nouveau projet de loi sur le travail qui va être voté bientôt, en plein confinement. Cette loi veut en finir avec la journée de travail de 8 heures pour instaurer la journée de 10 heures, en imposant pour la première fois au niveau légal le travail impayé, sous la forme d'heures supplémentaires gratuites à la discrétion du patron. Ajoutons l'aspect antisyndical et antigrèves, puisqu'il prévoit aussi la restauration du lock-out, l'interdiction des actions de soutien à la grève (piquets de grève), le fichage étatique et patronal des syndiqué-e-s, une batterie de dispositions pour supprimer les « *contre-incitations* » pour le travail des femmes, un nouveau pas dans le démantèlement de l'inspection du travail, etc.

Il ne faut pas s'imaginer que toute cette urgence est le seul produit de la crise, sur-

* Tassos Anastasiadis, journaliste, est membre de la Tendence Programmatique IV^e Internationale (TPT) au sein de la section grecque de la IV^e Internationale. Cet article reprend largement son introduction faite lors d'un webinar, organisé le 12 novembre 2020 par la Gauche anticapitaliste belge sur la mobilisation populaire et la victoire antifasciste en Grèce après la condamnation d'Aube dorée (<https://www.facebook.com/gaucheanticapitaliste/videos/282412273108709/>).

tout de la pandémie ou même de la crise économique ! La crise a accéléré un proces-

sus d'attaques entamé juste après les élections de 2019 et ayant essentiellement

comme mot d'ordre « *laissons partout le marché trouver ses propres solutions* ». Comme cette liberté du marché requiert nécessairement un autoritarisme de l'État central, le gouvernement a excellé sur les deux aspects de la flexibilisation et de l'autoritarisme. Exemples :

❶ En automne 2019, ils ont fait voter une loi pour le développement économique, qui a supprimé de fait les « *obstacles* » écologiques dans les investissements (plus besoin d'expertise indépendante : il suffit que l'investisseur fasse sa propre appréciation environnementale). Surtout, le capitalisme « *vert* » se sent libre de détruire les écosystèmes partout pour planter ses éoliennes sur toutes les montagnes et les îles grecques...

❷ Et comme il y a bien de nombreux mouvements locaux anti-éoliennes ou autres, ils ont aussi voté des lois extrêmement répressives (4), comme la loi qui « *règle* » les manifestations de rue (les interdisant plus ou moins de fait). En plus du cadre légal, dans l'action répressive, on a eu aussi des innovations répressives, comme l'entrée de la police dans les maisons sans mandat judiciaire, la création du corps de répression motorisé « *Delta* » (qui avait été supprimé) ou la surveillance de l'action syndicale (5).

❸ Le statut d'« *asile* » des universités (interdiction pour la police d'entrer sans autorisation dans l'espace universitaire) a été supprimé. De plus, il y a deux semaines, le gouvernement a proposé aux présidents d'université de former aussi des corps privés (en plus des vigiles et gardiens !)...

❹ On pourrait aussi mentionner d'autres domaines, de l'administration publique jusqu'à la culture. Par exemple, un nouveau cadre de fonctionnement des mairies (voté en été 2019) qui vide les conseils élus de tout droit de décision ou même de contrôle des exécutifs ! Désormais ce sont les maires et leurs adjoints nommés qui décident sans aucun contrôle. Pour la culture, on pourrait se référer à l'exemple du site archéologique découvert en plein centre de Salonique, qu'ils n'hésitent pas à transférer en entier (6) ou la « *ministre de la culture* » elle-même qui déclare sans honte que les intérimaires du spectacle n'ont pas besoin d'aide car pour la plupart ils travailleraient au noir...

... accélérée durant la pandémie

La pandémie n'a pas stoppé ce cours (voir l'encadré). À l'inverse, elle a permis de renforcer et d'accélérer les réformes néolibérales, dans tous les domaines :

● Il y a, bien sûr, la privatisation : pour la gestion de la pandémie, aux hôpitaux publics la

Covid-19 : Une tragédie libérale

Au printemps, les médias à la solde du pouvoir (littéralement : des dizaines de millions d'euros ont été distribués aux médias mainstream avec des procédures d'« *exception* ») présentaient Mitsotakis comme un stratège anti-covid « *exemplaire* ». La réalité, c'est que toute la région Est de l'Europe (dont la Grèce) était peu frappée par le virus. Ceci n'a pourtant pas empêché le gouvernement grec d'exposer le pays dès cette époque à une surmortalité du virus, malgré sa circulation restreinte (1). C'est que la pandémie de mémorandums a vraiment modernisé (2) le pays en cassant totalement le système de santé : des dizaines d'hôpitaux fermés, des dizaines de milliers des médecins partis à l'étranger, un système de premiers soins désorganisé ou inexistant, des centres de santé « *rentabilisés* », etc. Le gouvernement libéral n'a pas hésité à renforcer le délabrement structurel : depuis les élections de l'été 2019, il a réduit d'environ 5 000 soignant·e·s (sur 100 000) les effectifs du personnel hospitalier, et la pandémie ne l'a pas fait changer de cap.

L'ouverture du tourisme, à partir du mois de juin, a été l'occasion de supprimer toutes les contraintes de sécurité sanitaire, malgré les mises en garde des soignant·e·s. Résultat : dès la fin de l'été, les contaminations ont commencé à monter en flèche. Mitsotakis, avec son « *comité d'experts* » (3), s'est mis à pointer « *la responsabilité individuelle* », rendant les jeunes en particulier responsables des contaminations, alors que les foyers de contamination sont toujours les espaces intérieurs clos où s'entasse la population, c'est-à-dire les centres de production, les transports, les églises, les prisons, les camps de réfugiés, etc.

La pandémie étant uniquement l'occasion de libéraliser et de privatiser encore plus, la gestion du Covid devient catastrophique pour la population. Au moment où nous écrivons, l'explosion des contaminations, surtout au nord de la Grèce où l'hiver a commencé, a déjà saturé le système, malgré un confinement depuis 2 semaines qui se veut « *total* » sauf là où on se contamine : centres de production, moyens de transport... Le personnel des hôpitaux est submergé avec environ 2 000 soignants hors d'état de travailler, en raison de maladies, de quarantaines, etc. Face à cette situation, le gouvernement s'est inventé une nouvelle forme de privatisation dans l'urgence : en faisant appel aux médecins de ville en leur promettant un salaire double de ce que touchent les hospitaliers, pour six mois, tout en gardant leurs consultations privées et exonérant ces salaires de tout impôt ! Sans parler de la suspension des opérations dans les hôpitaux publics en gardant les hôpitaux privés « *covid free* » et seuls endroits où on peut se faire traiter pour toutes les autres maladies.

Les efforts surhumains, dès le printemps, d'un personnel soignant, qualifié ici aussi de « *héros* », ne suffisent pas. Jusqu'à maintenant, les mobilisations pour plus de moyens sont restées largement sans effet, pendant que le privé se voit offrir toutes sortes de subventions, y compris en pleine pandémie. La colère du personnel hospitalier est à la mesure de leur épuisement : le 12 novembre a eu lieu une nouvelle journée de mobilisation nationale pour réclamer les moyens indispensables, avec un fort soutien populaire. Une grève nationale est prévue le 26 novembre, pour dénoncer l'imprévoyance criminelle du gouvernement et exiger la priorité absolue au système public de santé.

1. Étant le pays européen avec la plus basse circulation du virus au printemps, la Grèce réussit en même temps à descendre de 28 places dans la classification européenne de sa mortalité (« *case mortality rate* »). Voir : Tassos Anastasiadis, « Covid-19 : De l'exemplarité du cas grec », *elaliberta.gr* 24/5/2020.

2. La modernisation inclut aussi la corruption mondialisée du grand capital, par exemple du Big Pharma : au mois de juin, la multinationale Novartis a consenti à payer plus de 350 millions de dollars aux États-Unis, notamment pour avoir distribué des pots-de-vin aux responsables politiques de la période de la troïka en Grèce, en vue d'assurer une tarification favorisant son médicament « *Lucentis* », la Grèce étant un des pays pivots pour sa tarification mondiale. En pandémie libérale, la procureure qui investiguait sur le dossier a été simplement limogée peu après !

3. Un comité qui a perdu toute crédibilité dans la population, du fait qu'il couvre chaque mesure gouvernementale, depuis la communion orthodoxe source de contamination

jusqu'aux moyens de transport déclarés « *non contaminants* » alors qu'on y est entassés : Giorgos Galanis & Giorgos Baskozos « Le double échec », *Efym*, 17 novembre 2020.

4. Depuis la rédaction de cet article, le gouvernement a excellé sur ce terrain aussi : pour la première fois depuis 47 ans, pendant la dictature, il a suspendu sur tout le territoire, par décision du chef de la police, la liberté constitutionnelle de réunion. C'était en fait uniquement pour interdire les manifestations annuelles du 17 novembre, jour de la répression meurtrière de la révolte étudiante de 1973 contre la dictature des colonels et qui a conduit à sa chute. Le fait que la décision ne respecte même pas formellement la Constitution ne l'a pas gêné !

5. Exemple tout récent : de fait a été ressuscitée la tristement célèbre « *section syndicale* » de la police, qui contrôlait tout mouvement social après la guerre civile de 1949 et qui avait été supprimée après la chute de la dictature, en 1974 : début novembre, le syndicat des libraires a eu la surprise de recevoir des ordres de la

police pour leur signifier que leur mobilisation contre le travail du dimanche était déclarée « *illégal* » ! Quant à l'entrée arbitraire de la police dans des immeubles et des maisons, elle a été multipliée, avec bien sûr comme premier objectif la chasse aux réfugiés-es, mais elle s'exerce aussi bien plus largement, comme l'a montré l'exemple célèbre du cinéaste Indare, qui a été battu dans sa propre maison, il y a un an, pour s'être opposé à l'arrestation illégale de son fils.

6. Au lieu de garder *in situ* un fabuleux site byzantin découvert lors de la construction d'une station de métro à Salonique, ils ont décidé de « *décoller* » les vestiges pour les « *recoller* » plus tard, et cela malgré les protestations unanimes de tous les spécialistes nationaux et internationaux de la période byzantine et plus largement une vraie mobilisation de la population de Salonique. On pourrait multiplier les exemples sur l'inqualifiable mépris de ce gouvernement pour la culture. Comme pour les droits individuels, ceux des migrants mais aussi ceux des nationaux.

charge entière du Covid-19 et, pour les hôpitaux privés, pas de réquisition mais « *achat des services* » à un prix exorbitant, même doublé !

- Pareil pour les tests, qui sont devenus un secteur extrêmement profitable pour le privé.
- Ou encore, tout un programme et, cas peut-être unique au monde, en plein confinement : au mois de juin ils ont décidé d'augmenter les effectifs des classes scolaires (encadré) !
- Sans parler des couvre-feux et autres opérations policières...

Mais c'est surtout au niveau du travail que la pandémie a servi de prétexte pour accélérer le processus. Il y a un aspect quantitatif, quant au montant du salaire. Les mesures de « *suspension* » du contrat de travail ont été très partiellement compensées par des allocations étatiques. Pour le premier confinement du printemps, les calculs font état d'une baisse de l'ordre de 10 % des rémunérations (7). Il faut aussi ajouter les manques à gagner des travailleurs, au moins dans le secteur du tourisme et ceux qui en dépendent (cela en raison de la baisse d'activité cette année), mais on devra aussi prendre en compte les résultats du nouveau confinement.

Plus que la masse des salaires, ce qui a été l'enjeu de la pandémie, c'était et c'est l'approfondissement de toutes les mesures qui cassent les protections, les réglementations ou l'organisation collective du travail :

- Il y a eu d'abord la suspension de quelques réglementations du travail (déjà minimales après 10 ans d'attaques bourgeoises), ainsi que de l'action syndicale (avec l'interdiction de circuler, par exemple).
- Il y a eu l'introduction brutale du soi-disant « *télétravail* », sans prise en charge du matériel nécessaire, mais aussi avec souvent des contrôles sous caméra, sans limites définies d'horaires, etc.
- Il y a eu aussi l'explosion du travail flexible sous des formes et avec des horaires non déclarés, qui ne sont plus forcément illégaux. En effet, selon les nouvelles dispositions, la « *déclaration* » des horaires des employés reste obligatoire pour les entreprises, sauf que la déclaration peut se faire 2 mois après ! Ce qui veut dire qu'aucun contrôle réel ne peut s'exercer, même si une inspection du travail voulait ou pouvait contrôler !
- Ainsi que deux phénomènes, qui « *absorbent* » par ailleurs le chômage officiel (au-delà de l'inactivation – classique – de la force de travail dans un pays où seuls 10 % des chômeurs touchent une – toute petite – indemnité) : Primo, l'explosion de formes de travail très partiel : en effet, la seule catégorie qui voit augmenter ses effectifs, ce sont les travailleurs dont le salaire mensuel va de

0 à 200 euros ! C'est du travail partiel (le salaire minimum c'est 540 euros) et l'augmentation de sa part dans la population active est de 10 % à 12 % – toutes les autres catégories voient leur part baisser (8) ! Secundo, l'explosion des heures supplémentaires : scandaleuses en soi dans un pays où

Éducation : debors, la ministre Keraméos !

Après un an et demi de gouvernement du fiston Mitsotakis, le monde de l'Éducation est en ébullition devant l'agressivité et l'incompétence de la ministre Niki Keraméos. Ses axes politiques sont en gros les suivants :

- cadeaux aux écoles privées, en donnant tous les droits aux propriétaires et en faisant relever les personnels du secteur commercial et non pas du droit éducatif !
- programmes éducatifs d'un ébouriffant passivisme d'un côté : volonté d'imposer des cours de « *conscience religieuse* », quasiment de catéchisme (orthodoxe, en profitant de la non-séparation de l'Église et de l'État), pendant qu'on supprime les sciences économiques et sociales ! Mais de l'autre, pseudo-modernisme avec l'enseignement à distance, en tentant de transformer les enseignant·e·s en simples exécutants ;
- et bien sûr, attaques croissantes contre l'enseignement public : des classes bourrées dans des salles peu conformes, l'augmentation du seuil des effectifs autorisés par classe et refus de recruter et titulariser des milliers d'enseignant·e·s.

Tout cela a très vite déclenché de fortes mobilisations (dès l'été 2019, à peine élue la droite revancharde de Mitsotakis), et ces dernières semaines, des centaines de collègues et lycées ont été occupés par les jeunes réclamant de pouvoir étudier dans des conditions sanitaires sûres, avec au maximum 15 élèves par classe. La réponse de la ministre a été l'envoi de la police mais aussi de parents cogneurs de droite et d'extrême droite.

Les contaminations augmentant dans tout le pays, la ministre vient de faire fermer les établissements et a relancé sa marotte, l'enseignement à distance (porté par un système informatique privé dont elle refuse de montrer le contrat signé), mais les premiers jours ont été une catastrophe, rien n'a fonctionné !

Cerise sur le gâteau, cette « *nouvelle démocrate* » a voulu imposer un vote électronique pour l'élection des représentants du personnel aux conseils professionnels. Les deux syndicats du primaire (DOE) et du secondaire (OLME, dirigé par un courant affilié à la droite au pouvoir) ont refusé et exigé le vote à l'urne. Devant le refus obstiné de Keraméos, les 2 syndicats ont retiré leurs listes et appelé au boycott, suivis par... 92,5 % des enseignants ! Devant un tel désaveu et un tel gâchis éducatif, la demande de démission de la ministre est aujourd'hui un objectif de plus en plus crédible, porté même par la droite syndicale d'OLME.

Mais le plus important est évidemment d'obtenir la création des postes et des salles nécessaires et, comme le demandent les élèves, les classes à 15 élèves.

un tiers de la force de travail n'a pas d'emploi (officiellement un sur cinq), on estime que l'imposition des heures supplémentaires (payées ou impayées) concerne dès lors les trois quarts des salarié·e·s !

Ces deux dernières tendances ne concernent pas seulement la dernière année de la pandémie ou du nouveau gouvernement. Ce sont des tendances de toute la vague d'attaques bourgeoises contre le travail depuis 20 ans et surtout au cours des 10 années de la « *crise* » et de sa gestion très européenne ! La restructuration forcée a été très profonde : c'est ainsi que le travail couvert par une quelconque convention collective ne concerne plus que 10 % des travailleur·e·s en Grèce (9). Le reste n'a aucune protection collective, sous la forme de n'importe quelle convention de travail, au-delà des règles du droit commercial courant...

Luttes émergentes, recomposition difficile

Ce n'est pas seulement un moment difficile à passer, car pour toute une génération, pour les gens qui sont entrés sur le « *marché de travail* » depuis 20 ans, l'action collective organisée ou même le sentiment de faire partie d'une collectivité ont perdu une part de leur force au profit d'arrangements individuels avec les patrons (10) et d'une concurrence cannibale. D'autant plus que même les éléments sociaux de protection, comme la promesse d'une retraite ou d'assurance maladie ont été aussi sérieusement sapés (11).

7. Selon une étude de l'INE GSEE – institut de recherches de la CGT grecque, le salaire moyen au 2^e trimestre 2020 a été de 802 euros, tandis qu'au même trimestre de 2019 il était de 885 euros. Pour le second confinement de l'automne, on ne sait pas encore, mais la situation va lourdement s'aggraver.

8. Voir l'étude de l'INE GSEE déjà citée.

9. Le pays européen qui suit, c'est la Roumanie avec 30 %. Voir Apostolos Kapsalis (INE GSEE), conférence du 19 avril 2020 (<https://www.youtube.com/watch?v=0eeebz4ErgA&feature=youtu.be>).

10. Il n'y a pas que la libération du patronat des contrôles administratifs ou des protections du travail qui rendent difficile tout refus des travailleurs. Les dispositifs instaurés par la troïka rendent aussi mutuellement incitatif l'« *arrangement* », surtout pour éviter impôts et contributions sociales. La conséquence en est l'explosion de la fraude patronale (cf. Kapsalis idem).

11. La baisse initiale brutale (autour de 50 %) des retraites par la troïka (2011 et 2012) avait déjà rendu la « *promesse* » de retraite future incertaine : les dispositifs précis qui ont transformé en système (par Syriza en 2016) cette « *flexibilité* » de la retraite future ont généralisé le sentiment des travailleurs qu'ils « *ne vont jamais toucher de retraite* ». D'autant plus que le gouvernement actuel s'est dit prêt à faire basculer tout le système vers les fonds privés (auquel cas, même les retraites actuelles seraient menacées).

Grèce & Turquie

Tout cela, c'est la base structurelle du nouveau prolétariat grec qui – s'ajoutant aux défaites du grand mouvement 2010-2012, et aussi à l'échec (ou à la « *trahison* ») de Syriza par la suite – forme la base objective de la conscience de classe.

C'est peut-être cela qui explique l'absence de centralité politique dans les luttes, réelles, qui émergent. Des équipes militantes, actives et radicales, apparaissent partout et dans plein de domaines : écologiques, solidaires, antiracistes et antifascistes, locales, contre la répression, pour les conditions de vie et de travail. Et une partie de ces équipes sont aussi formées dans une myriade d'organisations politiques, syndicales, associations, collectifs. Souvent même spontanément plus radicales que les générations précédentes : un exemple récent, c'est l'opposition (difficile !) à la montée du nationalisme face à la Turquie.

La difficulté de trouver les chemins d'une recomposition de tous ces milieux militants

vers une nouvelle utopie réaliste face à la montée de la barbarie capitaliste est surdéterminée par cette réalité. Mais elle est aussi – et surtout – dépendante de la base objective des réactions que la violence du capital ne manquera pas de produire et produit déjà : la mobilisation le 12 novembre du personnel des hôpitaux pour réclamer un renforcement du secteur public de la santé face à la pandémie en est un exemple. De même l'exemple de l'occupation des écoles, il y a deux mois, pour réclamer des mesures de protection. Et au-delà de la pandémie, les luttes locales pour sauver les écosystèmes de la boulimie du capitalisme « vert », la lutte contre le changement climatique ou encore en solidarité avec les immigrés (encadré 3), ou d'autres luttes, et spécialement autour du travail, constituent quelques-uns seulement de ces chemins qui peuvent être élargis et converger, à condition d'être stratégiquement approfondis. ■

Athènes, le 12 novembre 2020

Turquie & Grèce

*Une fois encore au bord du gouffre guerrier**

La Grèce et la Turquie se trouvent, à nouveau, au bord d'une guerre. Au-delà des aspects conjoncturels, la raison de fond est l'antagonisme pour les ressources d'accumulation de capital. En temps de crise cet antagonisme s'intensifie encore davantage. En particulier depuis que les fonds de la Méditerranée orientale (années 2000) se sont transformés en ressources potentiellement exploitables.

La bourgeoisie grecque s'est empressée, avec le soutien européen – y compris financier (et en contradiction flagrante avec la rhétorique européenne pour une « *transition climatique* ») – de former une alliance avec les États chypriote, israélien et égyptien pour exploiter les ressources éventuelles en Méditerranée orientale. Tout d'abord avec le projet dit « *East Med* », c'est-à-dire la construction d'un oléoduc vers l'Union européenne. Chypre, par ailleurs, a déjà procédé à des explorations, dans ses « *zones d'exploitation économiques* » (ZEE), définies avec les autorités étatiques voisines du Liban, d'Israël et de l'Égypte.

Stratégie d'exclusion

Tous ces projets s'inscrivent dans une stratégie d'exclusion de la Turquie qui est pourtant le pays avec les plus importantes frontières maritimes de la région. Cela reproduit, à une plus grande échelle, le modèle d'antagonisme gréco-turc qui existe en mer Égée depuis 50 ans ! C'est en effet lors de la grande crise capitaliste des années 1970 que la mer Égée s'est transformée en terrain d'exploitation potentielle des ressources minières (ajoutant à la conflictualité, disons traditionnelle, des deux pays). Il s'agissait de la première course pour exploiter des gisements éventuels d'hydrocarbures !

Or, du point de vue d'une nature « *exploitable* », la mer Égée a bien une particularité unique, il suffit de regarder une carte pour s'en convaincre. Il s'agit d'une mer, passage entre la Méditerranée et la mer Noire, avec de nombreuses îles qui appartiennent presque toutes à la Grèce, dont une série juste en face de la bordure maritime turque. Les diverses délimitations, maritimes ou aériennes (partage de responsabilités sur le sauvetage en mer, aviation civile, etc.), peuvent avoir une incidence disproportionnée sur les exploitations éventuelles des ressources – y

* Cet article a été publié dans le bimensuel suisse *SolidaritéS* n° 375 du 24 septembre 2020 et repris sur le site de TPT « 4 ».

Terroriser les réfugié·e·s, avec la complicité hypocrite de l'UE

Au moins à deux occasions, la situation des réfugié·e·s en Grèce aura pu être largement connue cette année :

- aux mois de janvier et février, après l'afflux des réfugié·e·s tentant de passer en Grèce par les frontières terrestres avec la Turquie, séparée par le fleuve Evros ;
- et en septembre, un incendie a ravagé le camp de Moria à Mytilène et a chassé sur les routes les 13 000 réfugié·e·s qui s'y trouvaient et qui, malgré leur refus de se retrouver de nouveau parqués comme des bêtes, ont été contraints d'aller dans un nouveau camp de même type, encore moins équipé.

Mais l'horreur de la vie de réfugié est quotidienne, même si l'urgence de fuir leurs pays de guerre ou/et de famine alimente un flot continu d'arrivées sur cette frontière et sur d'autres frontières européennes (Italie, Espagne...).

La seule réponse du gouvernement et de son ministre des migrations, Notis Mitarakis, c'est de terroriser les candidat·e·s au passage en terrorisant les réfugié·e·s sur place, et cela de différentes façons. Un rapport du comité antitorture du Conseil de l'Europe, paru le 19 novembre, met l'accent sur les conditions épouvantables de détention des réfugié·es arrêtés à leur arrivée (parmi eux de nombreux enfants) et sur les refoulements illégaux de réfugié·es à leur arrivée ou même en pleine mer, avec des moyens sauvages (violences pour forcer à réembarquer, moteurs des canots confisqués avant qu'ils soient poussés vers les côtes turques). Le pouvoir ne peut plus nier les témoignages accablants et désormais très nombreux, alors il invente n'importe quoi comme ces 200 prétendus « *dihadistes* » repoussés des côtes de la Crète en octobre.

Bien sûr, il faut mentionner les « *hot spots* »,

campus d'« *accueil* » et de « *tri* » pour décider ou pas du statut de réfugié·e. Outre Moria, il en existe plusieurs, la plupart sur les îles, et partout leur situation est tragique, avec surpeuplement. Après l'incendie de Moria, le gouvernement a fait accélérer le placement des réfugié·e·s en règle dans des centres ou des appartements du continent... et dont il a expulsé les précédents réfugié·e·s, qui se sont retrouvés à la rue par centaines, bien souvent avec de jeunes enfants, le mouvement de solidarité exigeant leur relogement immédiat.

Et tout cela sur fond de racisme et d'impunité de milices locales, comme dans la région d'Evros où un nazi de l'organisation criminelle Chryssi Avgi se vante publiquement d'avoir chassé 2 000 réfugié·e·s. Mais aussi sur fond de bonnes affaires, la gestion financière de tel centre de réfugiés (1,137 million d'euros !) pour le programme Estia a, par exemple, été confiée à une ONG sans expérience... mais liée à la Nouvelle Démocratie.

Même si les récentes lois grecques sur l'immigration (novembre 2019, mai 2020) contredisent le droit européen, il ne faut pas se faire d'illusions : comme le prouve la complicité de la force Frontex dans le refoulement illégal de réfugié·e·s, les critiques de l'Union européenne envers le traitement inhumain des réfugié·e·s par le pouvoir grec seront d'autant plus hypocrites que c'est bien elle qui fixe le cadre général de cette politique, et le nouveau Pacte sur la migration et l'asile renforce tous les axes de ce compromis « *entre lâcheté et cynisme* » (tribune dans *le Monde* le 13 octobre). Contre l'Europe fortresse, seule une mobilisation antiraciste européenne large et prolongée pourra éviter des milliers de nouvelles morts.

compris celles déjà bien établies, comme la pêche industrielle.

Dynamique guerrière

Depuis lors, la Turquie vie sous la menace grecque d'appliquer unilatéralement le « droit international » de 12 miles pour ses eaux nationales, qui transformerait la mer Égée en vrai « lac grec », interdisant de fait toute sortie des bateaux turcs vers la mer Égée et réduisant aussi le fond exploitable par la Turquie à des superficies ridicules (autour de 7 %). Par ailleurs la délimitation du plateau continental sous-marin (en gros c'est la version traditionnelle de la ZEE) en mer Égée en dépend aussi. C'est pourquoi des incidents mineurs peuvent se transformer en une dynamique réellement guerrière. Les deux États se sont d'ailleurs trouvés en situation de quasi guerre en 1996 à cause d'un incident autour d'un rocher sans aucune importance (Imia/Kardak).

De plus, il y a aussi la rhétorique habituelle de la « souveraineté nationale » bafouée. L'État grec a par exemple décidé (en 1930) qu'il dispose d'un espace aérien qui dépasse de 4 miles son espace maritime. Depuis plus de 50 ans, les avions de combat grecs et turcs « jouent » donc à une forme de guerre dans cet espace contesté, présentée par les médias (et les partis) de chaque pays comme des violations quotidiennes de leur « souveraineté nationale »...

La situation actuelle peut déboucher sur encore davantage de dangers. Premièrement, la Méditerranée étant plus vaste, les enjeux sont également plus importants, économiquement mais aussi en termes de dynamiques géopolitiques (par exemple en Libye, chaque pays soutient des belligérants différents). Deuxièmement, ces tensions se déroulent sur fond de crise profonde, pour les deux pays, mais aussi pour la région et la « forteresse » UE : guerres et migrations, psychoses nationalistes, coronavirus, crise financière, restructurations des industries d'armement et de l'énergie impliquées directement dans la région.

Ces risques de menaces de guerre ne peuvent être stoppés dans l'arène du cannibalisme marchand, seuls des mouvements populaires et sociaux peuvent renverser leur dynamique, jusque – et y compris – par l'arrêt des forages sur toute la Méditerranée, en eaux nationales et internationales. Dans les deux pays, des mouvements sociaux et des organisations de gauche (même minoritaires) luttent pour ce type d'orientation politique. Cette situation encourageante doit passer par des formes d'organisations et de collaborations encore plus importantes. ■

Athènes, le 20 septembre 2020

Gilgit Baltistan Baba Jan et ses camarades libres !

Par
Pierre Rousset*

Neuf ans après avoir été emprisonnés, Baba Jan et ses trois derniers camarades incarcérés ont été libérés. Neuf années durant lesquelles nous avons plus d'une fois craint pour sa vie, neuf années ponctuées de batailles judiciaires et de vastes mobilisations au Pakistan, ainsi que de multiples campagnes de solidarités internationales. Onze autres de ses codétenus étant précédemment sortis de prison, tous les condamnés de la vallée de la Hunza, au Gilgit Baltistan, un territoire himalayen semi-autonome sous contrôle pakistanais, sont maintenant libres.

Les poursuites dont Baba Jan a été victime avaient des motifs politiques. Il était trop populaire et trop radical pour les pouvoirs établis. Cette popularité s'est vue confirmée avec éclat sur le plan électoral : en 2015, bien que détenu, il est arrivé en deuxième position dans sa circonscription lors d'une élection à l'assemblée de l'État, très loin devant le troisième candidat. Il menaçait l'hégémonie du parti dirigeant et a été précipitamment condamné, une vraie parodie de justice, afin de ne plus être éligible.

Baba Jan a été emprisonné pour avoir soutenu des villageois victimes de la formation d'un lac artificiel, en 2010, suite à une catastrophe écologique dans le bassin de la Hunza. Pour cela, en 2014, il a été une première fois condamné à l'équivalent d'une détention à perpétuité ; puis une seconde fois pour avoir organisé une grève des détenus, par-delà les divisions religieuses, pour que leurs droits réglementaires (qualité de la nourriture, accès aux soins...) soient respectés.

Durant sa détention, Baba Jan a été torturé. Sa santé s'est dangereusement dégradée et des examens médicaux indispensables lui ont été, un temps, refusés. Mis très provisoirement en liberté conditionnelle, il a été menacé d'enlèvement. Le pouvoir pakistanais pensait que ce qui se passait

dans le territoire « reculé » du Gilgit-Baltistan resterait ignoré en dehors de ses frontières. Il a été particulièrement choqué quand le sort fait à Baba Jan a été mentionné dans une résolution du Parlement européen !

Un mouvement de solidarité multiforme a probablement sauvé la vie de Baba Jan. Il se conclut aujourd'hui sur sa libération et celle de ses camarades. Sa famille, ses amis et ses camarades de combat sont toujours restés à ses côtés. Des avocats pakistanais renommés se sont portés volontaires pour assurer sa défense sans réclamer d'honoraires. La Commission pour les droits humains s'est élevée contre sa condamnation. Un large éventail de forces progressistes, animé notamment par son ami Farooq Tariq, a maintenu une pression politique constante sur le pouvoir. Les manifestations se sont succédé au Pakistan comme au Gilgit Baltistan. De nombreux réseaux régionaux (en Asie du Sud) et mondiaux ont fait campagne, des milieux écologistes (Baba Jan est un militant de la cause climatique) à la IV^e Internationale (la tradition politique à laquelle il se rattache). Un grand nombre de signatures ont été collectées, provenant de 45 pays, y compris de nombreux députés, maires et autres élus ; des intellectuels et universitaires ; des cadres de mouvements syndicaux, sociaux et associatifs, féministes ; des organisations de défense des droits humains, des citoyennes et citoyens...

Baba Jan représente l'une de ces « causes communes » où toutes les forces démocratiques et progressistes peuvent faire front commun.

Nous saluons sa libération. ■

28 novembre 2020

* Pierre Rousset, dirigeant de longue date de la IV^e Internationale, militant du Nouveau parti anticapitaliste (NPA, France), a participé à la fondation et a dirigé l'Institut international de recherches et de formation (IIRE-IIRF) d'Amsterdam. Il anime l'association Europe solidaire sans frontières (ESSF : <http://www.europe-solidaire.org>).

Oubli des rapports sociaux et limite des critiques des apparences fétichisées

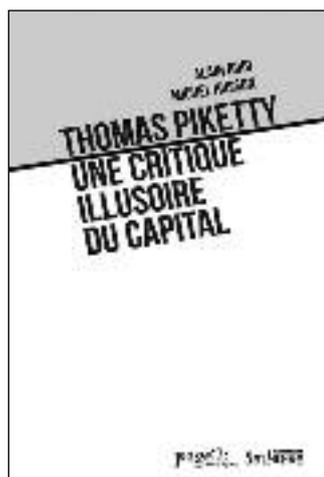
Une remarque préalable. J'ai lu *Le Capital au XXI^e siècle*. J'y ai apprécié la compilation et la mise en forme de données et quelques propositions concernant la fiscalité. Je ne suis ni économiste ni universitaire, pourtant j'ai été effaré par la « faiblesse » conceptuelle de l'auteur, le manque de solidité des notions employées, le déni des rapports sociaux, la confusion choisie du vocabulaire, le dédain pour la « théorie » et pour les analyses se référant au marxisme, sans oublier sa défense de la méritocratie contre l'égalité. Par ailleurs, dans sa formulation de possibles propositions politiques, jamais la nécessité de l'autodétermination et de l'auto-organisation des populations n'est abordée.

Je n'ai pas lu son dernier ouvrage *Capital et idéologie*. Je ne vais donc pas commenter les critiques d'Alain Bihr et Michel Husson. Je me contenterai de souligner quelques analyses et quelques questions théoriques soulevées.

Dans leur introduction, Alain Bihr et Michel Husson présentent Thomas Piketty, son travail, des critiques de droite de ses travaux « essentiellement motivées par l'hostilité, voire l'effroi suscités par ses propositions en matière de finances publiques », des critiques de gauche soulignant « les limites de son entreprise, tant au niveau théorique que politique ». Ils parlent entre autres d'« un solide appareil statistique », de « pauvreté de son appareillage conceptuel », d'absence « hautement dommageable du concept de rapports sociaux de production », sans oublier « cette naïveté qui vous conduit à croire que les idées mènent le monde »...

Peut-on aborder les inégalités sociales sans discuter des rapports sociaux ? Alain Bihr discute, entre autres, de fondements théoriques ou plus exactement de leur absence, de conception fétichiste du capital, des inégalités sociales – « l'irréductibilité des inégalités sociales à leur mesure mathématique » – qui ne peuvent être réduites aux inégalités des ressources et des patrimoines. Il précise : « Piketty ne rapporte jamais les inégalités sociales aux rapports sociaux structurels qui leur donnent naissance, qui les manifestent mais les masquent aussi pour partie ».

Les mots et les concepts sont souvent polysémiques. « Ce qui suppose au minimum d'en fournir une définition claire et précise qui permette



d'en justifier l'usage à des fins de connaissance critique de la réalité sociale », rappelle A. Bihr. Il propose une définition de l'idéologie, « Une idéologie est un système culturel (au sens anthropologique du mot) dont le noyau est constitué par une conception du monde à la fois englobante et cohérente, qui implique un programme d'action pour le monde et par conséquent aussi une axiologie, et dont la fonction essentielle est de justifier la situation, les intérêts ou les projets d'un groupement social particulier ». Trois moments sont mis en avant : « un moment théorique », « un moment pratique », « un moment apologétique ». Les idéologies inégalitaires dominent largement dans l'histoire ; il ne faut cependant pas négliger la force et la persistance des idées et des combats pour l'égalité...

L'insistance sur les seules inégalités de revenus et de patrimoines met la focale sur les « rapports de distribution » dans l'oubli des « rapports de production ». Alain Bihr revient, entre autres, sur l'« objectivité des rapports de production », la survalorisation « de l'autonomie et de la puissance du politique et de l'idéologique », les contradictions révélées par le développement des rapports capitalistes de production, les transformations permanentes et la flexibilité des formes phénoménales des rapports capitalistes, l'agir socio-historique. Il discute de l'idée des « sociétés ternaires » et des « sociétés de propriétaires », du féodalisme et de longue transition au capitalisme, « processus pluriséculaire de bouleversement des rapports de production et de propriété », de la dynamique des échanges marchands, des différenciations socio-économiques, de l'« originalité de la société capitaliste », de l'emprise croissante des rapports capitalistes de production sur « l'ensemble de la praxis sociale », du nouveau régime de propriété,

de la forme de « pouvoir public impersonnel », de l'émergence de la « singulière figure du travailleur libre », des processus d'expropriation, du « voile juridique et idéologique », du projet de Thomas Piketty et des « corrections » proposées aux modalités d'accumulation de capital, sans oublier la valorisation d'un régime de propriété considéré comme un horizon indépassable...

Michel Husson revient sur le « trifonctionnalisme », le « propriétaire, le Royaume-Uni, les positions de John et Edmund Burke, les évolutions de la productivité du travail et des salaires, le racisme envers les Irlandais-es, le rôle des enclosures dans la libération d'une force de travail "libre" »...

Alain Bihr analyse la genèse et la notion de « l'état fiscal et social », le « moment » social-démocrate, « les heurs et malheurs du réformisme social-démocrate », la place des mobilisations, les transformations des rapports capitalistes de production, la réduction des rapports sociaux à leur seule dimension idéologique, l'inversion du sens des mots « qui est le propre de l'idéologie », les différences entre cogestion et autogestion, un « théâtre d'ombres, sur l'écran duquel se succèdent et se bousculent des silhouettes énigmatiques, sans qu'on sache ni pourquoi et comment elles prennent forme ni ce qui préside à leur apparition ou disparition »...

Michel Husson revient sur le « moment libéral », les limites de propositions politiques, la fragilité d'un modèle théorique, « si les réponses à la montée des inégalités relèvent de la fiscalité, en va-t-il de même pour les facteurs qui ont conduit à cette évolution ? », l'évolution des gains de productivité, le taux de profitabilité et le taux d'exploitation, la baisse de la part salariale et la quasi-stagnation du taux d'investissement, la « norme de 15 % de rentabilité des fonds propres » et la montée des dividendes, l'augmentation du taux de chômage et la dégradation du rapport de force entre capital et travail, les fonctions de la finance et la notion de capital fictif, les débats sur les inégalités, les conceptions anhistoriques de certains phénomènes sociaux, les périodisations et les césures, la redistribution et sa version privative, le lieu où se « fabriquent les inégalités », les modes de satisfaction des besoins, les sources d'énergie et la question écologique, le contenu et la soutenabilité de la croissance, un « socialisme "réduit aux acquêts" qui vise à corriger les inégalités après coup,

sans remettre en cause les mécanismes qui les produisent »...

Le dernier chapitre est consacré au « socialisme participatif ». Alain Bihr parle de socialisme utopique aux allures scientifiques, de la « propriété temporaire » des salariés d'un « capital singulier », du paradigme individualiste, de l'inégalité soi-disant « garante de l'épanouissement individuel », de la persistance des rapports de production et de leurs effets propres, de division sociale de travail, de l'État-nation, de la crise écologique, des conditions sociopolitiques de réalisation des réformes...

« Le mode de production capitaliste est aujourd'hui au faite de son développement et de sa puissance. Il enserme la planète entière dans les "chaînes de valeur" à travers lesquelles se valorisent les capitaux des entreprises transnationales, degré ultime de concentration et de centralisation du capital ».

En conclusion, les auteurs reviennent sur la faillite du « socialisme réellement existant », la catastrophe écologique planétaire, les régimes d'accumulation et le mouvement de production comme « fin en soi », les conditions mobilisatrices de réels changements, l'alternative « socialisme ou barbarie »...

En postface, les auteurs parlent de la pandémie, de la transgression des limites des écosystèmes, de la nécessité de « prendre la mesure de l'acharnement que les classes dominantes mettront à défendre leurs privilèges », de ce qu'est et pourrait être l'utilité sociale...

Le travail de critique est toujours nécessaire. Il ne saurait cependant dispenser de proposer des plans articulants la satisfaction des besoins immédiats du plus grand nombre et les possibles modifications structurelles des rapports sociaux, le développement des mobilisations et la construction de lieux d'auto-organisation et de cadres de coalition, les propositions d'organisations démocratiques des citoyen·es et des travailleur·es, l'élaboration d'institutions démocratiques du local à l'international, les mesures de « confinement » des dominants afin de limiter leurs pouvoirs de nuisance... Certain·es de mes ami·es nomment cela revendications transitoires...

Didier Epsztajn

* Alain Bihr, Michel Husson, *Thomas Piketty : une critique illusoire du capital*, Éditions Syllepse et Page2, Paris et Lausanne 2020, 196 pages, 10 €.

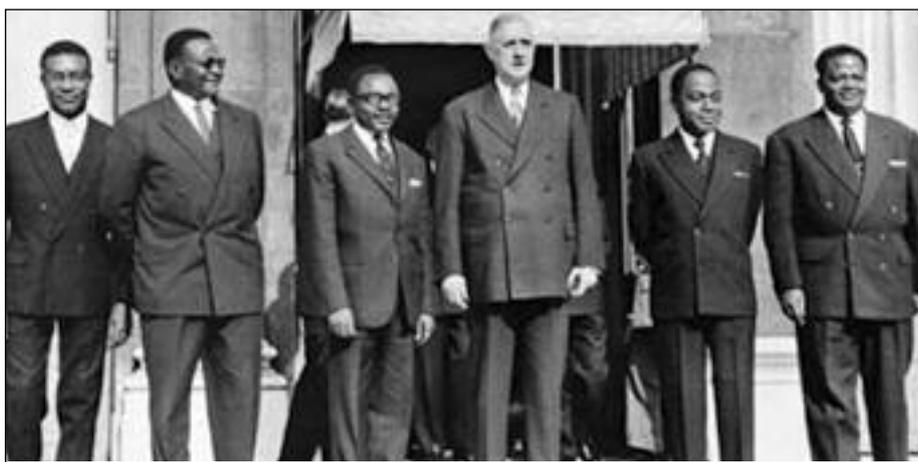
Les indépendances néocoloniales de 1960 : Soixante ans après

Par
Jean Nanga*

En 1960, 17 territoires coloniaux d'Afrique centrale (Cameroun – sous tutelle de l'ONU, administré par la France –, Centrafrique, Congo, Congo belge, Gabon, Tchad), occidentale (Côte d'Ivoire, Dahomey/Bénin, Haute-Volta/Burkina Faso, Mauritanie, Niger, Nigeria, Soudan français/Mali, Sénégal, Togo sous tutelle de l'ONU, administré par la France), australe (Madagascar) et orientale (Somalie) sont proclamés États indépendants. Ainsi, l'année 2020 est celle de leur soixantenaire. Mais, presque partout, le nouveau coronavirus et sa pandémie en ont gêné la célébration, prévue sans doute fastueuse. Par ailleurs, cette pandémie peut aussi être considérée comme une opportunité saisie par nombre de ces États – dont la mauvaise santé économique (endettement public critique, par exemple), donc sociale, n'avait pas attendu ce virus – pour ne pas procéder à quelque dernier bilan de ladite indépendance. Car, au seuil de son troisième âge, celle-ci est encore loin d'être un déracinement de la colonisation, une décolonisation achevée. Par les modalités – réelles, non celles des récits officiels et para-officiels sur l'anticolonialisme – d'accès à l'indépendance, il s'est généralement plus agi d'une métamorphose du colonialisme en néocolonialisme, peut-il encore être rappelé. Celui-ci, advenu dans le contexte international de domination du keynésianisme post-Seconde Guerre mondiale, est, depuis quatre décennies, adapté à la forme néolibérale de la domination du capital – la vie de celui-ci étant le moteur de la vague colonialiste du XIX^e siècle – imposée à ces États, entre autres.

De la « décolonisation »

Apprécier la décolonisation ou l'indépendance acquise par ces États africains (en rejoignant alors dix autres, Afrique du Sud incluse) exige de rappeler ce qu'est la colonisation : appropriation d'un territoire, par la force des armes ou par quelque traité frau-



De Gaulle prépare l'indépendance néocoloniale en janvier 1960 avec (de gauche à droite) P. Yacé (Assemblée ivoirienne), H. Diori (Niger), M. Yameogo (Haute Volta), F. Houphouët-Boigny (Côte d'Ivoire) et H. Manga (Bénin)

duleux, en s'attribuant subséquemment la souveraineté sur les peuples autochtones par l'imposition de nouvelles institutions et/ou par le réaménagement subalternisant des institutions autochtones. Mais surtout en transformant les territoires conquis en espaces d'activités économiques au profit principalement de la puissance conquérante (européenne, en l'occurrence), de ses ressortissants installés, surtout en cas de colonie de peuplement. Ainsi, du XIX^e siècle au début du XX^e siècle, il s'est agi de soumettre les territoires africains conquis à la logique du capital (ce qui ne signifie pas les faire ressembler aux métropoles coloniales), en fonction de leurs ressources (comme l'indiquent certaines dénominations, héritées de l'époque mercantiliste, à l'instar de la Côte d'Ivoire). Ce qui en faisait des extensions de l'économie métropolitaine. Même des territoires considérés comme dépourvus de richesses naturelles l'ont été, car étant intéressants géostratégiquement. Cette domination s'étant, par ailleurs, par mixture de « christianisme constantinien » (1) et d'idéologie des Lumières, targuée d'être une mission civilisatrice, un fardeau pour les puissances coloniales supposées vouées au progrès de ces colonisés-e-s, à la commune humanité, malgré tout.

Ainsi, décoloniser signifierait, logiquement, non seulement accéder à la souveraineté étatique internationale, mais aussi,

pour les ex-colonisés-e-s, entreprendre la rupture avec le principe, économique plus que racial (il est démontré avec assez de pertinence que le racisme moderne a été construit pour/pendant l'esclavage des Noirs-e-s aux Amériques – du déni chrétien de l'âme aux Noirs-e-s au milieu du XVI^e siècle aux divagations « scientifiques » du XIX^e siècle – puis pour la colonisation, sans que cela implique une identification mécanique de l'anticapitalisme et de l'antiracisme) ayant motivé, animé, structuré les rapports sociaux coloniaux hiérarchiques (subalternisant les autochtones en général, les couches sociales populaires en particulier ; une minorité d'autochtones/indigènes étant intégrée, participant aux rouages de la domination et de l'exploitation coloniales, relativement au mode direct ou indirect de gouvernement

* Jean Nanga est correspondant d'*Inprecor* en Afrique centrale.

1. Il s'agit, pour l'intellectuel étatsunien noir Cornel West, de l'Église issue de la conversion de l'empereur Constantin au christianisme (IV^e siècle de notre ère), « idolâtre » et liée aux dominants [nobles, esclavagistes, bourgeois, blancs racistes], aux conquérants [colonisateurs], à l'« Amérique impériale » et sa « spiritualité de marché », qu'il oppose au « christianisme prophétique » soucieux de l'instauration de la « justice terrestre », de la démocratie, de la paix, etc., telle que l'ont manifesté, concernant le XX^e siècle, par exemple, Martin Luther King (cf. par exemple, Cornel West, *Tragédie Américaine*, Payot, Paris 2005 [2004], p. 159-185), la théologie de la libération...

Afrique

colonial) et les mécanismes de leur reproduction, de la domination économique-politique ou globale. Ce qui n'est pas souvent le sens conféré à la décolonisation, comme une expression sémantique de la colonialité. L'accent étant porté essentiellement sur la supposée souveraineté politique sur des territoires configurés par les puissances coloniales. Accompagnée d'une certaine dimension culturelle, très marquée par l'ethnologie coloniale et plus appelée à être instrumentalisée par les nouvelles minorités dirigeantes –

2. Avant leur propre revirement, certains de ces dirigeants assimilationnistes pensaient même que l'État colonial français devait sanctionner ceux qui étaient subitement devenus indépendantistes : « *Dès la clôture de la sixième session du conseil exécutif [de l'ex-Afrique équatoriale française], MM. Youlou et Tombalbaye, président de la République du Congo [non encore indépendante] et Premier ministre du Tchad, estimaient en effet dangereux que la République française maintienne son aide économique aux États réclamant leur indépendance. Selon eux, l'assistance financière constitue la base de l'argumentation opposable aux extrémistes soucieux de relâcher les liens avec la France* », Philippe Decraene (Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie modernes et pendant longtemps spécialiste de l'Afrique dite noire au journal *le Monde*), « L'évolution générale du continent africain entraîne la transformation de la Communauté en groupement d'États indépendants », *le Monde diplomatique*, janvier 1960, p. 8. C'est comme en réaction que Mamadou Dia, alors vice-président de la Fédération du Mali, va – à la veille de l'indépendance du Mali, dans un texte assez préoccupé par l'équilibre entre l'indépendance et l'« amitié » avec la France, publié dans le même journal – parler de « *ceux qui en Afrique voudraient être les seuls "amis" de la France pour attirer sur eux toutes les faveurs* », M. Dia, « Sur la voie de l'indépendance dans la Confédération », *le Monde diplomatique*, avril 1960, p. 7. Petite querelle entre colonisés/néo-colonisés.

3. Félix Houphouët-Boigny l'exprimait en ces termes : en mai 1959 « *je venais d'être investi comme Premier ministre de mon pays (...) j'allai voir le général de Gaulle. On me représente comme un valet de l'influence française, lui dis-je en substance. On dit partout que je suis à la remorque du gouvernement français. On m'a acculé à la révolte. Aussi, mon Général, je suis obligé de vous annoncer que les pays de l'Entente ont décidé de demander leur indépendance* », cité par Paul-Henri Sirix, *Houphouët-Boigny ou la sagesse africaine*, Les Nouvelles Éditions Africaines, Abidjan et Paris 1986, p. 182-183.

4. Bien que proclamés indépendants, la Centrafrique, le Congo, le Gabon, Madagascar, le Sénégal et le Tchad ont entrepris, avec la France, la transformation de la Communauté en Communauté contractuelle ou renouée qui ne fonctionnera pas, même si la Communauté n'a été abrogée en France que par l'article 14 de la Loi constitutionnelle n° 95-880 du 4 août 1995.

5. Kwame Nkrumah, *L'Afrique doit s'unir*, Présence Africaine, Paris 1964 [1963], p. 210. Cf. aussi du même, *Le néo-colonialisme, dernier stade de l'impérialisme* (1965, 1973).

6. Le fait qu'il avait invité, avec Kasavubu, l'URSS dans la « *crise du Congo* » ne suffit pas pour le classer comme communiste. D'ailleurs, il attendait aussi des États-Unis, où il n'avait pas été reçu par le président Eisenhower, une contribution à la résolution de la crise.

après l'avoir été par les chefferies traditionnelles et des intellectuels pendant le colonialisme direct – qu'à contribuer à une véritable décolonisation. Les gestionnaires de ces nouveaux États indépendants concevant ainsi la décolonisation dans l'oubli, ou plutôt une certaine assomption de la dimension capitale qu'est l'économique hérité du colonialisme et l'ayant motivé. Ce qui n'est pas surprenant eu égard aux modalités d'accès de ces territoires à l'indépendance.

Les « indépendances » de l'année 1960

Il est assez notoire que dans les territoires français d'Afrique équatoriale/centrale (AEF), d'Afrique occidentale (AOF) et de Madagascar, les futurs « *pères de l'indépendance* » et leurs organisations politiques, exception faite du Guinée Sékou Touré et la section locale du Rassemblement démocratique africain (RDA) en 1958, n'entendaient pas sortir de la dynamique initiée avec l'Union française (1946) qui conduisit certains au Parlement français, voire plus tard au gouvernement français, suivie de la loi-cadre de 1956, dite Defferre, ayant instauré les conseils de gouvernement territoriaux, puis de la Communauté (1958) instituant des États/Républiques autonomes et rattachées à la France. Cette assimilation à la France – votée référendairement, généralement à plus de 90 %, en 1958 – une sorte de colonialisme participatif, était généralement préférée par les futurs « *pères de l'indépendance* » à quelque perspective d'indépendance. Même la Fédération du Mali, initiée en janvier 1959 par le Sénégal, le Soudan français (abandonnés au dernier moment par le Dahomey – actuel Bénin – et la Haute-Volta – actuel Burkina Faso – attirés par l'Ivoirien Félix Houphouët-Boigny dans son Conseil de l'Entente), n'entendait pas couper le cordon ombilical économique, militaire et politique avec la France, envisageait demeurer dans la Communauté (Léopold Sédar Senghor, président de l'Assemblée Fédérale du Mali, jusqu'à l'éclatement de la Fédération en août 1960, puis président du Sénégal à partir de septembre 1960, va – les présidents ivoirien Félix Houphouët-Boigny et malgache Philipert Tsiranana aussi – demeurer ministre conseiller de la république française jusqu'en mai 1961, sous le Premier ministre Michel Debré) (2). Ainsi, c'est indépendamment de la profonde volonté de leurs dirigeants (3), par une conjonction de la pression de certaines couches sociales (étudiants et fonctionnaires syndiqués), aussi influencées par les indépendances ghanéenne (1957) et gui-

néenne (1958), et d'un tardif réalisme « *décolonisateur* » métropolitain, que ces États sont devenus « *indépendants* » et leurs dirigeants des pères co-fondateurs de ces États néo-coloniaux (4). Une indépendance néocoloniale soutenue par des accords de dépendance dits de coopération (économique, monétaire, militaire, etc.). Le président ghanéen Kwame Nkrumah, analyste du néo-colonialisme, parlait à leur propos d'« *États semi-indépendants* » ou « *apparemment indépendants* » (5).

Du côté de l'indépendance anglophone de cette année-là, celle du Nigeria, elle est proclamée mais, comme au Ghana (1957-1960), le nouvel État, membre du Commonwealth, conserve comme cheffe, de 1960 à 1963, la Reine d'Angleterre (Elizabeth II, qui est toujours sur le trône !). La Constitution du nouvel État indépendant ayant été soumise à une validation – voire pire – par le Colonial Office. Ainsi, il n'y a pas chez Nnamdi Azikiwe (ancien mentor du panafricanisme de Nkrumah et virulent anti-colonialiste pendant longtemps, assez proche du fabianisme), Gouverneur général et Commandant en chef de la Fédération du Nigeria (1960-1963) – y représentant ainsi la Reine, avant d'en devenir le président en 1963 –, tout comme chez le Premier ministre du nouvel État indépendant, Abubakar Tafawa Balewa, quelque projet de rupture avec une économie capitaliste dans laquelle s'est déjà confortablement installée une partie de l'élite colonisée nigérienne. Le Colonial Office aussi avait su contribuer à ce positionnement, en ce temps-là de la guerre dite froide.

Au Congo belge, rien chez le président Joseph Kasavubu, par exemple dans son discours du jour de l'indépendance (30 juin), n'indiquait le projet d'une rupture avec l'économie capitaliste construite localement par la colonisation. Certes son concurrent, le Premier ministre Patrice Émery Lumumba, avait, par son Mouvement national congolais, exprimé la volonté de réviser le monopole foncier détenu par le colonat belge, les compagnies à charte belges. Et dans son fameux discours du 30 juin, il avait envisagé qu'« *Ensemble, mes frères et sœurs (...) Nous allons établir ensemble la justice sociale et assurer que chacun reçoive la juste rémunération de son travail* ». Mais l'impérialisme et ses alliés autochtones, en commettant le premier assassinat politique postérieur à cette indépendance massive, ne lui ont pas laissé le temps d'élaborer, de préciser s'il fallait ou non rompre avec le capitalisme (6).

Quant au premier président de la Somalie indépendante, Abdallah Aden

Soixante ans après



Cameroun, répression coloniale, années 1950

Osman Daar, et son gouvernement, ils ne considéraient pas, généralement, comme incompatibles l'indépendance proclamée et la domination de l'économie somalienne par le capital italien.

Continuités

Avec le capitalisme, les nouveaux États ont généralement conservé aussi des pratiques des administrations coloniales pendant la période, dite a posteriori, de transition ou d'éducation au néocolonialisme, amorcée, sauf au Congo belge (7), au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. À l'instar de la fraude électorale que l'on nomme concernant l'empire français les « *procédés "algériens"* » (8), les « *élections à l'algérienne* » (9), en référence au premier territoire où l'administration coloniale française l'a pratiquée de façon évidente. Dans ses mémoires, le prix Nobel de littérature (1986), le nigérian Wole Soyinka, a rappelé que « *ce furent les Britanniques qui apprirent aux Nigériens l'art de truquer les élections* » (10). Par ailleurs, l'évolution du « *gouvernement indirect* » britannique et la réforme du colonialisme française en colonialisme participatif (loi-cadre de 1956 instaurant les conseils de gouvernement territoriaux dirigés par des autochtones élus ; la Communauté de 1958 ayant donné naissance à des États/Républiques autonomes) consistaient aussi en la délégation du pouvoir répressif aux gouvernants autochtones. Par exemple, ce conseil d'un bureaucrate colonial à d'autres administrateurs coloniaux français : « *À mon avis, à la prochaine étape, la police sera à peu près entièrement entre les mains des conseils de gouvernement (...). Vous allez avoir à réprimer un certain nombre de manifestations, par exemple : qu'est-ce qui va se passer si c'est vous qui faites réprimer ? Vous savez très bien que vous allez avoir des difficultés. Si c'est le conseil de gouverne-*

ment qui prend la responsabilité d'interdire ou réprimer certaines manifestations, s'il le fait faire par un personnel territorial, c'est-à-dire un personnel sous ses ordres, l'opération n'a pas du tout le même caractère » (11). Quant à la corruption, celle du système juridique était l'un des griefs formulés à l'égard de l'administration coloniale britannique, par exemple, par le mouvement des femmes nigérianes dans l'après Seconde Guerre mondiale. Ces différentes pratiques – la corruption ne se limitant pas au système juridique – sont, au fil du temps, devenues excessives dans la plupart de ces pays.

Ainsi, l'indépendance est généralement néocoloniale. Le néocolonialisme, c'est ici l'indépendance politique, l'existence d'États reconnus internationalement comme souverains, mais demeurant assez dépendants des métropoles coloniales en particulier, de l'impérialisme en général – avec la possibilité d'une certaine diversité des dominants, conformément ou non à la hiérarchie intra-impérialiste (12) – à travers des mécanismes éprouvés, surtout économiques mais aussi culturels. Mécanismes qui profitent aussi aux couches dirigeantes autochtones, généralement alliéées objectives du capital impérialiste, avec toutefois la possibilité de frictions internes, comme celle ayant conduit à l'assassinat du premier président du Togo, Sylvanus Olympio (assassiné en 1963), pro-capitaliste (ex-directeur local de la transnationale britannico-hollandaise Unilever) dont l'un des griefs était d'avoir voulu s'émanciper de la France, au profit du capital dit anglo-saxon, projet de sortie de l'ancien franc des colonies françaises d'Afrique (au sigle FCFA conservé, malgré le changement), inclus. Comme disait, en 1960, le Premier ministre français, Michel Debré, à son président (Charles de Gaulle), Olympio voulait « *garder les mains libres* » (13). Ce qui n'était pas, donc, le cas des autres chefs d'États dits indépendants.

En cette année 2020, la situation n'a pas fondamentalement changé : la néocolonialité des dites indépendances persiste, même si la situation n'est plus absolument identique à celle des années 1960 (14). Il y a eu des réaménagements, des restructurations de la domination, en fonction de nouveaux rapports de forces induits par la néolibéralisation de la mondialisation depuis les années 1980, l'effondrement du « *bloc communiste* » de la guerre froide, l'émergence de nouvelles puissances capitalistes en ce nouveau siècle.

En matière militaire, les armées coloniales, y compris la française, ont quitté certains États indépendants dans les années 1960.

7. Ce n'est qu'en 1957 qu'eurent lieu, dans quelques villes, les premières élections d'indigènes (des bourgeois), y initiant ainsi la très brève transition au néocolonialisme ou très bref colonialisme participatif belge (1957-1960). Soit deux années après la proposition, faite par le journaliste et enseignant universitaire belge, ayant travaillé au Congo, Jef Van Bilsen, d'« *Un plan de trente ans pour l'émancipation de l'Afrique belge* ».

8. Claude Bourdet, « Les élections outre-mer », *les Temps modernes* n° 70, août 1951, pp. 355-366.

9. Ahmed Boumendjel, « L'Algérie unanime », *Esprit*, octobre 1951, pp. 508-527.

10. Wole Soyinka, *Ibadan, les années pagaille. Mémoires : 1946-1965*, Actes Sud, Paris 1997, p. 438.

11. André Soucoudaux à la « *Conférence des hauts-commissaires et chefs de territoires* » du ministère de la France d'Outre-mer, 24 avril 1957, cité par Nicolas Bancel, « La voie étroite : la sélection des dirigeants africains lors de la transition vers la décolonisation », *Mouvements* n° 21-22, 2002/3, (p. 28-40), p. 38 ; <https://www.cairn.info/revue-mouvements-2002-3-page-28.htm>.

12. Par exemple, le prétendu anticolonialisme des États-Unis d'Amérique (possédant jusqu'à nos jours des colonies dites euphémiquement « *unincorporated territories* », avec, par exemple, des colonisés-e-s qui, du fait d'un certain « *indigénat* », ne participent pas aux élections présidentielles étatsuniennes) exprimait la volonté de mettre un terme à la domination exclusive, au monopole du profit, des puissances coloniales européennes sur les territoires. Dans *Position de l'U.P.C. vis-à-vis de l'indépendance du Kamerun* signée par Félix Moumié, Ernest Ouandié, Abel Kingué, l'organisation nationaliste camerounaise dénonçait : « *La position de la délégation américaine prenant au cours de cette session [des Nations unies] la tête des puissances coloniales pour torpiller les légitimes aspirations nationales d'un pays africain, contre la volonté des délégués d'Afrique, aura eu le mérite de démontrer la vanité de l'"anticolonialisme" dont ne cessent de se réclamer des dirigeants américains dans leurs discours* » (Conakry, 29 décembre 1959), p. 2-3.

13. Extrait d'une lettre de Michel Debré au général de Gaulle, le 23 avril 1960, cité par Guia Migani, *La France et l'Afrique subsaharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politiques de puissance*, P.I.E. Peter Lang, Bruxelles 2008, p. 138.

14. Cf., par exemple, J. Nanga, « *FrançAfrique : les ruses de la raison post-coloniale* », *Contretemps* n° 16, janvier 2006, pp. 111-124.

Afrique

Néanmoins, la France conserve des bases militaires en Côte d'Ivoire, au Gabon et au Sénégal. Le Bénin, le Cameroun et le Togo font partie du champ de la mission navale française *Corymbe* dans le golfe de Guinée, pour la protection des tankers. Avec, dans le cadre de la « *lutte contre le terrorisme* » islamiste, l'Opération *Barkhane* qui est déployée, depuis 2014, au Burkina Faso, au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Tchad. Sans oublier la Centrafrique où elle a, entre autres, assez vite mis un terme aux ambitions militaires, économiquement motivées, sud-africaines (2013). Par ailleurs, d'autres forces militaires étrangères sont, plus que jamais auparavant, présentes en Afrique, dont les pays indépendants de 1960. Ainsi, en 2007-2008, les États-Unis d'Amérique, impérialiste en chef, ont créé un commandement militaire pour l'Afrique (Africom), dont le quartier général n'a pu être installé en Afrique (il l'est à Stuttgart, en Allemagne), par opposition assez déterminée, en ces années-là, de l'Union africaine (UA). Néanmoins, l'armée étatsunienne est actuellement beaucoup plus présente que jamais en Afrique, dans une grande majorité de pays, dont des indépendants de 1960 (Cameroun, Burkina Faso, Gabon, Niger, Centrafrique, Sénégal, Somalie, Tchad). D'autres armées européennes (Allemagne, Belgique, Italie, Russie) sont aussi présentes au Mali, au Niger, en Centrafrique (15). La Force africaine en attente (FAA) envisagée par l'UA comme devant permettre la réduction de la présence militaire étrangère en Afrique est quasi inexistante. Quant à la force militaire du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad), elle peut être plus considérée comme supplétive de l'armée française (*Barkhane*). En fait, derrière ce déploiement militaire non africain au nom de la « *lutte contre le terrorisme* » isla-

miste (au développement duquel certains de ces « *partenaires* » extra-africains ne peuvent être considérés comme étrangers) – pouvant être accompagnée d'« *aide au développement* » –, il y a aussi bien la publicité des instruments de la mort, ces marchandises onéreuses produites dans ces États dits développés, que l'intérêt pour les matières premières stratégiques : de l'uranium nigérien, centrafricain – pour la France et consorts, inquiets de l'intéressement manifeste chinois pour les ressources de ces pays – au pétrole somalien, encore inexploité, pour les États-Unis (ayant motivé l'intervention militaire de 1993, *Restore Hope*, ayant mal tourné). Comme une mise en dépendance sécuritaire dont ne sont pas dupes, par exemple, les manifestants nigériens demandant le départ des militaires français, étatsuniens.

En matière monétaire, les anciens territoires de l'AEF et de l'AOF ayant opté pour la Communauté en 1958 demeurent attachés au principal survivant de la zone franc, le franc CFA (16) – la démonstration de sa nature néocolonialiste (profitable au capital français et à son État ainsi qu'aux classes dirigeantes des États africains concernés) est largement revitalisée ces dernières années –, en fait, à l'euro, monnaie de l'Union européenne. C'est ainsi, par exemple, qu'à la dynamique de création d'une monnaie de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'ECO, a été substitué (fin décembre 2019-mai 2020), sous l'initiative des chefs d'État français Emmanuel Macron et ivoirien Alassane Ouattara, le lancement d'un ECO remplaçant le FCFA de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA dont les États sont aussi membres de la CEDEAO, un regroupement plus large) (17). Dans une zone monétaire CEDEAO, pèserait particulièrement le Nigeria, première économie non seulement de la sous-région (70 % du PIB de la CEDEAO, et 5 à 6 fois le PIB de l'UEMOA, dont le PIB ivoirien représente d'habitude près du tiers), mais de toute la région Afrique. Le Nigeria – premier fournisseur actuel de la Côte d'Ivoire, devant la France, imbu de sa suprématie économique, très jaloux de sa souveraineté monétaire nationale et peu disposé à se soumettre à la discipline qui résulterait d'une monnaie communautaire – fait partie des 2/3 des membres de la CEDEAO ne réunissant pas les critères dits de convergence (taux de déficit, d'inflation, de dette publique). Ainsi le lancement de l'eco-CEDEAO a été, en septembre 2020, renvoyé sine die. Quant aux États de l'autre sous-zone du FCFA, la Communauté économique et monétaire de l'Afrique cen-

trale (18) (CEMAC, dont les dirigeants, aussi dépourvus que leurs pairs de la moindre qualité positive, paraissent en compétition permanente pour la palme de la prévarication en Afrique, voire au-delà), on ne pouvait en attendre quelque audace ou projet intelligent d'indépendance. La laisse française demeure préférable à l'indépendance : la CEMAC serait disposée à se mettre dans les pas du FCFA-ECO, mais, à la différence de l'UEMOA, sans remise en question de la domiciliation du compte d'opérations (leurs réserves de change) au Trésor public français. Soit pour ce qu'il est censé rapporter, soit par crainte, par les technocrates connaissant la kleptomanie de leurs employeurs, qu'une fois rapatriées, ces réserves de change en soient victime.

Alignement derrière le Capital international

Le néocolonialisme aujourd'hui, c'est aussi l'alignement derrière le Capital international néolibéralisé, dont la hiérarchie est en restructuration, suite par exemple à la constitution de l'Union européenne (UE, 1992). Les liens des États indépendants de 1960 (ÉI 1960 dans la suite), avec celle-ci (à l'origine Commission économique européenne) datent d'ailleurs de la première Convention de Yaoundé (1963) aujourd'hui Accord de Cotonou, étendu aux Caraïbes et au Pacifique (ACP/UE), en voie d'expiration (décembre 2020) et censé céder la place à un autre accord, en cours de négociation. Sans qu'ait abouti l'Accord de partenariat économique (APE), en négociation depuis 2002 dans le cadre dudit Accord de Cotonou, confronté aux réticences de nombreux « *partenaires* » non européens, dont la majorité des ÉI 1960, craignant d'être davantage désavantagés. À Madagascar (80 % de la production mondiale de vanille) ayant l'Union européenne pour principal marché d'exportation de ses produits (plus de 40 %), l'APE est appliqué à partir de 2012. Le Cameroun (exportateur de cacao, banane, etc. vers l'UE) et la Côte d'Ivoire (assez dépendante de l'exportation du cacao, dont elle est la première productrice mondiale, de la banane, du thon, du bois), prisonniers, comme bien d'autres, de la spécialisation agricole coloniale et peu soucieux d'une solidarité/intégration sous-régionale, ont choisi chacun l'activation dudit accord, se désolidarisant ainsi des autres membres respectivement de la CEMAC et de la CEDEAO. Ayant été plus guidés par les intérêts des exportateurs de ces produits, généralement des firmes transnationales. Avec, entre autres conséquences prévues, une

15. La Chine, les Émirats arabes unis, l'Inde, le Japon aussi ont acquis des installations militaires en Afrique australe et orientale.

16. L'autre monnaie survivante de la zone franc est le franc des Comores (État indépendant en 1975). Madagascar a lancé le franc malgache en 1963 tout en restant dans la zone franc CFA, d'où il va sortir en 1974. Le Mali en est sorti en 1962, puis y est retourné en 1984.

17. Cf. la critique, un peu sarcastique, du récent « *débat* » parlementaire français sur le franc CFA (septembre 2020) par Fanny Pigeaud et Ndongo Samba Sylla, « *Pauvreté du débat parlementaire français sur le franc CFA* », *Mediapart*, 6 octobre 2020, <https://blogs.mediapart.fr/fanny-pigeaud/blog/041020/pauvrete-du-debat-parlementaire-francais-sur-le-franc-cfa>.

18. La Guinée équatoriale (ex-colonie de l'Espagne) qui en est membre ne fait pas partie des États indépendants de 1960.

baisse des recettes douanières. À Madagascar, elle était prévue à 10 % à partir de 2015. Pour la Côte d'Ivoire, « les pertes cumulées de recettes douanières (droits de douane + TVA) sur les importations venant de l'UE28-RU [UE à 28 avec le Royaume-Uni] passeront de 65,1 millions d'euros (M€) de T5 (19) (3 septembre 2021) à 898 M€ en T10 (2026), 2,5 milliards d'euros (Md€) en T15 (2031), 4,4 Md€ en T20 (2036) et 11Md€ en T35 (2051) » (20). Cette « absurdité », profitable à une minorité capitaliste aux dépens du Trésor public donc de certaines dépenses sociales, s'applique aussi au Cameroun, car « le Cameroun n'aurait jamais dû signer cet APE parce que plusieurs études menées entre 2005 et 2013 tant par le ministère de l'Économie que celui des Finances, avaient indiqué que le pays allait être perdant sur tous les plans dans ce partenariat (...). [Selon] l'étude du ministère camerounais des Finances menée en 2008 (...) les pertes de recettes se situeraient à 168,2 milliards de Fcfa en 2023, pour un cumul de 1 102 milliards de Fcfa sur l'ensemble de la période de démantèlement. Les gains de recettes à l'ouverture seront modestes et ne pourront pas compenser les pertes. Ils évaluent ces gains à 191,5 milliards de Fcfa de manière cumulative sur la période. La prise en compte de ces gains entraînera une perte nette cumulée estimée à 911,3 milliards de Fcfa » (21). Les dirigeants camerounais paraissent s'en rendre compte après « 16 milliards de moins-values budgétaires » d'août 2016 à mars 2020, selon la douane camerounaise (22).

Six décennies auparavant, certains futurs « pères de l'indépendance » avaient exprimé, suite à la création de la CEE – ayant instauré un « Régime d'association » avec les conseils de gouvernement de la loi-cadre Defferre – la volonté de construire l'Eurafrrique. Jusqu'à la préférer, par la suite, au projet d'une union africaine des États, dont l'Organisation de l'unité africaine a été un ersatz. L'une des conséquences de ce demi-centenaire, voire soixantenaire, de « partenariat », inégalitaire malgré tout, avec la CEE/UE est la persistance post-coloniale de la spécialisation africaine en fourniture de produits de base, de matières premières, aux dépens de l'agriculture vivrière, de la transformation locale nécessaire de certains produits, et d'une assez effective diversification de ces économies. Ainsi, l'importante dépendance alimentaire de ces sociétés potentiellement capables de se nourrir – si seulement la satisfaction des besoins locaux était un des principes d'organisation de l'économie, la souveraineté économique démocratique dans laquelle s'in-



Madagascar 1947, des dizaines de milliers de morts pour mater l'insurrection indépendantiste

crirait la souveraineté alimentaire (23) – dont les États ont été spécialisés en produits de rente (agricoles, miniers...) pour les économies dominantes. Eu égard aux manœuvres actuelles de diversion du Capital concernant le changement climatique, celui-ci va très probablement faire échouer les projets en cours de supposée réduction de ladite dépendance. Avec, entre autres conséquences, plus d'insécurité alimentaire, de la « prévalence de la sous-alimentation » (FAO), déjà très prononcée en Afrique centrale et de l'Ouest auxquelles appartiennent la quasi-totalité des ÉI 1960 (24).

Néanmoins, des voix de l'UE envisagent maintenant l'établissement d'un partenariat fondé sur... l'égalité. Non parce qu'elle serait subitement touchée par l'humanisme, mais par calcul capitaliste : « Pour arriver à un accord mutuellement bénéfique, il faut que le paradigme change. Sinon les pays africains tenteront de plus en plus de s'orienter vers des pays comme la Chine, et d'établir des relations commerciales avec des pays émergents : Inde ou Brésil » (25). La restructuration du capital international est en effet aussi marquée par l'émergence de ces nouvelles puissances capitalistes qui instrumentalisent à souhait la commune appartenance au « Sud » (tout en maintenant de relations économiques plus importantes avec les puissances capitalistes traditionnelles). Par exemple, la Chine est devenue la première fournisseuse de la République démocratique du Congo (à 20 %, contre 6 % pour la Belgique), de Madagascar, de la Somalie. Elle coiffe au poteau la France au Congo, au Togo, etc. Tout comme elle est devenue la première créancière bilatérale de nombre de ces ÉI 1960.

La soumission, généralement (26), de ceux-ci au capital international, à l'impérialisme en restructuration néolibérale, est manifeste depuis la crise structurelle du néo-

colonialisme, des États du capitalisme périphérique, sous forme, entre autres, de la crise de la dette publique extérieure (à partir

19. « T étant le début de l'application de l'APE, avec l'APEi elle a commencé pour quelques lignes tarifaires le 3 février 2017 (T1) et sera de plus en plus importante de T2 (3 septembre 2018) à T4 (3 septembre 2020) où le pourcentage des DD des produits libéralisés passe à 63,75 % en T4. »

20. Jacques Berthelot, « L'absurde APE intérimaire de Côte d'Ivoire », SOL, 31 mars 2018, <https://www.sol-asso.fr/wp-content/uploads/2017/01/Labsurde-APE-intérimaire-de-Côte-d'Ivoire-SOL-31-mars-2018.pdf>

21. Boniface Tchuenkam, « Le Cameroun redoute déjà l'impact de l'APE sur ses recettes », *Le Financier d'Afrique*, 3 septembre 2020, <https://www.bilaterals.org/!/le-cameroun-redoute-deja-l-impact>.

22. Brice R. Mbodiam et Sylvain Andzongo, « APE : en dépit des protestations de l'UE, le Cameroun maintient la suspension du démantèlement tarifaire jusqu'à fin 2020 », *Agence Ecofin*, 12 novembre 2020, <https://www.agenceecofin.com/economie/1211-82344-ape-en-depit-des-protestations-de-l-ue-le-cameroun-maintient-la-suspension-du-demanterement-tarifaire-jusqu-a-fin-2020>.

23. La Via Campesina, par exemple, la définit, très brièvement, comme « le droit des populations, de leur pays ou unions, à définir leur politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers », <https://via-campesina.org/>.

24. FAO, Commission économique des Nations unies pour l'Afrique et Commission de l'Union africaine, *Vue d'ensemble régionale de la sécurité alimentaire et la nutrition en Afrique 2019*, Accra/Rome 2020, <https://doi.org/10.4060/ca7343fr>. Hormis la Mauritanie tous les ÉI 1960 sont classés comme importateurs nets des produits alimentaires, avec une forte importation pour onze d'entre eux.

25. Centre d'information Europe Direct, « Europe-Afrique : un partenariat à consolider », *Maison de l'Europe de Paris et Voix d'Europe*, 22 avril 2020, <http://paris-europe.eu/europe-afrique-parteneriat-a-consolider/>.

26. Des difficultés de trésorerie ont poussé des États à quelque friction avec des transnationales, à l'instar du Gabon, en 2018, avec la française Veolia (entreprise mère de la Société d'eau et d'énergie du Gabon), ou du Nigeria reprochant, en 2018, aux entreprises d'exploitation pétrolière de n'avoir pas ajusté les royalties à la hausse du cours du pétrole pendant des années, comme le dispose la loi. Ainsi il s'agit d'une dette qui doit être réglée aux États fédérés pétroliers.

Afrique

de fin années 1970 – années 1980). Celle-ci est survenue au lendemain de la revendication d'un Nouvel ordre économique international (NOEI), initiée en 1973 par des États non-alignés/du tiers-monde, se considérant comme lésés par l'échange inégal, adopté par l'ONU en 1974, mais quasi immédiatement paralysé par les puissances impérialistes très attachées à l'échange inégal. À la place de ce NOEI a été par la suite imposée, après une nocive générosité créancière (l'endettement pour le développement promu par la Banque mondiale, par abondance des pétro-dollars au cours de ces années 1970, un des facteurs de la crise de la dette des États du tiers-monde), l'intégration dans un nouvel ordre capitaliste international, celle de la phase néolibérale de la mondialisation, à partir des programmes d'ajustement structurel (le Sénégal et la Côte d'Ivoire étant parmi les pionniers en Afrique), de la Banque mondiale et du FMI, ces institutions du néocolonialisme collectif (puissances impérialistes et États de la périphérie capitaliste en sont inégalement membres, dans le respect de la hiérarchie du capitalisme mondial). Une victime assez particulière de cet endettement critique et de son remède socialement nocif a été la Somalie du général Muhammad Syad Barre (pro-étatsunien, après avoir été pro-soviétique, voire « *socialiste scientifique* », comme quelques autres impostures africaines) : c'est l'un des principaux facteurs de la longue crise dont elle essaie encore de sortir (27).

Suprématisme du privé

Ces dernières années, une nouvelle crise de la dette publique en Afrique est en cours, avec parmi les dix États les plus endettés, en ratio dette/PIB, deux des ÉI 1960 : la Mauritanie (9^e) et le Congo (10^e). Tous ces ÉI 1960 sont ainsi concernés par la nouvelle vague d'ajustement structurel néolibéral, derrière des dénominations comme programme de « *réformes structurelles* » à la

Facilité élargie de crédit, ou d'« *instrument de coordination de la politique économique* », avec de nouveaux emprunts multilatéraux à la clé (le FMI ne brille pas par l'annulation des dettes). La lutte contre le Covid-19 a été aussi une opportunité pour le FMI de prêter davantage aux États déjà captifs. Il s'agit encore d'injonction à avancer dans la néolibéralisation de leur capitalisme, n'ayant pourtant jamais assuré de bons lendemains sociaux pour les classes populaires, les laissés-e-s-pour-compte de la phase précédente du capitalisme. Les États doivent encore procéder à, entre autres, la privatisation de leurs entreprises, parmi les plus rentables, évidemment, ayant survécu à la vague précédente. Autrement dit, l'organisation de plus d'hétéronomie, de dépendance à l'égard d'une fiscalité dont les taux doivent en même temps être attractifs, sous la surveillance de Doing Business.

Par exemple, la transnationale singapourienne OLAM a récemment acquis la Nouvelle société cotonnière du Togo, juste après la Société cotonnière du Tchad. Le coton a été rendu deuxième produit d'exportation du Tchad, mais demeure le premier produit agricole d'exportation et industriel du Togo. La Côte d'Ivoire continue le processus de privatisation, la cession de parts dans les secteurs bancaire, minier, etc., développée à partir des années 1990. Par exemple, l'une de ses principales banques, la Banque de l'habitat de Côte d'Ivoire est sur la liste. Le capital français, traditionnellement hégémonique (50 % des recettes fiscales ivoiriennes) ne manquera pas d'être servi, car depuis l'aide de l'armée française à Alassane Ouattara pour son installation au palais en 2011, les investissements français sont en croissance. Le Cameroun va privatiser, par exemple, sa compagnie aérienne (Camair-Co) après l'avoir remise à flot (y compris en appareils), alors que « *plus de trois décennies après les fameux Programmes d'ajuste-*

ment structurel (PAS) imposés par les institutions de Bretton Woods, en l'occurrence le Fonds monétaire international (FMI), l'économie camerounaise ne s'est plus jamais véritablement relevée, nonobstant une juxtaposition de programmes économiques » (28). Au Nigeria, parmi la dizaine d'entreprises à privatiser, il y a la Nigerian National Petroleum Corporation, numéro 1 du capital public nigérian, partenaire en joint-ventures des géants mondiaux du secteur pétrolier opérant au Nigeria et riche d'une bonne dizaine de filiales. Le capital britannique post-Brexit qui entend renforcer sa présence au Nigeria est aussi intéressé par cette vague de privatisation.

Les mieux placés dans ce processus de consolidation du « *suprématisme du privé* » (Naomi Klein, *la Stratégie du choc*) sont principalement les transnationales extra-africaines. La propension des transnationales à une quasi-souveraineté – « *elles font la loi* » est-il dit couramment – sur des secteurs dans certains États où elles opèrent, voire leur influence au sein d'institutions multilatérales, à l'instar de certaines agences onusiennes, ou de l'Union africaine, peut être considérée comme la mise à jour post-coloniale néolibérale d'une certaine tradition de la mondialisation (par exemple, au commencement du Nigeria colonial, fin XIX^e siècle, était la Royal Niger Company, dans la tradition de l'East India Company et de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales nées avec le XVII^e siècle). Des transnationales africaines aussi sont acquiescentes, à l'instar de Maroc Telecom ayant acquis Gabon Telecom, entre autres (29). Voire des capitalistes autochtones : par exemple, la Compagnie ivoirienne pour le développement du textile a été acquise par un capitaliste milliardaire (en FCFA) ivoirien. Au Bénin, est dénoncée non seulement la privatisation intensifiée « *sous des vocables aussi divers que variés (privatisation, mise en concession, affermage, ges-*

27. Michel Chossudovsky, « Dépendance alimentaire, "ingérence humanitaire" en Somalie », *le Monde diplomatique*, juillet 1993, pp. 16-17.

28. Achille Mbog Pibasso, « Cameroun : les privatisations et les partenariats publics/privés préoccupent le GICAM [Groupement interpatronal du Cameroun] », *Finacial Afrik*, 19 novembre 2019, <https://www.finacialafrik.com/2019/11/19/cameroun-les-privatisations-et-les-partenariats-publics-privés-preoccupent-le-gicam/>.

29. Sur le capital marocain en Afrique, cf., par exemple, Omar Aziki, « Maroc : tremplin pour les conquêtes néocoloniales de l'Afrique », *CADTM*, 19 novembre 2017, <http://cadtm.org/Maroc-tremplin-pour-les-conquetes-neocoloniales-de-l-Afrique>



Patrice Lumumba (à droite) arrêté en novembre 1960 par la garde armée de Moïse Tschombe



Cameroun, les insurgés indépendantistes vaincus par l'armée coloniale

tion déléguée, etc.) », dont sont souvent bénéficiaires des transnationales originaires de l'ancienne puissance coloniale, mais aussi qu'elle se fait « au profit du Président Patrice Talon et de son clan » (30).

Ces acquisitions par le privé s'accompagnent généralement de licenciements dits « plans sociaux », de flexibilisation des emplois, etc., plutôt que de la création de nouveaux emplois prétendument décents. Autrement dit, une détérioration de la situation des classes sociales et milieux sociaux populaires dont la conscience par le FMI est exprimée par son apparente préoccupation pour la préservation des « dépenses sociales » ou des « acquis sociaux », la « croissance inclusive ». Une préoccupation plutôt cache-sexe car étant en grand écart avec les conséquences des autres « réformes structurelles » conditionnant depuis quatre décennies la prétendue aide apportée par le FMI aux États sous ajustement structurel néolibéral. En complicité avec sa sœur jumelle, la Banque mondiale censée, en novlangue néolibérale, « œuvrer pour un monde sans pauvreté », mais, en attendant qu'elle réalise ce grand dessein, en co-produisant de la pauvreté, en contribuant au développement des inégalités sociales, genrées, dans le monde en général, dans les États indépendants de 1960, en l'occurrence. Même s'il paraît que c'est le Covid-19 qui a révélé à Macky Sall (Sénégal), Alassane Ouattara (Côte d'Ivoire), Mahamadou Issoufou (Niger), respectivement, « l'injustice du système économique » mondial, « l'égoïsme des pays riches », la nécessité d'un « débat sur les inégalités » et d'une nouvelle « répartition des richesses à l'échelle mondiale et dans chaque pays » (31).

Des propos qui expriment non pas une des conséquences sociales de l'option économique (capitaliste) dominante mondialement, mais l'hypocrisie ou la démagogie d'individus bénéficiant de ce système (32).

Imprégnés d'idéologie capitaliste, ces diri-

geants sont plus préoccupés par le taux de croissance du PIB. Ainsi, en se référant au titre d'une étude de l'institution de Bretton Woods, Alassane Ouattara a déclaré en pleine campagne électorale : « La Banque mondiale a même dit que la Côte d'Ivoire est au bord du paradis » (33). Des critères qui pourraient susciter, aujourd'hui encore, la même attitude désapprobatrice que celle d'Aimé Césaire au mitan des années 1950 : pour justifier la colonisation, ne pas la considérer comme une « chosification », « On me lance à la tête des faits, des statistiques, des kilométrages de routes, de canaux, de chemins de fer (...). On m'en donne plein la vue de tonnage de coton, de cacao exporté » (34). Par exemple, en réaction à l'exhibition des taux de croissance du PIB, il est affirmé, dans telle société des ÉI 1960, que « le taux de croissance ne se mange pas ». Alors que le recours à d'autres critères éloigne plutôt dudit paradis, car relevant d'une conception de la souveraineté ne se limitant pas à celle de l'indépendance acquise en 1960, qui ne s'exerce presque pas face aux puissances capitalistes dont la souveraineté, de fait, la domination est dite impérialisme, comme à celle attribuée dans les faits à la dette dans l'expression « dette souveraine ». Une conception opposée à celle d'une souveraineté qu'exerce une minorité autochtone – généralement liée à ces puissances tout en étant relativement autonome – sur la population, oubliant classiquement entre deux sollicitations du suffrage universel direct (quand elles ont lieu) la souveraineté fondamentale. Celle du peuple, qui est majoritairement constituée par les classes sociales/milieux sociaux populaires, et qui devrait s'exercer pour son auto-émancipation.

Ainsi, peut-on considérer comme étant « au bord du paradis » cette Côte d'Ivoire qui n'a pas attendu la Covid-19 pour figurer parmi les « 20 pays aux systèmes de santé les moins performants du monde » (35) ? Elle est précédée au bas du tableau par le Togo, Niger, Madagascar, Cameroun, et sui-

vie du Congo, Nigeria, Bénin, Tchad, la Centrafrique, soit plus de la moitié des ÉI 1960...

Autant avec son taux d'alphabétisation de 43,10 %, parmi les dix inférieurs à 60 % de ces ÉI 1960 (des 59,60 % du Nigeria – champion économique de l'Afrique, ayant en même temps « le plus grand nombre d'enfants non scolarisés dans le monde » (36), 13 millions – aux 19,10 % du Niger, en passant par les 57,70 % du Sénégal et les 52,10 % de la Mauritanie) ? La part féminine de ces taux bas y étant, par

30. Confédération syndicale des travailleurs du Bénin, « Privatisation des sociétés d'État sous la Rupture : La Cstb condamne la politique de "tout privé et de l'État minimum" », *Cotonou.com*, 15 septembre 2017, <http://news.acotonou.com/h/102169.html>. Patrice Talon, champion du capitalisme béninois, a été élu président en 2016. Il est présumé avoir bénéficié, en tant qu'entrepreneur, des faveurs de ses prédécesseurs à la présidence.

31. Idriss Linge, « Quatre présidents africains dénoncent l'inéquité du système économique actuel dans cette période de Covid-19 », *Agence Ecofin*, 20 mai 2020, <https://www.agenceecofin.com/politique/1905-76784-quatre-presidents-africains-denoncent-l-inequite-du-systeme-economique-actuel-dans-cette-pediodede-covid-19>. Le débat a-t-il déjà commencé ou va-t-il bientôt être lancé concernant le Niger ? En bon membre de l'Internationale socialiste, M. Issoufou ne s'en tient qu'à la dimension « répartition des richesses », assez à la mode, non pas à celles de la propriété des moyens de production, conditionnant ladite répartition, ainsi que de la détermination écologique de la production des biens.

32. Macky Sall a officiellement déclaré après son élection, ses actions et propriétés immobilières, des biens évalués à 1,3 milliard de FCFA (selon Wikipédia et des journaux sénégalais) ; Muhammadou Issoufou a été directeur technique d'une filiale d'Areva, avant de se lancer dans la compétition politique ; Alassane Ouattara a été directeur adjoint du FMI tout en étant un homme d'affaires.

33. Cité par Amandine Réaux, « En Côte d'Ivoire, la croissance ne profite pas à tous », *la Croix*, 31 octobre 2020, <https://www.la-croix.com/Monde/En-Cote-dIvoire-croissance-profite-pas-tous-2020-10-31-1201122206>. Il se réfère au titre d'un rapport de la Banque mondiale, *Aux portes du paradis – Comment la Côte d'Ivoire peut rattraper son retard technologique ?* (février 2018), laissant penser que, grâce à la mise à jour technologique, le néolibéralisme produit des paradis, sans doute pour la minorité constituant les classes exploiteuses, dirigeantes, toutefois écicides.

34. Aimé Césaire, *Discours sur le colonialisme*, Présence Africaine, Paris 1955, p. 20.

35. Coumba Sylla & Assane Diagne, « La Côte d'Ivoire parmi les 20 pays aux systèmes de santé les moins performants au monde », *Africa Check* (« organisation non partisane qui encourage la précision dans le débat public et dans les médias »), 21 février 2018, <https://fr.africa-check.org/reports/cote-divoire-parmi-20-pays-aux-systemes-de-sante-performants-monde/>.

36. Peluola Adewale, « Still crawling at 60 : Capitalism has failed Nigeria », *Democratic Socialist Movement*, 1^{er} octobre 2020, <http://www.socialistnigeria.org/4749/2020/10/01/still-crawling-at-60-capitalism-has-failed-nigeria>.

Afrique



Léon Mba (Gabon) avec Michel Debré, août 1960

exemple, pour la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Niger, le Burkina Faso, inférieure à 50 %, jusqu'à 11 %. Alors que, sans s'illusionner sur la forme et le contenu actuels de l'alphabétisation dominante, il est impossible de participer effectivement à l'exercice de la souveraineté en étant analphabète. Comme le disait Cheikh Anta Diop, pendant la lutte pour l'indépendance, dans les années 1950, et sans faire dans l'élitisme : « *Dans un pays neuf c'est le devoir des citoyens de se donner une culture générale très solide de manière à pouvoir juger avec compétence de toutes les questions sur lesquelles ils seront amenés à donner leur avis. Sinon l'édification pourra être monstrueuse* » (37). Or aucun de ces ÉI 1960 n'a favorisé une quelconque formation à la citoyenneté, à l'émancipation (même avec des taux d'alphabétisation de 83 % au Gabon, 79 % au Congo, 75 % au Cameroun). Nombre de ces ÉI 1960, à l'instar de ceux de l'ancienne AEF, étant des « *démocraties* » (des dictatures d'allure démocratique, selon Eduardo Galeano).

Quant à leurs coefficients de Gini (38), ils se situent entre 32,6 % en Mauritanie (124^e place mondiale sur 161, le moins inégalitaire

des ÉI 1960) et les 56,2 % de la Centrafrique (6^e, le plus inégalitaire des ÉI 1960), en passant par les 48,9 % du Congo (16^e), les 43 % du Nigeria (42^e), les 41,3 % de la Côte d'Ivoire (55^e), exprimant l'existence préten due (pré-)paradisique (un consumérisme niais et écocide) d'une infime minorité (kleptocrates et bureaucrates affidés, capitalistes autochtones).

Et, globalement, en matière d'indice de développement humain (IDH du PNUD), la grande majorité des ÉI 1960 (treize pays) appartient à la classe du développement humain faible : du Nigeria (158^e sur 189) au Niger (189^e), en passant par Madagascar (162^e), la Côte d'Ivoire (165^e), la République démocratique du Congo (179^e), le Burkina Faso (182^e).

Des performances sociales on ne peut plus médiocres, systématiquement en défaveur des classes populaires, qui s'avèrent un héritage de la politique sociale coloniale (déjà un « *circuit de bons services et de complicité* », entre les colonisateurs et des autorités dites traditionnelles, « *au détriment des peuples* » selon Aimé Césaire), une conséquence du néocolonialisme collectif néolibéral initié dans les années 1980-1990, fondamentalement assumé par les classes dirigeantes locales – au-delà de ces ÉI 1960 – relevant bien de la nature injuste et inégalitaire du système économique mondial, dans laquelle s'inscrit aussi bien la colonisation que le Covid-19. Injustices et inégalités systémiques qui sont aggravées, en l'occurrence, par la kleptomanie des gouvernants (comme mode d'accumulation primitive du capital). Ainsi, les éventuelles dizaines de millions de victimes sociales du Covid-19 en Afrique vont s'ajouter aux centaines de millions de victimes de Pochvid, antérieure au Covid-19. Parmi lesquelles, des jeunes du Nigeria, dont une bonne partie est passée de la dénonciation du gangstérisme policier (#EndSARS), à celle des inégalités/injustices

sociales, du chômage, dans cet État champion du capitalisme africain (PIB, 3e en capitalistes millionnaires/milliardaires en dollars, etc.) et, en même temps, du pourcentage de pauvres extrêmes dans le monde (43 % de la population). Le pouvoir du général (à la retraite) et phalocrate assumé Buhari (39) ne s'est pas empêché, en ce mois du soixantenaire de l'indépendance (1er octobre 1960), de répondre à cette mobilisation par l'assassinat de manifestant-e-s pacifiques au péage de Lekki (entrée/sortie d'un quartier d'affaires de la capitale économique Lagos), le soir du 20 octobre 2020.

L'indépendance acquise en 1960 par ces États était néocoloniale. Elle l'est encore et ne peut que, en bonne logique capitaliste, reproduire les inégalités/injustices sociales et environnementales, profitables à l'impérialisme, aux classes dirigeantes locales, aux intellectuel-le-s plus ou moins à leur service – ces « *obscurcisseur-e-s* » (A. Césaire) de la compréhension des dynamiques économiques-écocides, sociales, culturelles, politiques. Ainsi la lutte contre le bloc néocolonial ou néocolonialisme collectif, contre les différentes dépendances reproduites et produites depuis 1960 est à continuer, aux différentes échelles (locale, sous-régionale, régionale), malgré la particulière difficulté, en ces temps-ci, pour les partisan-e-s de l'émancipation, à se faire entendre. La sortie de cette lutte, globalement menée, de sa quasi-confidentialité actuelle, sa popularisation, par auto-organisation des dominé-e-s/exploité-e-s/opprimé-e-s, est une condition sine qua non d'une véritable indépendance, au delà des ÉI 1960, de toute l'Afrique (territoires dépendants, de l'Atlantique nord à l'océan Indien, en passant par la Méditerranée, inclus), d'une émancipation des peuples africains, fondamentalement incompatible avec le capitalisme dont le colonialisme, puis le néocolonialisme, sont en fait des avatars. ■

15 novembre 2020

Août 1958, De Gaulle voyage en Afrique pour s'assurer que les indépendances resteront sous son contrôle



Convergence des crises, dominée par la pandémie Covid-19

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

L'année 2020 a jusqu'à présent vu la convergence de crises majeures, la plus marquante étant la pandémie de Covid-19 qui, après avoir semblé atteindre un pic au deuxième trimestre, atteint à nouveau des niveaux d'infection sans précédent. À cela s'ajoutent les effets extrêmes de la crise climatique – incendies de forêt en Californie et au Brésil, inondations généralisées en Asie ; l'offensive néolibérale renforcée alors que les gouvernements capitalistes tentent de récupérer les pertes de la période de confinement ; la réémergence de conflits localisés comme en Méditerranée orientale dans un contexte de lutte continue pour l'hégémonie géopolitique. Dans le même temps, l'incertitude quant à l'issue de l'élection présidentielle américaine est un facteur de la situation internationale. Il est trop tôt pour dire à quoi ressemblera le monde à la fin de l'année 2020 et dans quelle mesure il aura profondément changé.

Les effets combinés de ces crises continuent de révéler la manière dont les travailleurs pauvres et, parmi eux, en particulier les femmes, les Noirs et les minorités ethniques, les populations rurales, souffrent de toutes ces crises. Les pertes de vies humaines, d'emplois et de moyens de subsistance, d'éducation, de foyers se combinent pour créer une couche de plus en plus appauvrie et dépossédée dans le monde entier. Des luttes et des mouvements se sont développés pour contester les gouvernements autoritaires peu soucieux de la santé de leurs populations, pour contester les conditions dangereuses des politiques de « *retour au travail* » dont le but est de faire profiter l'économie capitaliste, pour souligner la place particulière des femmes et des minorités ethniques parmi les travailleurs essentiels. Celles-ci ont éclaté de manière dramatique avec le mouvement Black Lives Matter aux États-Unis, qui conteste à la fois le racisme et la violence policière, qui s'est rapidement répandu dans le monde entier non seulement en tant que mouvement de solidarité mais aussi pour contester les manifestations locales de racisme et de violence policière.



Une pandémie qui se prolonge

Début juin, 5 mois après le déclenchement de l'épidémie de Covid-19, celle-ci avait déjà provoqué plus de 400 000 décès dans le monde, avec plus de 6,8 millions de cas officiellement enregistrés dans 216 pays – et plus de 3 milliards de personnes avaient été bloquées chez elles autour du mois d'avril.

Lorsque la pandémie commençait à reculer en Europe, après avoir reculé en Chine et en Extrême-Orient au début du printemps – mais flambait particulièrement en Amérique du Nord et du Sud – on se posait la question de savoir dans quelle mesure il y aurait une deuxième vague galopante de contaminations, à l'inverse si le virus allait muter dans une forme plus bénigne – les incertitudes restaient marquantes.

À la mi-octobre 2020, le nombre total de décès dans le monde atteignait 1,2 million et les cas confirmés plus de 40 millions. Les États-Unis, l'Inde et le Brésil continuent de figurer en tête des listes de décès et d'infections, mais le taux d'infection augmente partout, en particulier en Europe où le Royaume-Uni a enregistré plus de 43 000 décès et la France ainsi que l'État espagnol chacun plus de 33 000.

Dans nombre de ces pays, les nombres de personnes contaminées, malades ou décédées sont notoirement sous-évalués,

d'abord du fait de la volonté politique de certains dirigeants de nier de la gravité de la situation, et aussi par manque de moyens pour tester, hospitaliser, centraliser les décomptes de cas de Covid-19.

Confrontés à un désastre sanitaire du néolibéralisme mondialisé, de nombreux gouvernements, sous la pression des corps médicaux et de leurs opinions publiques, ont voulu reprendre la main en décrétant des mesures fortes. Il en est résulté une nette accalmie de l'épidémie – au début du printemps pour la Chine et l'Extrême-Orient, à la fin du printemps en Europe et en Nouvelle Angleterre – qui a amené à des déconfinements plus ou moins importants, avec maintien de mesures barrières, dans des sociétés traumatisées par la violence de la maladie et des mesures étatiques prises. Dans la plupart des pays d'Amérique du Nord et du Sud, en Inde et dans d'autres pays d'Asie et d'Afrique, la pandémie a continué à se développer lentement, avec des mesures de protection très inégales. Certains pays comme l'Argentine ou les Philippines ont connu un confinement ininterrompu depuis le mois de mars !

À l'arrivée de l'automne dans l'hémisphère nord, une deuxième vague majeure de contaminations se précise en Europe et au Moyen-Orient avec de nouvelles restrictions, des quarantaines accentuées pour les voyageurs, jusqu'à des mesures particulièrement répressives de reconfinement et couvre-feu – souvent différenciées sur le plan régional – dans un certain nombre de pays d'Europe.

Crise économique

Les conséquences du grippage de l'économie provoqué directement et indirectement par les mesures de confinement des populations, avec une rémunération financière nulle ou totalement insuffisante et en arrière-plan une crise financière qui couvait déjà depuis longtemps, commencent à être mieux cernées : chute du PIB (produit intérieur brut) de 10 % en moyenne dans les pays de l'OCDE (Europe, Amérique du Nord, Japon, Corée du Sud, Australie...) au

Monde

deuxième trimestre 2020 (à titre de comparaison, c'était -2,3 % en 2009 lors de la précédente crise financière) ; chute de 25 % en Inde, 20 % en Grande Bretagne, 17 % au Mexique, 14 % en France, 9,5 % aux États-Unis, 7,8 % au Japon. Le repli de la production était déjà de 2 à 3 % au premier trimestre. Les dirigeants chinois proclament que la reprise a cependant déjà eu lieu en Chine au deuxième trimestre : +3,2 % (contre -7 % au premier trimestre). Quoi qu'il en soit, les projections actuelles estiment que le PIB mondial baissera de l'ordre de 6 % en 2020 sur la base actuelle, et ne retrouvera pas son niveau d'avant-crise avant 2023 – sans parler d'une nouvelle aggravation possible de la situation pandémique.

Il y a eu des dizaines de millions de chômeurs en Chine en mars, jusqu'à 22 millions de chômeurs aux États-Unis en avril 2020 – et si une très nette diminution de ces chiffres a été annoncée pour les mois suivants, il apparaît que les emplois recréés sont beaucoup plus précaires et à temps partiels qu'avant la crise – et aux États-Unis on estime que le nombre de personnes actuellement dans l'emploi sont 11,5 millions de moins qu'au mois de février. Dans l'Union européenne, on est monté à 7,8 % de chômeurs, avec de très fortes disparités entre le nord et le sud !

Un nouveau piège de la dette est en train de se refermer sur un nombre croissant de pays du Sud dont les difficultés structurelles s'accroissent avec la crise du Covid-19 : une réduction des réserves de change, une forte dégradation des termes de l'échange avec la chute du prix des matières premières accompagnée d'une dépréciation des monnaies de ces pays face au dollar étatsunien. 19 pays du Sud sont déjà en suspension de paiement et 28 sont à haut risque de surendettement. Les pays du G20, le FMI et la Banque mondiale soutiennent infailliblement les créanciers et aggravent davantage l'endettement des pays du Sud avec des financements d'urgence principalement sous forme de prêts, tout en renforçant l'application des politiques libérales d'austérité. Les remboursements seront plus importants dans les années prochaines et leur poids pèsera de plus en plus lourd sur les salariés et les couches populaires. La IV^e Internationale appuie toutes les mobilisations et mouvements de lutte à l'échelle internationale pour l'abolition des dettes illégitimes.

Dégâts de l'offensive des bourgeoisies et de leurs États

Pour les capitalistes et leurs gouvernements, il faut aller au travail et consommer

quoi qu'il en coûte en termes sanitaire et de finances publiques, mais en revanche ils cherchent à limiter au nom de la lutte contre la pandémie, de manière plus ou moins extrême, les autres libertés, se déplacer, se réunir, se divertir, de manière à éviter les dépenses pour tester, tracer, isoler et soutenir.

- Des plans d'aide massive aux entreprises (souvent indépendamment de leur crise réelle) sont édictés, aides au chômage partiel, baisses d'impôt sur la production pérennisées, de la Chine aux États-Unis en passant par les différents pays européens.

À son niveau l'Union européenne a proclamé un plan de relance européen de 750 milliards d'euros sur 3 ans dont un peu plus de la moitié sous forme de dette mutualisée – avec en contrepartie le contrôle sur les politiques nationales les prochaines années (il s'agit en partie d'un effet de propagande car cela représente en fait 1 % des dépenses publiques).

- Les services publics sont toujours plus sous pression, on ne voit pas de réinvestissements massifs dans la santé publique ni dans l'éducation ou d'autres secteurs que la crise sanitaire a mis en très grande difficulté !

- Des politiques toujours plus autoritaires sont mises en œuvre à cette occasion. Après la lutte contre le terrorisme, c'est la lutte contre la pandémie qui justifie les mesures liberticides : la police partout ; les amendes prohibitives pour ceux qui ne respectent pas les quarantaines ou l'obligation du masque – après avoir soufflé le chaud et le froid sur leur efficacité ; des mesures confinement et des couvre-feux qui interdisent la vie sociale.

Ces politiques sont assénées avec une stigmatisation glaçante de la jeunesse et des couches populaires, notamment racisées – qu'il s'agisse de communautés établies de longue date ou d'origine immigrée plus récente – pointées du doigt comme inconscientes et irresponsables, comme s'ils ne voulaient pas se protéger.

- Le droit du travail partout bousculé, la flexibilité imposée au départ au nom d'une conjoncture exceptionnelle sont pérennisés, les fermetures d'entreprises facilitées.

- Les droits syndicaux, associatifs, de manifestation ont été étranglés pendant les confinements et restent limités, souvent soumis à des règles proches d'un état d'urgence.

- Dans le même temps, nous assistons à une répression accrue des migrants, notamment à la frontière sud des États-Unis ou de l'autre côté de la Méditerranée.

Mais les convulsions de cette crise multidimensionnelle contribuent aussi à une concurrence exacerbée entre grandes puissances et entre États : entre les États-Unis et la Chine, entre les États-Unis de Trump et le

reste du monde, à commencer par l'Iran ; avec la Russie de Poutine ; entre la Turquie d'Erdogan et ses voisins, par exemple le contentieux avec la Grèce qui devient brûlant, les puissances européennes comme la France de Macron attisant le conflit. Le régime corrompu d'Azerbaïdjan, qui perdait les moyens financiers de maintenir son despotisme, a lancé l'offensive contre les Arméniens au Karabakh avec le soutien de l'armée de l'air turque et des mercenaires syriens. Il tente ainsi de se donner une légitimité populaire et de reporter toute possibilité de processus démocratique.

Enfin concernant la crise environnementale, si la chute de la production mondiale au printemps a pu avoir un bref effet positif sur le niveau de pollution et d'effet de serre climatique, la tendance lourde à l'accroissement des dégâts environnementaux demeure : les incendies géants de 2020 en Australie, au Brésil et dans toute l'Amazonie, aux États-Unis sont à la fois issus de sécheresses croissantes dues au dérèglement climatique, comme aux gestions néolibérales de la terre, et parfois directement pyromanes, des systèmes d'exploitations agricoles.

Résultat sur le plan sanitaire et social

Concernant les politiques de dépistage du coronavirus et le type de test, les politiques de protection (masques, restrictions d'accès, quarantaines...), les soins et équipements hospitaliers, la recherche de vaccins... c'est l'avalanche de la concurrence et des gabegies libérales, de l'inefficacité bureaucratique, avec des risques de nouveaux confinements traumatisants et de nouvelles crises hospitalières hors contrôle alors que les personnels de santé sont épuisés et souvent particulièrement frappés par le coronavirus.

On a ainsi vu des pays riches (à commencer par les États-Unis) s'avérer beaucoup moins efficaces pour lutter contre l'épidémie que certains pays réputés pauvres (Vietnam, Cuba...).

On a vu aussi les fortes inégalités sociales, d'âge, de race et de genre devant la pandémie : employé·e·s de base des secteurs de la santé, du nettoyage, du transport, souvent très féminisés et racisés ; précaires et travailleurs des activités informelles ne pouvant se permettre le luxe d'arrêter leur travail le plus souvent très exposé aux maladies mais perdant l'essentiel de leurs revenus ; couches populaires souvent racisées, subissant les conséquences des logements surpeuplés et la « *malbouffe* » ; migrants et travailleurs à l'étranger ; paysans, indigènes des

pays du Sud ; personnes de plus de 65 ans fragilisées et plus généralement personnes souffrant de pathologies chroniques. Même si des personnalités publiques, artistes et dirigeants politiques, ont aussi été frappées par Covid-19, le tribut le plus lourd a incontestablement été payé par celles et eux qui sont victimes de la pauvreté et d'oppressions croisées !

Les femmes en particulier, ont concentré les risques et les souffrances dans le poids de leurs tâches professionnelles, familiales et dans la violence machiste que la pandémie et les confinements ont générées et/ou amplifiées.

Face aux catastrophes sociales qu'entraînaient rapidement les arrêts d'activités et les confinements, beaucoup de gouvernements – mais pas tous – ont rompu momentanément avec le dogme de l'austérité budgétaire, et ont distribué des allocations sociales de base : là aussi, de la Chine aux États-Unis en passant par différents pays européens. Ces allocations de quelques centaines d'euros, versées en une fois ou mensuellement, ont servi d'amortisseur social minimal, et ont même pu contribuer à faire un peu monter dans certains secteurs populaires la cote des dirigeants politiques, comme pour Bolsonaro au Brésil.

Cependant, ces politiques de nouveaux filets sociaux sont conjoncturelles et ne correspondent manifestement pas à un tournant néokeynésien de secteurs significatifs de la bourgeoisie. L'explosion des dettes publiques aura des conséquences durables et graves car elle servira de prétexte à l'approfondissement des contre-réformes structurelles visant les contrats de travail, les droits syndicaux et les systèmes de sécurité sociale. Les gouvernements remboursent rubis sur l'ongle les dettes publiques et se préparent à présenter la facture libérale (en particulier dans ce qui reste des services publics) en réaffirmant les discours de compétitivité. Nulle part des gouvernements ne mettent à contribution les hauts revenus et les grosses fortunes qui ont au contraire augmenté leur patrimoine. Nulle part on n'assiste à des nationalisations d'entreprises pharmaceutiques alors que les besoins sont criants.

Les effets de la fracture numérique ont été intensifiés pendant la pandémie :

- l'accès à l'enseignement en ligne – les luttes des enseignants de tous les niveaux pour l'enseignement en ligne afin de réduire les risques d'un enseignement en face-à-face dans des établissements scolaires non adaptés à la distanciation physique et le respect des mesures barrières ont remporté quelques victoires ; elles doivent s'accompa-

gnier de la lutte pour les enseignants en ce qui concerne l'accès à l'internet, aux appareils et aux espaces de travail ;

- l'accès aux services du gouvernement et des autorités locales se fait de plus en plus par le biais d'internet uniquement ;

- les achats sur internet ont augmenté massivement, laissant ceux qui n'ont pas les outils nécessaires pour y accéder (internet, carte de crédit) en difficulté et augmentant l'exploitation de ceux qui travaillent dans la distribution (Amazon par exemple, ou le service postal).

Résultat sur le plan politique et sur le plan des luttes

La légitimité des pouvoirs politiques et de la logique dominante du profit est toujours plus fortement érodée dans ce contexte général, elle est apparue en échec pour faire face à une telle catastrophe. Les travailleurs et surtout travailleuses « *d'en bas* », de « *première ligne* » ont été symboliquement revalorisés et s... mais sans lendemain concret ! Avec les peurs combinées de la maladie, du chômage et de la répression, le chemin de la lutte est, pour beaucoup, très difficile pour l'instant ! Les résistances ne parviennent pas à se massifier et s'enchaîner par rapport aux lueurs d'espoir de juin.

Dans de nombreux pays (sinon la plupart), les principaux syndicats se sont complètement planqués dans la crise pandémique. Non seulement ils sont devenus encore plus prudents et évitant tout conflit, mais souvent ils n'ont même pas leur mot à dire sur la politique de crise de la classe dirigeante. Néanmoins ils jouent toujours un rôle important dans la lutte quotidienne de défense de la classe ouvrière. Par conséquent, à l'avenir, il sera important dans de nombreux pays – et encore plus qu'auparavant – de s'engager dans une politique de lutte des classes dans les syndicats, et de généraliser les initiatives limitées qui sont prises par des syndicats ou des courants plus combattifs.

Beaucoup de mouvements socio-politiques bouillonnants ou latents d'avant la pandémie ont été étouffés sous l'intensification des répressions menées à Hong Kong, en Algérie, en Égypte. Des mouvements sociaux et démocratiques ont aussi été suspendus sous l'épidémie au Chili, en Irak, en France, en Catalogne... Des rebonds rapides sont-ils envisageables dans ces pays ?

Il faudrait analyser plus finement ce que sont devenues les structurations par en bas à partir de la solidarité populaire créées pendant la pandémie, qui pouvaient être mises

en valeur dans plusieurs pays.

Heureusement plusieurs mouvements de masse se sont affirmés depuis la fin du printemps, sur des bases différentes mais avec un fond commun de lutte pour la démocratie et contre le fonctionnement concurrentiel de la société :

- Le mouvement contre le racisme et les violences policières parti des États-Unis reste marquant – en Europe, aussi en solidarité avec les migrants sur une base plus limitée mais essentielle (comme les récentes manifestations en Allemagne) ;

- Le rebond de la révolte au Liban contre la corruption du régime confessionnel, à partir de l'explosion dans le port de Beyrouth ;

- Le soulèvement au Mali ;

- Le soulèvement en Biélorussie contre le pouvoir de Loukachenko et ses élections sans cesse truquées ;

- Le soulèvement de la jeunesse thaïlandaise contre la royauté déconsidérée ;

- L'élection au premier tour du MAS en Bolivie, résultat d'une mobilisation de masse ;

- La révolte populaire au Chili a imposé un référendum le 25 octobre sur la Constitution datant de la dictature de Pinochet – son rejet serait une victoire significative.

Il reste à voir quels rebonds pourront avoir lieu, en intégrant les leçons de la pandémie, pour les mouvements contre le dérèglement climatique et contre les pollutions massives, et plus généralement pour les luttes écologiques ? Quel rebond pour les mouvements féministes qui se sont affirmés à l'avant-garde des luttes ces dernières années ?

Le potentiel de luttes et de soulèvements est toujours là contre un ordre dominant qui, confronté à une crise du profit et à une délégitimation croissante, cherche à se renforcer par un autoritarisme généralisé mais avec certains dirigeants parfois très aventuristes, même du point de vue de la bourgeoisie. Mais ce potentiel a du mal à s'exprimer jusqu'à présent avec la peur que suscite la pandémie et la confusion des mesures pour la faire reculer. Il n'a pas été possible jusqu'à présent de changer le rapport de force, et de rendre plus crédible une alternative face au capitalisme.

Dans cette situation, les idéologies les plus réactionnaires et autocratiques, conspirationnistes, racistes s'affirment du côté de l'extrême droite, se structurent et, pour attaquer les opprimés et exploités en lutte, trouvent des relais voire des chefs d'orchestre auprès de dirigeants politiques qui accèdent ou s'accrochent au pouvoir, comme Trump, Poutine, Bolsonaro, Xi Jinping, Modi, Duterte, Rohani, Nethanyahou, Erdogan, Orban, Kaczynski... alors même que les diri-

geants plus « *présentables* » ne peuvent que les encourager en conduisant eux-mêmes des attaques souvent inédites dans leur pays depuis des décennies contre les principes démocratiques.

Les élections du 3 novembre aux États-Unis seront un événement décisif : si elles devaient déboucher sur une réélection (probablement illégitime) de Trump, elles pourraient rendre la situation encore plus tendue, avec une polarisation où la droite extrême approfondira son avantage et les risques de révolte de masse augmenteraient. D'autre part, si Trump était évincé, un important maillon de la chaîne de l'extrême droite et des gouvernements autoritaires serait supprimé et, sans se faire d'illusions sur ce que représente ou prétend Biden, cela représenterait une bouffée d'air frais pour les exploités et opprimés en lutte dans le monde entier.

Conclusion

Le mouvement ouvrier, les mouvements sociaux et nous-mêmes sommes désarmés, écartelés entre d'un côté la nécessité de prendre soin de la santé, de se protéger de la pandémie et de l'autre de s'opposer aux mesures de restriction des libertés imposées par des gouvernements qui ont détruit les protections sociales et les systèmes de santé publiques.

Les tâches des révolutionnaires et des militants anticapitalistes sont très importantes ! Nous devons aider à forger et à renforcer des fronts uniques d'exploités et d'opprimés contre les gouvernements autoritaires et les programmes ultralibéraux.

Dans la situation d'urgence que nous vivons, il s'agit partout de rendre incontournables un réinvestissement massif dans des services publics d'accès gratuit, à commencer par les systèmes de santé, il s'agit de relancer massivement des programmes d'aide sociale et de logement financés par la taxation des riches, des bénéfices et le blocage des dividendes. Il s'agit de socialiser les industries pharmaceutiques et autres industries d'intérêt général comme l'énergie, le système bancaire, la distribution de l'eau. Il s'agit de reconverter le système de production pour satisfaire les immenses besoins sociaux plutôt que les industries mortifères de l'armement, de la chimie polluante, du luxe etc. Il s'agit de réorienter l'agriculture vers des systèmes durables de travail du sol et des ressources naturelles. Il s'agit de cesser les politiques discriminatoires, d'ouvrir les frontières pour protéger les populations en danger et mettre en commun les échanges humains plutôt que de les placer en concurrence et susciter les guerres !

Nous devons donner une place centrale

à l'auto-organisation de la population et des soignants. Les mesures les plus efficaces pour lutter contre la pandémie sont celles qui seront les mieux acceptées parce qu'elles seront définies par les populations elles-mêmes en relation avec les soignants. Il s'agit de reprendre le pouvoir sur nos vies.

Sur ce chemin, dans les luttes, dans la

résistance contre le capitalisme destructeur, pour la démocratie et pour une politique économique alternative et durable, se trouve la possibilité de changer les rapports de forces nationaux qui sont défavorables aujourd'hui, et de rendre plus concrète une alternative écosocialiste pour l'humanité. ■

Le 19 octobre 2020

La défaite de Trump brise l'élan international de la droite autoritaire

Déclaration du Bureau exécutif de la IV^e Internationale

● Les élections américaines ont sonné la défaite pour le projet de Trump. Biden a obtenu 80 millions de voix et 306 sièges au collège électoral, soit une avance de plus de 70 sièges en opposition à Trump. Malgré les difficultés imposées par la pandémie, ces élections enregistrent la plus forte participation depuis 1908. Cette large marge a rendu très difficile pour Trump de continuer à contester le résultat et a ouvert la voie à l'accession de Biden. Nous nous félicitons de la défaite de Trump, qui représente un affaiblissement des forces les plus réactionnaires et autoritaires de la planète.

● Pendant trois semaines, Trump a continué à ne pas reconnaître la défaite et à porter de fausses accusations de fraude. Mais en l'absence de tout plan et de toute organisation, c'était une bataille perdue d'avance pour renverser la procédure électorale. Il a perdu tout soutien, même au sein du parti républicain, et a été forcé d'accepter à demi-mots la victoire de Biden. Cependant, les théories conspirationnistes et la mise en cause de la procédure électorale qu'il continue à répandre ont un grand écho parmi ses électeurs, et contribueront certainement à dégrader davantage la démocratie déjà faible des États-Unis.

● Cela s'inscrit dans une tendance plus large qui voit des idéologies autoritaires, antiscientifiques et conspirationnistes se répandre rapidement dans de nombreux pays. Ces

idées qui reflètent le désespoir de la situation et la méfiance à l'égard des institutions établies, sont animées et manipulées par les forces de l'extrême droite. En l'absence de mobilisations de masse et de victoires menées par des forces progressistes, ce type d'idées pourrait continuer à se répandre. Il nous appartient de tenter d'isoler ces courants, de les combattre et de les dénoncer par tous les moyens, car ils ouvrent la voie à l'autoritarisme le plus extrême.

● Dans ce contexte, la défaite de Trump est sans aucun doute une bouffée d'air frais, un événement qui brise l'élan de l'autoritarisme qui se répand dans le monde entier en Pologne, en Hongrie, en Turquie, en Inde, aux Philippines et au Brésil, vers l'élimination des plus puissants de ces nouveaux dirigeants autoritaires.

● La nouvelle administration Biden représente le business as usual de la démocratie américaine, où le gouvernement, qu'il soit républicain ou démocrate, sert les intérêts des grandes entreprises et de l'impérialisme américain. Les premières nominations de son gouvernement montrent qu'il n'a pas l'intention de changer de cap, et qu'il continuera à isoler et à prendre ses distances avec les éléments de gauche émergents au sein du parti démocrate. En même temps, les luttes sociales aux États-Unis se poursuivent : les infirmières, les enseignants et des travailleurs essentiels des transports, de la distribution

alimentaire et d'autres secteurs mènent des grèves, des manifestations et des actions pour protéger leur santé pendant la pandémie qui se propage maintenant de manière incontrôlée dans tout le pays. Les Noirs et les Latinos, presque toujours soutenus désormais par des Blancs et des Asiatiques, continuent de protester contre la violence policière raciste que subissent toujours leurs communautés. Les énormes manifestations antiracistes ont impliqué environ vingt millions de personnes et ont fortement touché l'opinion publique, tout en suscitant un mouvement international.



- Dans d'autres parties du globe, les mouvements sociaux de masse et certaines victoires nous donnent également des raisons d'espérer que, malgré les revers et la répression, des mouvements populaires défensifs et revendicatifs continueront à voir le jour. Nous avons vu la victoire du MAS en Bolivie, qui a réussi à renverser un coup d'État soutenu par les États-Unis grâce à un soutien et une mobilisation populaires massifs. Au Chili, le mouvement populaire a réussi à renverser la Constitution de Pinochet, ouvrant ainsi la voie à des changements plus profonds dans la société grâce à la mobilisation de masse. En Pologne, un mouvement de masse sans précédent mené par les femmes remet en question l'hégémonie réactionnaire du pays. Au Brésil, la gauche a réussi une percée historique lors des élections municipales. En Thaïlande, au Bélarus et à Hong Kong, nous assistons à des mobilisations de masse, qui montrent que la population est prête à s'organiser et à lutter pour un avenir meilleur, malgré les difficultés, les obstacles et la répression de l'État.

- Malgré tout cela, la situation générale reste très difficile pour les classes populaires et les luttes d'émancipation. La deuxième vague de la pandémie frappe durement dans le monde entier, augmentant le nombre de décès et de personnes nécessitant des soins intensifs. Les mesures imposées pour tenter d'arrêter la propagation du virus sont d'autant moins acceptées par les populations qu'elles sont considérées comme la conséquence de la mauvaise gestion des gouvernements qui n'ont rien fait pour étendre et renforcer les services de santé publique lors de la première vague de la pandémie.

- Le confinement total ou partiel a également des effets profonds sur l'économie, les pires projections devenant les scénarios les plus probables. Le coût de cette crise va être payé par les classes populaires avec une

aggravation de leurs conditions sociales et économiques. Comme nous l'avons déjà dénoncé, les plus touchés seront celles et ceux qui sont déjà victimes de l'injustice sociale et économique, à savoir les communautés noires et ethniques, les migrants, les femmes et les LGBT.

- En outre, les gouvernements utilisent les mesures de confinement et les couvre-feux pour limiter et restreindre les libertés démocratiques, ce qui rend l'organisation et la mobilisation plus difficiles. Néanmoins, même là où il n'y a pas de mouvements de masse comme au Chili ou en Thaïlande, il y a des luttes localisées sur les lieux de travail, dans les quartiers et les communautés qui montrent également le rejet de ces politiques de confinement répressives, ces politiques qui tentent de compenser les échecs des gouvernements à planifier la deuxième vague prévue et prévisible et favorisent de plus en plus clairement les grandes entreprises, même si certains secteurs (notamment l'hôtellerie et les voyages touristiques de masse) ont été sacrifiés dans une certaine mesure. Là où les dépenses publiques ont été stimulées, c'est par une explosion de la dette publique qui aggrave le problème actuel et qui, en fin de compte, fait supporter tous les coûts à la classe ouvrière.

- Les féministes ont continué à s'organiser, en particulier, mais pas seulement, sur la question des violences faites aux femmes. L'augmentation de la violence domestique pendant les périodes d'enfermement a été évidente et a poussé certains gouvernements à mettre en place des programmes permettant aux femmes de dénoncer les incidents et de quitter un foyer partagé avec un partenaire violent. Ces mesures, comme les autres mesures de lutte contre la pandémie, sont insuffisantes et trop éphémères.

- L'un des secteurs qui concentre les contradictions est celui de l'éducation : il y a d'abord les risques de contamination en rassemblant différentes générations dans des conditions où les mesures de distance et de barrière

physiques sont difficiles à mettre en œuvre. C'est aussi le droit pour les jeunes à une éducation décente alors que l'enseignement en ligne est une réponse insuffisante puisque les dispositifs, un accès internet fiable, des conditions de travail appropriées ne peuvent être garantis. Et le droit pour les enseignants de travailler dans des conditions sûres et en leur fournissant les ressources techniques adéquates pour l'enseignement en ligne. Les gouvernements se servent de l'inquiétude populaire

concernant le droit à l'éducation et l'avenir des jeunes pour maintenir les établissements d'enseignement ouverts malgré le danger réel que cela peut représenter dans la propagation du Covid-19.

- Le mouvement contre le changement climatique a continué à s'organiser, en utilisant des réunions virtuelles. Très vivant dans sa radicalité et sa diversité, il est bien placé pour demander des comptes à M. Biden quant à sa promesse que les États-Unis rejoindront la COP sous sa présidence. La lutte pour la justice climatique, pour la fin des émissions de carbone et pour une transformation profonde de notre système énergétique et de production, doit revenir au premier plan pour gagner une véritable alternative au système capitaliste et extractiviste.

- La question de la démocratie est placée au premier plan dans de nombreuses luttes actuelles, qui réclament le droit de décider, contre la montée de l'autoritarisme et contre la déconnexion des classes politiques et néolibérales de la souffrance des classes populaires. Nous travaillons à développer ces luttes en poussant à l'auto-organisation et à l'autodétermination.

- Nous soutenons et luttons avec enthousiasme pour la victoire des luttes et des mouvements, qu'ils soient locaux ou à un niveau plus large, et nous cherchons constamment à montrer leur convergence objective. Nous dénonçons l'échec de tous les gouvernements capitalistes à répondre de manière adéquate à la pandémie, leur recours croissant aux théories complotistes, à l'idéologie réactionnaire et à l'autoritarisme. Il est donc urgent de lutter pour des mesures structurelles anticapitalistes (expropriation des banques, big pharma, énergie...) et pour une taxation exceptionnelle des riches et des grandes entreprises : pour une alternative globale basée sur la justice sociale, économique, de genre et écologique. ■

30 novembre 2020

**Marx réédité...
toujours actuel !**

Deux écrits de Marx et Engels, appartenant « à la catégorie des écrits "oubliés", sinon "maudits" » – Remarques critiques sur l'article « Le roi de Prusse et la réforme sociale par un Prussien » (août 1844) et Adresse du Comité central à la Ligue des Communistes (mars 1850) – viennent d'être publiés en français. S'il s'agit de textes de circonstance, sur la tactique dans la révolution en Allemagne, « leur signification va bien au-delà de la conjoncture historique », écrit Michael Löwy dans sa présentation.

Dans le premier, Marx polémique avec un libéral prussien anonyme, insistant sur « la supériorité de la révolution sociale sur la révolution purement politique », présentant « une analyse de la dynamique de la lutte des classes » et indiquant la contradiction entre l'« énergie révolutionnaire des masses populaires » et les « tergiversations et finalement [la] capitulation de la bourgeoisie libérale » – ce que la révolution allemande de 1848 allait confirmer « au moins en partie », et plus encore celle de 1917 en Russie. Michael Löwy y voit aussi une « annonce » de « certains des thèmes de la théorie de la révolution permanente ».

Dans le soulèvement des tisserands silésiens de Langenbielau (aujourd'hui Bielawa) et Peterswaldau (Pieszyce) de juin 1844, Marx voyait « le prolétariat [qui] clame immédiatement, de façon brutale et tranchante, son opposition à la société de la propriété privée », et il insistait sur le fait que les tisserands n'ont « pas seulement détruit les machines, ces rivaux de l'ouvrier, mais encore les livres de commerce, les titres de propriété » et que « ce mouvement s'est tourné également contre le banquier – l'ennemi caché ». Il en tire la conclusion que « quand bien même elle ne se produirait que dans un seul district industriel, une révolution sociale se place au point de vue de la totalité, parce qu'elle est une protestation de l'homme contre la vie déshumanisée, parce qu'elle part du point de vue de chaque individu réel, parce que l'être collectif dont l'individu s'efforce de ne plus être isolé est le véritable être collectif de l'homme, l'être humain. » Ce que Marx oppose à « l'âme politique d'une révolution [qui] consiste dans la tendance des classes sans influence politique de supprimer leur isolement vis-à-vis de l'être de l'État et



du pouvoir ». Et il conclut : « La révolution en général – le renversement du pouvoir existant et la dissolution des anciens rapports – est un acte politique. Mais, sans révolution, le socialisme ne peut se réaliser. Il a besoin de cet acte politique, dans la mesure où il a besoin de destruction et de dissolution. Mais là où commence son activité organisatrice, et où émergent son but propre, son âme, le socialisme rejette son enveloppe politique. »

On peut y lire également une analyse qui – bien que presque bicentenaire – caractérise parfaitement l'actualité du Covid-19 : « tous les États cherchent dans des déficiences accidentelles ou intentionnelles de l'administration la cause, et par suite, dans des mesures administratives, le remède à tous leurs maux. Pourquoi ? Précisément parce que l'administration est l'activité organisatrice de l'État. » Et aussi : « Bien plus, vis-à-vis des conséquences qui découlent de la nature non sociale de cette vie civile, de cette propriété privée, de ce commerce, de cette industrie, de ce pillage réciproque des différentes sphères civiles, vis-à-vis de ces conséquences, c'est l'impuissance qui est la loi naturelle de l'administration. »

Quant à l'Adresse, Michael Löwy considère qu'elle « contient la formulation la plus explicite et cohérente, dans l'œuvre de Marx et Engels, de l'idée de révolution permanente (...), d'une articulation dialectique des tâches historiques de la révolution démocratique et de la révolution prolétarienne, dans un seul processus historique ininterrompu. »

Marx et Engels écrivaient en effet : « Tandis que les petits bourgeois démocratiques veulent terminer la révolution au plus vite et

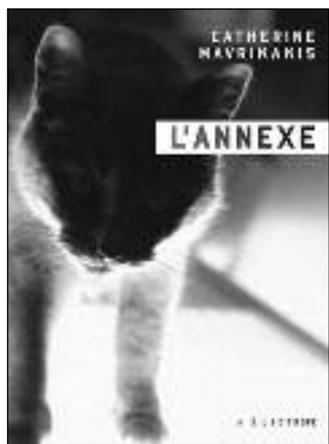
après avoir tout au plus réalisé les revendications ci-dessus, il est de notre intérêt et de notre devoir de rendre la révolution permanente, jusqu'à ce que toutes les classes plus ou moins possédantes aient été écartées du pouvoir, que le prolétariat ait conquis le pouvoir et que non seulement dans un pays, mais dans tous les pays régnants du monde l'association des prolétaires ait fait assez de progrès pour faire cesser dans ces pays la concurrence des prolétaires et concentrer dans leurs mains au moins les forces productives décisives. »

Insistant sur la nécessité absolue d'une organisation ouvrière indépendante, ils expliquaient qu'il « va de soi qu'au début du mouvement les ouvriers ne peuvent encore proposer des mesures directement communistes. Mais ils (...) doivent pousser à l'extrême les propositions des démocrates qui, en tout cas, ne se montreront pas révolutionnaires, mais simplement réformistes, et transformer ces propositions en attaques directes contre la propriété privée. » Plusieurs dizaines d'années plus tard on parlera des « revendications transitoires ».

Des écrits anciens, toujours très actuels. À lire absolument !

J. M.

* Karl Marx, *De l'insurrection – La lutte des classes en Allemagne*, textes réunis et présentés par Michael Löwy, éditions le Retrait, Orange 2020, 12,00 €



**Pouvait-il être mon
prisonnier, bien que
je fusse sa captive ?**

Cela aurait pu être simplement un jeu littéraire. Mais Catherine Mavrikakis assume la complexité induite par le choix de cette *Annexe* en référence à Anne Frank. D'un côté celles et ceux qui

se réinventent un court moment « en fugitifs juifs entassés dans un placard », de l'autre des exfiltrées du côté de l'espionnage. L'autrice construit un cadre entre réalité et mémoire, entre victimes de la barbarie nazie et espion-e tueur. Il y a bien des effluves de sang dans cette brillante variation littéraire. Des traces et des effacements aussi. L'effacement des gestes et des historiques du personnage féminin Anna, dont la vie en clandestinité et les activités d'élimination impliquent de ne pas laisser construire un profil psychologique repérable, à l'exception de fait de cette « appartenance perdue ou à découvrir » dans ces instants répétés dans l'Annexe d'Amsterdam. Des mots justes pour dire l'enfermement : « On ne peut décidément pas imaginer avec l'air frais combien l'atmosphère demeurait étouffante là-haut ».

Une espionne tueuse, « La vie et le métier m'ont bien éduquée... J'ai appris à ne jamais me fier aux signes, à ne caresser aucun espoir, à ne jamais lire le monde pour y reconnaître un indice, une marque, un geste en ma faveur. La vie se fiche de moi. Elle n'a rien à me dire ». L'autrice jouera des décalages de ce constat de nature professionnelle. Au monde des faits et de la froideur exécutrice, elle opposera les subtiles constructions et variations de mots et de phrases.

Au temps de l'enfermement, comment ne pas jongler avec la Recherche du temps perdu jusque dans la scène du bal, ne pas manier les ambiguïtés du Baiser de la femme-araignée ?

Des hommes et des femmes et leurs surnoms, l'invasion imaginative de personnages romanesques, dans une ambiance pleine de doutes ou d'accusations, une insolite communauté...

« La vérité que révèle la mortalité », un empoisonnement, la bouillie informe des mots dans la bouche, le Sig Sauer P228 et l'œil visé... l'épilogue : « Le reste, tout le reste, est littérature ».

Didier Epsztajn

* Catherine Mavrikakis, *L'annexe*, Sabine Wespieser Éditeur, Paris 2020, 20,00 €

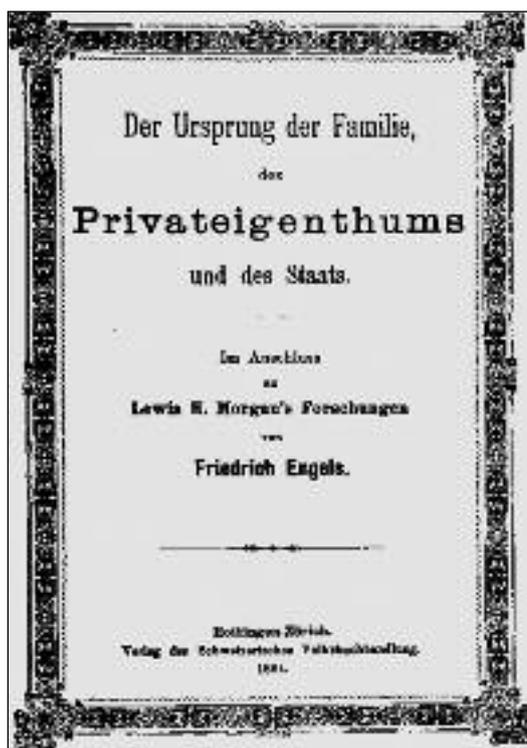
Friedrich Engels et le communisme primitif

Par
Michael Löwy*

En novembre 2020, les socialistes du monde entier célèbrent le bicentenaire de la naissance de Friedrich Engels. Considérer Engels comme un simple vulgarisateur des idées de Marx, c'est une erreur souvent répétée. Non seulement il a contribué, avec Marx en 1844-1848, à la formation d'une nouvelle vision du monde – la philosophie de la praxis ou le matérialisme historique – mais il a développé une analyse et une argumentation sur des sujets que Marx ne voulait ou ne pouvait pas étudier.

L'un d'entre eux est la question du communisme primitif – qui n'est pas absente chez Marx, notamment dans ses *Cahiers d'ethnographie* non publiés, mais est beaucoup plus développée dans le livre d'Engels *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État* (1884).

À partir des travaux de l'anthropologue américain Lewis H. Morgan (1) sur la gens (société gentile) préhistorique, Engels étudiera, avec beaucoup d'intérêt et même d'enthousiasme, cette forme primitive de société sans classes, sans propriété privée et sans État. Un passage de *L'Origine de la famille* illustre cette sympathie : « *quelle admirable constitution que cette organisation gentile ! Sans soldats, gendarmes ni policiers, sans noblesse, sans rois ni gouverneurs, sans préfets ni juges, sans prisons (...)* Tous sont égaux et libres – y compris les femmes. (...) *Mais elle fut brisée par des influences qui nous apparaissent de prime abord comme une dégradation, comme une chute originelle du haut de la candeur et de la moralité de la vieille société gentile. Ce sont les plus vils intérêts – rapacité vulgaire, brutal appétit de jouissance, avarice sordide,*



pillage égoïste de la propriété commune – qui inaugurent la nouvelle société civilisée, la société de classes. » (2)

Cette analyse par Engels du commu-

nisme primitif – un autre terme pour ce que les anthropologues ont appelé la « *société gentile* » (de *gens*, communauté tribale, clanique ou familiale) – a plusieurs implications méthodologiques importantes pour la conception matérialiste de l'histoire :

❶ Elle délégitime la tentative de l'idéologie bourgeoise de « *naturaliser* » l'inégalité sociale, la propriété privée et l'État en tant que caractéristiques essentielles de toutes les sociétés humaines. Le communisme primitif révèle que ces institutions sociales sont des produits historiques. Elles n'ont pas existé pendant les milliers d'années de la préhistoire et elles pourraient cesser d'exister à l'avenir.

Il en va de même pour le patriarcat. Engels utilise, à la suite de Morgan et d'autres anthropologues de l'époque (Bachofen), le concept de « *droit maternel* » pour définir le communisme primitif. C'est un terme discutable, qui a provoqué de nombreuses controverses parmi les historiens, les anthropologues et/ou les théoriciens du féminisme jusqu'à

* Michael Löwy, militant de la IV^e Internationale, est sociologue et philosophe écosocialiste. Né en 1938 à São Paulo (Brésil), il vit à Paris depuis 1969. Directeur de recherche (émérite) au CNRS et enseignant à l'École des hautes études en sciences sociales, il est l'auteur de très nombreux livres parus en vingt-neuf langues. Rappelons les plus récents : *Écosocialisme – l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste*, Paris 2011, Mille et une nuits (nouvelle édition augmentée : Paris 2020, Le temps des cerises) ; *La Cage d'acier : Max Weber et le marxisme wébérien*, Paris 2013, Stock ; *Affinités révolutionnaires : Nos étoiles rouges et noires* (en collaboration avec Olivier Besancenot), Paris 2014, Mille et une nuits ; *Le Sacré fictif – Sociologie et religion : approches littéraires*, Paris 2017,

Éditions de l'éclat (avec Erwan Dianteill) ; *Rosa Luxemburg, L'étincelle incendiaire*, Paris 2018, Le temps des cerises ; *La Lutte des dieux – Christianisme de la libération et politique en Amérique latine*, Paris 2019, Van Dieren Éditeur.

1. Lewis Henry Morgan, *Ancient Society, or Researches in the Line of Human Progress from Savagery, through Barbarism to Civilization*, Macmillan and Co, Londres 1877. Lewis Henry Morgan (1818-1881) fut le premier anthropologue à mettre en place une étude des systèmes de la parenté, qui est un domaine élémentaire de l'anthropologie sociale et culturelle contemporaine. Il vécut parmi les Indiens iroquois et observa leur vie sociale et culturelle, faisant de sa propre expérience le matériau brut de sa réflexion. Dans l'édition anglaise de 1888 du

Manifeste communiste, Engels ajoute une note qui limite la portée du principe selon lequel « *l'histoire de toute société connue jusqu'ici a été l'histoire d'une lutte de classes* ». Cela n'est vrai, écrit-il, « *que de l'histoire écrite* ». Car « *finalement, grâce à la découverte décisive de Morgan, qui a révélé la nature véritable de la gens et sa place dans la peuplade, la structure intérieure de cette société communiste primitive a été mise à nu dans sa forme typique. Avec la dissolution de ces communautés primitives, la société commence à se diviser en classes distinctes, et finalement antagonistes.* »
2. F. Engels, *L'Origine de la famille, de la propriété privée et de l'État*, 3. La gens iroquoise, <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1884/00/fe18840000i.htm>

Friedrich Engels (1820-1895)

aujourd'hui. Je pense que le plus important est ce que dit Engels dans le passage que nous citons : dans ces sociétés primitives, il y avait un degré élevé d'égalité entre les hommes et les femmes. Il s'agit ici aussi de démystifier le patriarcat auto-proclamé comme une structure intemporelle, commune à toutes les formations sociales.

② Elle rompt avec la vision bourgeoise – mais partagée par une grande partie de la gauche – de l'histoire comme un progrès linéaire, une avancée continue des « lumières », de la civilisation, de la liberté et/ou des forces productives. Engels propose, à la place de cette doctrine conformiste, une vision dialectique du processus historique : à bien des égards, la civilisation représentait un progrès, mais à d'autres, elle constituait une régression sociale et morale par rapport à ce qui était le communisme primitif.

③ Elle suggère l'existence, au cours de l'histoire humaine, d'une dialectique entre passé et futur. Le communisme moderne n'est évidemment pas un retour au passé primitif, mais il reprend, sous une forme nouvelle, des aspects de cette première forme de société sans classes : absence de propriété privée, de la domination de l'État, du pouvoir patriarcal.

Il est important de noter que dans l'Origine de la famille Engels ne se réfère pas seulement au passé préhistorique. Comme Morgan, il note que, même à son époque, il y avait encore des communautés indigènes avec ce genre d'organisation sociale égalitaire. Il s'enthousiasma, par exemple, pour la Confédération des Iroquois, une alliance de nations, indigène à l'Amérique du Nord : le communisme primitif est présent aussi au XIX^e siècle.

Ces idées d'Engels ont été reprises par certains des meilleurs penseurs marxistes du XX^e siècle. Par exemple, Rosa Luxemburg, dans son livre (posthume) *Introduction à la critique de l'économie politique*, consacre près de la moitié de son travail au communisme primitif. Elle considère la lutte pour défendre ces formes sociales communautaires contre l'imposition brutale de la propriété privée capitaliste comme l'une des raisons de la résistance au colonialisme des peuples de la périphérie. Selon Luxemburg, le communisme primitif est présent sur tous les continents ; dans le cas de l'Amérique lati-



ne, elle constate la persistance, jusqu'au XIX^e siècle, de ce qu'elle appelle le « *communisme inca* ».

Sans connaître ce livre de Rosa Luxemburg (il ne lisait pas l'allemand), José Carlos Mariategui, le fondateur du marxisme latino-américain, utilise exactement le même terme, « *communisme inca* », pour décrire les communautés indigènes (*ayllus*) à la base de la société inca avant la colonisation hispanique. Pour lui, ces traditions communautaires indigènes se sont maintenues jusqu'au XX^e siècle et peuvent constituer l'une des principales bases sociales – avec le prolétariat urbain – pour le développement du mouvement communiste moderne dans les pays andins.

Aujourd'hui, au XXI^e siècle, face à la crise écologique qui menace la vie humaine sur cette planète, un autre aspect – mentionné mais peu étudié par Engels – doit être pris en compte. Le « *communis-*

me primitif » était un mode de vie en harmonie authentique avec la nature, et même aujourd'hui les communautés indigènes se caractérisent par un profond respect pour la « *Terre Mère* ».

Ce n'est donc pas un hasard s'ils se trouvent, du nord au sud du continent américain, à la pointe de la résistance à la destruction des forêts et à l'empoisonnement des rivières et des terres par les multinationales pétrolières, les oléoducs et les exportateurs d'agroalimentaire. Berta Cáceres, la militante indigène de premier plan assassinée au Honduras, symbolise cette lutte tenace, qui au Brésil se concentre sur la lutte des indigènes pour sauver l'Amazonie de la destruction des rois du bétail et du soja – soutenus de manière éhontée par le gouvernement néofasciste et écocide de Jair Bolsonaro.

L'anthropocène et la Dialectique de la nature d'Engels

Par
John Bellamy Foster*

Dans le chapitre « *Le rôle du travail dans la transformation du singe en homme* » de sa *Dialectique de la nature*, Friedrich Engels écrivait : « *Chaque phénomène réagit sur l'autre et inversement* » (1). Aujourd'hui, deux cents ans après sa naissance, Engels peut être vu comme un des fondateurs de la pensée écologique de notre temps. Si la théorie de Karl Marx de la fracture métabolique est aujourd'hui au cœur de l'écologie historico-matérialiste, il n'en reste pas moins vrai que les contributions d'Engels à notre compréhension du problème écologique global restent indispensables, enracinées dans ses propres enquêtes approfondies sur le métabolisme universel de la nature, qui ont renforcé et élargi l'analyse de Marx. Comme Paul Blackledge l'a déclaré dans une étude récente de la pensée d'Engels, sa conception d'une dialectique de la nature permet de comprendre les crises écologiques comme étant enracinées dans « *la nature aliénée des relations sociales capitalistes* ». (2) Par son caractère exhaustif et global, le travail d'Engels sur la dialectique de la nature et de la société peut aider à clarifier les défis majeurs auxquels l'humanité est confrontée à l'époque de l'anthropocène et de l'actuelle crise écologique planétaire.

La course à la ruine

On peut se faire une idée de l'importance contemporaine de la critique écologique d'Engels en commençant par la célèbre formule de Walter Benjamin de 1940, souvent citée par les écosocialistes, dans ses *Paralipomènes et variantes de "Sur le concept d'histoire"* : « *Marx avait dit que les révolutions sont la locomotive de l'histoire mondiale. Mais il se peut que les choses se présentent tout autrement. Il se peut que les révolutions soient l'acte, par l'humanité qui voyage dans ce train, de tirer les freins d'urgence* ». Dans l'interprétation bien connue de Michael Löwy « *l'image suggère que si l'humanité permet au train de suivre son*

chemin – déjà tracé par la structure d'acier des rails – et que rien ne retient sa progression, nous nous précipiterons directement dans le désastre, ou dans l'abîme ». (3)

L'image dramatique de Benjamin d'une locomotive à la dérive et, par conséquent, de la nécessité de concevoir la révolution comme l'emploi d'un frein de secours, rappelle un passage similaire dans *Anti-Dühring* d'Engels, écrit à la fin des années 1870, un ouvrage que Benjamin, comme tous les socialistes à son époque, connaissait bien. Engels y indique que la classe capitaliste est une « *classe sous la conduite de laquelle la société court à sa ruine, comme une locomotive dont le mécanicien n'a pas assez de force pour ouvrir la soupape de sûreté bloquée* ». C'était précisément l'incapacité du capital à contrôler « *les forces productives engendrées par le mode de production capitaliste moderne* », y compris leurs effets destructeurs imposés à son environnement naturel et social, qui « *poussent, comme sous l'effet d'une nécessité naturelle, toute la société bourgeoise au-devant de*



la ruine ou de la révolution ». Par conséquent, « *si l'on ne veut pas voir toute la société moderne périr* », Engels préconisait un nécessaire « *bouleversement du mode de production et de répartition* » (4).

La métaphore d'Engels diffère légèrement de celle de Benjamin, avec l'objectif d'ouvrir la soupape de sécurité afin d'éviter une explosion de la chaudière – une cause assez courante d'accidents de train du milieu à la fin du XIX^e siècle (5). Si le système peut

* John Bellamy Foster, professeur de sociologie à l'Université d'Oregon, est rédacteur en chef de la *Monthly Review*. En français on peut lire son livre *Marx écologiste*, éditions Amsterdam, Paris 2011. Cet article a été d'abord publié dans la *Monthly Review* vol. 72 n° 6 de novembre 2020, <https://monthlyreview.org/2020/11/01/engels-dialectics-of-nature-in-the-anthropocene/> (Traduit de l'anglais par JM).

1. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, p. 140 (https://www.marxists.org/francais/engels/works/1883/00/engels_dialectique_nature.pdf) *Dialectique de la nature* est un ouvrage inachevé de Friedrich Engels, non publié du vivant de l'auteur. La correspondance de Marx et Engels montre que dès 1873, Engels projetait d'écrire un grand travail sur la dialectique de la nature. En 1882, Engels semble

avoir rassemblé toutes ses notes, mais la mort de Marx, en 1883, le force à abandonner son travail pour des tâches plus urgentes.

2. Paul Blackledge, *Friedrich Engels and Modern Social and Political Theory* (State University of New York Press, Albany 2019), p. 16.

3. Walter Benjamin, *GS, I, 3*, p. 1232. Il s'agit d'une des notes préparatoires des *Thèses*, qui n'apparaît pas dans les versions finales du document. Le passage de Marx auquel se réfère Benjamin figure dans *Luttes de classes en France* (1850) : « *Die Revolutionen sind die Lokomotiven der Geschichte* » (le mot « *mondial* » ne figure pas dans le texte de Marx). Michael Löwy, *Walter Benjamin : avertissement d'incendie. Une lecture des thèses « Sur le concept d'histoire »* (PUF, 2001, puis Éditions de l'Aube, 2018), pp. 53-54.

4. F. Engels, *Anti-Dühring*, « *Économie Politique – I. Objet et méthode* » : (<https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611q.htm>) et « *Économie Politique – II. Théorie de la violence* » (<https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611r.htm>)

5. Les explosions de chaudière de locomotive dues à des soupapes de sécurité défectueuses et mal réglées étaient courantes au milieu du XIX^e siècle. Pressés par le temps, les mécaniciens de locomotive coinceaient ou fixaient souvent les soupapes de sécurité, bloquant ainsi les soupapes de sécurité du train, qui ne s'ouvriraient pas ou qu'ils ne parvenaient plus à ouvrir rapidement. Cf. Christian H. Hewison, *Locomotive Boiler Explosions* (David & Charles, Newton Abbot 1983), pp. 11, 18-19, 36, 49, 54-56, 82, 85, 110.

Friedrich Engels (1820-1895)

être perçu comme une « course à la ruine », la révolution consiste moins à simplement arrêter l'élan vers l'avant qu'à exercer un contrôle sur les forces incontrôlables de la production. En effet, l'argument écologique et économique d'Engels ne reposait pas, comme ce serait le cas aujourd'hui, sur la notion qu'il y a trop de production par rapport à la capacité de charge globale de la terre, perspective qui est à peine présente au moment où il écrit. Sa principale préoccupation écologique concernait la destruction aveugle provoquée par le capitalisme sur les environnements locaux et régionaux – même si elle s'étendait sur une aire de plus en plus mondiale. Les effets de cette destruction étaient visibles et évidents dans la pollution industrielle, la déforestation, la dégradation du sol et la détérioration générale des conditions de vie et d'environnement de la classe ouvrière (y compris les épidémies périodiques). Engels a également souligné la dévastation de l'environnement de régions entières (et de leurs climats), comme la destruction écologique qui a joué un si grand rôle dans la chute des civilisations anciennes, en raison principalement de la désertification, et les dommages environnementaux imposés par le colonialisme aux cultures et aux modes de production traditionnels (6). Comme Marx, Engels était profondément préoccupé par les « holocaustes victoriens » du colonialisme britannique (par exemple en Inde la famine due à la destruction de son écologie et de son infrastructure hydrologique), ainsi que par l'expropriation et l'extermination qui ont ruiné l'écologie et le peuple irlandais (7).

Il est vrai que, dans ces mêmes pages où la question « ruine ou révolution » est posée, on trouve le passage sans doute le plus pro-

ductiviste (et, en ce sens, apparemment prométhéen) parmi toutes les œuvres de Marx et Engels (8) : Engels écrit dans *l'Anti-Dühring* que l'avènement du socialisme rendrait possible « un développement des forces productives ininterrompu, progressant à un rythme toujours plus rapide, et (...) un accroissement pratiquement sans bornes de la production elle-même » (9). Cependant, dans le contexte dans lequel Engels écrivait, ce n'est pas vraiment contradictoire. L'idée qu'une société future, libérée de l'irrationalité de la production capitaliste, permettrait ce qui pouvait paraître comme un développement presque illimité de la production, selon les normes du XIX^e siècle, était pratiquement universelle parmi les penseurs radicaux de l'époque. C'était un reflet naturel du niveau encore faible de développement matériel dans la plupart des pays du monde au moment de la révolution industrielle, face à l'échelle encore incommensurablement vaste de la terre elle-même. La production manufacturière mondiale allait augmenter « d'environ 1 730 fois » dans les cent cinquante années entre 1820 – lorsque Engels est né, au moment de la révolution industrielle du début du XIX^e siècle – et 1970, lorsque le mouvement écologique moderne est né, au moment du premier Jour de la Terre. (10) De plus, dans l'analyse d'Engels (comme dans celle de Marx), la production n'a jamais été considérée comme une fin en soi, mais plutôt comme un simple moyen de créer une société plus libre et plus égalitaire, dans un processus de développement humain durable (11).

Deux siècles après sa naissance, la profondeur de la compréhension d'Engels de la nature systématique de la destruction par le capitalisme de l'environnement naturel et

social, ainsi que son développement d'une perspective naturaliste dialectique, font de son œuvre, avec celle de Marx, un point de départ pour une critique écosocialiste révolutionnaire. Comme l'a noté l'anthropologue marxiste Eleanor Leacock, Engels, dans la *Dialectique de la nature*, a cherché à développer la base conceptuelle pour comprendre « l'interdépendance complète des relations sociales humaines et des relations humaines avec la nature » (12).

La revanche de la nature

Les problèmes écologiques sont le produit des relations entre le système et l'échelle. Dans l'analyse d'Engels, c'est le système qui est avant tout souligné. Dans son grand ouvrage, *la Condition de la classe ouvrière en Angleterre*, écrit alors qu'il avait tout juste la vingtaine, il s'est concentré sur les conditions environnementales et épidémiologiques destructrices de la révolution industrielle dans les grandes villes manufacturières, en particulier Manchester. Il a souligné les conditions écologiques horribles imposées aux travailleurs par le nouveau système industriel : pollution, contamination toxique, détérioration physique, épidémies périodiques, mauvaise nutrition et mortalité élevée de la classe ouvrière, toutes associées à une exploitation économique extrême. *La Condition de la classe ouvrière en Angleterre* reste unique de par sa puissante mise en accusation du « meurtre social » infligé par le capitalisme à la population au moment de la révolution industrielle (13). Marx, pour qui le livre d'Engels a été le point de départ de ses propres études épidémiologiques dans le *Capital*, l'a utilisé pour analyser les « épidémies périodiques » et la destruction du sol comme preuves de la rupture métabolique du capitalisme. En Allemagne, l'analyse par Engels de l'étiologie des maladies dans *la Condition de la classe ouvrière en Angleterre* a eu une influence bien au-delà des cercles socialistes. Rudolf Virchow, médecin pathologiste allemand, célèbre pour être l'auteur de *Die Cellularpathologie* (la pathologie cellulaire), s'est référé favorablement au livre d'Engels dans son propre travail pionnier en épidémiologie sociale (14).

Cette compréhension que les conditions matérielles de la société de classes capitaliste étaient environnementales autant qu'économiques, apparaît clairement dans toute l'œuvre d'Engels. De plus, en cherchant constamment à fusionner les perspectives matérialistes et dialectiques de la nature et de la société, Engels est finalement arrivé à la thèse que la « nature », dont les êtres humains sont une partie émergente, était la

6. Marx et Engels, *Collected Works* vol. 25, p. 459 ; John Bellamy Foster, « Capitalism and the Accumulation of Catastrophe », *Monthly Review* vol. 63, n° 7 (décembre 2011), pp. 5-7 ; Karl Marx et Friedrich Engels, *Marx-Engels Gesamtausgabe (MEGA) IV/31* (Akademie Verlag, Amsterdam 1999), pp. 512-515.
7. Marx & Engels, *Collected Works* vol. 25, p. 167 ; Karl Marx & Friedrich Engels, *Marx-Engels Gesamtausgabe (MEGA) IV/18* (Walter de Gruyter, Berlin 2019), pp. 670-74, 731 (extraits choisis par Marx) ; Mike Davis, *Late Victorian Holocausts: El Niño Famines and the Making of the Third World* (Verso, London 2001) ; Marx & Engels, *Ireland and the Irish Question*.
8. Sur la notion de productivisme extrême et, en ce sens, de promé-

théisme, ainsi que sur son absence quasi totale dans la pensée de Marx et Engels, cf. John Bellamy Foster, *The Ecological Revolution* (Monthly Review Press, New York 2009), pp. 226-229.
9. F. Engels, *Anti-Dühring*, « Socialisme – II. Notions théoriques » (<https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611ab.htm>)
10. Walt Rostow, *The World Economy* (University of Texas Press, Austin 1978), pp. 47-48 et 659-662.
11. Sur le développement humain durable en tant que cadre régressant à la fois la pensée de Marx et d'Engels, voir Paul Burkett, « Marx's Vision of Sustainable Human Development », *Monthly Review* vol. 57, n° 5 (octobre 2005), pp. 34-62.

12. Eleanor Leacock, Préface à F. Engels, *The Origin of the Family, Private Property and the State* (International Publishers, New York 1972), p. 245. Commentaire en français sur cette préface sur ce lien : <http://sortirducapitalisme.fr/notes-de-lecture/223-preface-de-l-origine-de-la-famille-de-la-propriete-privet-et-de-l-etat-friedrich-engels-eleanor-leacock>
13. Marx & Engels, *Collected Works*, vol. 4, pp. 394, 407 ; Ian Angus, « Cesspools, Sewage, and Social Murder », *Monthly Review* vol. 70, n° 3 (juillet-août 2018), p. 38 ; John Bellamy Foster, *The Return of Nature* (Monthly Review Press, New York 2020), pp. 182-195.
14. Howard Waitzkin, *The Second Sickness* (Free Press, New York 1983), pp. 71-72.

« *preuve de la dialectique* » – une affirmation qui serait mieux comprise aujourd'hui en disant que **l'écologie est la preuve de la dialectique** (15).

Dans la perspective évolutionniste-écologique développée par Engels, évidente dans ses œuvres de la maturité telles que *Dialectique de la Nature* et *Anti-Dühring*, ce qui distinguait les êtres humains des animaux non humains était le rôle du travail dans la transformation et la maîtrise de l'environnement, rendant possible pour « *les hommes* » de devenir dans la société future « *des maîtres réels et conscients de la nature, parce que et en tant que maîtres de leur propre vie en société.* » (16) Mais cette tendance à une plus grande maîtrise de la nature à certains égards, déjà démontrée sous le capitalisme, masquait aussi une tendance systématique à l'expansion des crises écologiques, puisque toute tentative de conquête de la nature au mépris des limites des lois naturelles ne pouvait que conduire, finalement, aux catastrophes écologiques. Au milieu du XIX^e siècle cela se voyait, d'abord et avant tout, dans la dévastation écologique provoquée par le colonialisme : « *Les planteurs espagnols à Cuba qui incendièrent les forêts sur les pentes et trouvèrent dans la cendre assez d'engrais pour une génération d'arbres à café extrêmement rentables, que leur importait que, par la suite, les averses tropicales emportent la couche de terre superficielle désormais sans protection, ne laissant derrière elle que les rochers nus ? Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées* » (17).

Pour Engels, le point de départ d'une approche rationnelle de l'environnement se trouvait dans le célèbre aphorisme de Francis Bacon selon lequel « *on ne peut vaincre la nature qu'en lui obéissant* » – c'est-à-dire en découvrant et en se conformant à ses lois (18). Pourtant, selon Marx et Engels, le principe baconien, dans la mesure où il était appliqué dans la société bourgeoise, était avant tout traité comme une « *ruse* » pour conquérir la nature afin de la soumettre aux lois du capital d'accumulation et de concurrence (19). La science a été transformée en un simple appendice du profit, considérant les limites de la nature comme de simples barrières surmontables. L'application rationnelle de la science dans la société dans son ensemble ne serait possible que dans un système dans lequel les producteurs associés

régulent la relation métabolique humaine à la nature sur une base non aliénée, conformément aux véritables besoins et potentiels humains et aux exigences de la reproduction à long terme. Cela indiquait la contradiction entre, d'une part, la dialectique propre de la science, qui reconnaissait de plus en plus notre « *unité avec la nature* » et le besoin associé de contrôle social, et, d'autre part, la pulsion myope du capitalisme vers l'accumulation à l'infini, avec son incontrôlabilité innée et sa négligence des conséquences environnementales (20).

C'est cette profonde perspective matérialiste critique qui a conduit Engels à souligner l'absurdité de la notion de conquête de la nature – comme si la nature était un territoire étranger à soumettre, et comme si l'humanité ne se trouvait pas au cœur même du métabolisme terrestre. Une telle tentative de conquête de la terre ne pouvait conduire qu'à ce qu'il appelait, métaphoriquement, la « *revanche* » de la nature, à mesure que divers seuils critiques (ou points de basculement) étaient franchis : « *Cependant ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais, en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie Mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. Sur le versant sud des Alpes, les montagnards italiens qui saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de sollicitude sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils sapaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, par cette pratique, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux. (...) Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieu-*

sement. » (21)

Grâce à une action consciente en accord avec la science rationnelle, les êtres humains étaient capables de s'élever dans une mesure considérable au-dessus de « *l'influence d'effets imprévus, de forces incontrôlées* », percevant « *les conséquences plus ou moins lointaines de nos interventions dans le cours normal des choses de la nature* ». Pourtant, même en ce qui concerne « *des peuples les plus développés de notre temps* », il se pourrait qu'une « *disproportion gigantesque subsiste entre les buts fixés d'avance et les résultats obtenus* », de sorte que « *les effets inattendus prédominent* » et que « *les forces incontrôlées sont beaucoup plus puissantes que celles qui sont mises en œuvre suivant un plan.* » Les économies de produits de base basées sur les classes n'ont atteint « *que par exception le but voulu* », produisant plus souvent le « *résultat contraire* ». Par conséquent, une approche rationnelle, scientifique et durable de la relation humaine à la nature et à la société sous le capitalisme était impossible (22).

Il est significatif que ce même point de vue général sur le capitalisme et l'écologie, articulé par Engels, soit repris quelques années plus tard par Ray Lankester, qui était le protégé de Charles Darwin et Thomas Huxley, proche ami de Marx (et qu'Engels connaissait) et le principal biologiste britannique de la génération après Darwin. Lankester était un socialiste fabien qui avait lu et avait été influencé par le *Capital* de Marx. Dans son livre de 1911, *The Kingdom of Man* (qui rassemble une conférence de 1905 à Oxford, « *le Fils insurgé de la nature* », son discours de 1906 en tant que président de la British Association for the Advancement of Science et son article « *Les revanches de la nature* » sur maladie du sommeil africaine), Lankester insiste sur le fait que la domination humaine croissante sur la terre donne lieu, de façon contradic-

15. Marx & Engels, *Collected Works*, vol. 25, p. 23 ; Foster, *The Return of Nature*, p. 254.

16. F. Engels, *Anti-Dühring*, « Socialisme – II. Notions théoriques », op. cit.

17. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit. p. 143.

18. F. Bacon, *Novum Organum ou règles véritables pour l'interprétation de la Nature* (1620), Charpentier, Paris 1843 : https://fr.wikisource.org/wiki/Nouvel_Organum/Texte_entier

19. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 141 ; Karl Marx, *Grundrisse* (Penguin, London 1973).

20. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 141.

21. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 141.

22. Ibid., p. 32.

Friedrich Engels (1820-1895)

toire, à un potentiel accru de catastrophes écologiques à l'échelle planétaire. Ainsi, dans le chapitre sur « *Les revanches de la nature* », il qualifie l'humanité de « *perturbateur de la Nature* » et donc responsable de maladies épidémiques périodiques menaçant l'humanité avec d'autres espèces. « *Il semble être une opinion légitime* », écrit Lankester, « *que toute maladie dont les animaux [y compris l'animal humain] (et probablement les plantes aussi) sont responsables, sauf événement transitoire et très exceptionnel, est due à l'intervention de l'homme* » (23). De plus, cela pourrait être attribué à un système dominé par les « *marchés* » et les « *négociants cosmopolites en finance* » qui sapent toute approche rationnelle et scientifique visant à concilier nature et production humaine (24). Lankester développera plus tard cet argument, écrivant systématiquement sur « *l'effacement de la nature par l'homme* » (25).

Comme Marx et Engels dans leurs derniers écrits, Lankester voyait dans le « *Royaume de l'Homme* » l'avènement d'un état de l'humanité en permanence sur le fil du rasoir écologique, engendré par le capitalisme, qui, si les conditions naturelles étaient piétinées par l'accumulation de capital rapace, conduirait à un déclin environnemental catastrophique. Si elle ne devait pas détruire les bases mêmes de son existence, l'humanité n'avait donc pas d'autre choix que de contrôler sa production, de remplacer les diktats étroits de l'accumulation du capital et d'adopter les diktats d'une science rationnelle en phase avec le développement coévolutionnaire.

La Dialectique de la nature et l'histoire

Les intuitions écologiques d'Engels sont indissociables de ses recherches sur la dialectique de la nature dont elles sont issues. Pourtant, le tout premier principe de ce qui devait être connu en tant que tradition philosophique du marxisme occidental était qu'on ne pouvait pas dire que la dialectique s'applique à la nature extérieure, c'est-à-dire ce qu'Engels désignait comme la « *dialectique dite objective* » n'existe pas au-delà du domaine actif du sujet humain (26). Les relations dialectiques, et même les objets du raisonnement dialectique, étaient ainsi confinés à la sphère historique humaine, où on peut dire que le même sujet-objet pourrait s'appliquer, puisque toute réalité non réflexive (transfactive) en dehors de la conscience humaine et de l'action humaine était exclue de l'analyse (27). Avec le rejet complet de la dialectique de la nature dans la tradition marxiste occidentale, l'extraordinaire puissance des explorations d'Engels dans ce domaine et l'énorme influence qu'elles exerçaient sur la pensée évolutionniste et écologique dans les sciences naturelles et sur le marxisme ont été perdues, sauf pour un petit nombre de scientifiques de gauche et de matérialistes dialectiques. Incapable de voir la dialectique comme liée à la nature matérielle, la philosophie marxiste occidentale avait tendance à reléguer à la fois la science naturelle et la nature extérieure elle-même dans le domaine du mécanisme et du positivisme. Le résultat fut de créer un gouffre profond après la Seconde Guerre mondiale entre la conception domi-

nante de la philosophie marxiste en Occident et les sciences naturelles (et entre le marxisme occidental et la conception matérialiste de la nature) – au moment même où le mouvement écologique émergeait comme une force politique majeure (28).

La restauration des perspectives du matérialisme historique classique dans ce domaine nécessite donc de retrouver, à un certain niveau, la conception d'Engels de la dialectique de la nature (29). Ce qui implique de rejeter les critiques et polémiques, souvent peu ou mal argumentées, de l'approche d'Engels de la dialectique de la nature. Ces critiques portent en général contre les trois grandes « *lois* » dialectiques qu'il a empruntées à Hegel et auxquelles il a donné une nouvelle signification **matérialiste** : ❶ la transformation de la quantité en qualité et vice versa, ❷ l'identité ou l'unité des contraires, et ❸ la négation de la négation (30). En écrivant sur la « *Philosophie de la science d'Engels* », Peter T. Manicas, par exemple, s'est plaint de la nature « *presque vide de sens* » de ces lois (31). Mais, dans l'analyse d'Engels, il ne s'agissait pas de lois étroites et fixes au sens positiviste, mais, plutôt, dans la terminologie actuelle, de larges « *principes ontologiques* » conçus dialectiquement, équivalents à des propositions fondamentales tels le principe de l'uniformité de la nature, le principe de la perpétuité de la substance et le principe de causalité. En fait, l'approche d'Engels de la dialectique a remis en question de diverses manières la compréhension de ces mêmes principes tels qu'ils étaient avancés par la science de son époque (32).

23. Ray Lankester, *The Kingdom of Man* (Henry Holt and Co., New York 1911), pp. 1-4, 26, 31-33 ; John Bellamy Foster, *The Return of Nature*, pp. 61-64.
24. R. Lankester, *The Kingdom of Man*, p. 31 ; Joseph Lester, *Ray Lankester and the Making of Modern British Biology* (British Society for the History of Science, Oxford 1995), pp. 163-164.

25. Ray Lankester, *Science from an Easy Chair* (Henry Holt and Co., New York 1913), pp. 365-369.

26. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 169. La critique de *Dialectique de la nature* d'Engels trouve ses origines dans la note n° 6 de Georg Lukács dans *Histoire et conscience de classe*, bien que Lukács, comme il l'a expliqué plus tard, n'ait jamais complètement abandonné la notion de « *dialectique purement objective* » et tendait à promouvoir une telle dialectique naturaliste, basée sur Marx plus que sur Engels, dans sa pensée ultérieure. Néanmoins, le rejet de la dialectique de la nature est devenu axiomatique pour le marxisme occidental à partir des années 1920, et s'est renforcé dans la

période qui a suivi la Seconde Guerre mondiale. Georg Lukács, *History and Class Consciousness* (MIT Press, Cambridge 1971), pp. 24, 207. Voir également Russell Jacoby, « *Western Marxism* » dans *A Dictionary of Marxist Thought*, ed. Tom Bottomore (Blackwell, Oxford 1983), pp. 523-526 ; John Bellamy Foster, *The Return of Nature*, pp. 11-22. Sur le débat général concernant Engels au sein du marxisme contemporain, voir Paul Blackledge, *Frederick Engels and Modern Social and Political Theory*, pp. 1-20.

27. Comme l'a fait valoir Roy Bhaskar, la nécessité de considérer le domaine intransitif ou transfactuel établit la distinction entre l'épistémologique et l'ontologique, contre la tendance, dans une grande partie de la philosophie contemporaine, y compris la tradition philosophique marxiste occidentale, à promouvoir l'erreur épistémologique, caractéristique de l'idéalisme, dans laquelle l'ontologie est subsumée dans l'épistémologie. L'adhésion au sophisme épistémologique rendrait impossible tout matérialisme cohérent ou toute science naturelle. Roy Bhaskar, *Dialectic :*

The Pulse of Freedom (Verso, London 1993), pp. 397, 399-400, 405.

28. C'est ce que l'on peut voir dans *The Concept of Nature in Marx* d'Alfred Schmidt, publié en 1962, la même année que *Printemps silencieux* de Rachel Carson. L'œuvre de Schmidt, produit de l'École de Francfort (influencée notamment par ses mentors Max Horkheimer et Theodor Adorno), niait pour l'essentiel la dialectique de la nature et toute réconciliation de l'humanité avec la nature à l'aube de l'émergence du mouvement environnemental moderne. Alfred Schmidt, *The Concept of Nature in Marx* (Verso, Londres 1970).

29. Ce paragraphe et les six suivants ont été adaptés de John Bellamy Foster, *The Return of Nature*, pp. 379-381.

30. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 52.

31. Peter T. Manicas, « *Engels's Philosophy of Science* », dans *Engels After Marx*, ed. Manfred B. Steger et Terrell Carver (Pennsylvania University Press, University Park: 1999), p. 77.

32. Craig Dilworth, « *Principles, Laws, Theories, and the Metaphysics of Science* », *Synthese 101*, n° 2 (1994), pp. 223-247. Le

principe d'uniformité (ou d'uniformisme), associé le plus étroitement à Charles Lyell, a été contesté par le concept d'évolution de Darwin, bien que le gradualisme de Darwin ait minimisé le conflit. Stephen Jay Gould et le paléontologue Niles Eldredge devaient remettre en cause l'uniformisme beaucoup plus radicalement dans leur théorie de l'équilibre ponctué des années 1980. Voir : Richard York and Brett Clark, *The Science and Humanism of Stephen Jay Gould* (Monthly Review Press, New York 2011), pp. 28, 40-42. La notion traditionnelle de perpétuation de la substance a été remise en question à l'époque d'Engels par le développement du concept d'énergie en physique. En relation avec ces deux principes ontologiques et le principe de causalité, où il abordait l'échange complexe de cause à effet, les « *lois* » dialectiques ou principes ontologiques d'Engels ont non seulement saisi les changements révolutionnaires qui se produisaient dans la science de son temps, mais ont également préfiguré de diverses manières les découvertes ultérieures. Pour les vues d'Engels sur la causalité, voir *Dialectique de la nature*, op. cit., pp. 186-187.

L'évaluation la plus succincte et la plus pénétrante des contributions d'Engels à la dialectique de la nature fournie par un spécialiste des sciences naturelles se trouve dans un pamphlet de 1936 intitulée *Engels as a Scientist* du célèbre scientifique marxiste J.D. Bernal, professeur de physique et de radiocristallographie au Birkbeck College de l'Université de Londres. Bernal a dépeint Engels comme un philosophe et historien des sciences dont on ne pouvait pas « dire qu'il était amateur » étant donné la gamme des contacts scientifiques qu'il avait développés à Manchester, et qu'il avait atteint un niveau d'analyse qui dépassait de loin celui des philosophes professionnels de la science de son époque, comme Herbert Spencer et William Whewell en Angleterre et Friedrich Lange en Allemagne (33). Selon Bernal la compréhension profonde d'Engels du développement historique de la science à son époque repose sur une perception dialectique dans laquelle « le concept de la nature était toujours un tout et un processus » (34). Engels avait emprunté cela de manière critique à Hegel, reconnaissant que derrière la présentation idéaliste de ce dernier du changement dialectique dans sa *Logique* se trouvaient des processus dont on pourrait dire qu'ils étaient objectivement inhérents à la nature, tels qu'ils étaient captés par la cognition humaine.

En abordant la première des trois « lois » dialectiques ou principes ontologiques qu'Engels avait tirés de Hegel – comment les changements de quantité peuvent conduire à des transformations qualitatives et son contraire – Bernal a souligné son caractère essentiel pour une approche scientifique de la nature. « Avec une perspicacité remarquable, Engels dit que "les soi-disant constantes de la physique ne sont en majeure partie pas autre chose que la désignation de points nodaux, auxquels un apport ou un retrait quantitatifs de mouvement entraînent dans l'état du corps en question une modification qualitative" (...) Nous commençons seulement à apprécier la justesse essentielle de ces remarques et la signification de ces points nodaux ». À cet égard, Bernal a souligné la référence d'Engels au tableau périodique de Dmitri Mendeleev comme un exemple de transformations qualitatives résultant de changements quantitatifs continus, ainsi que la relation entre les notions de base d'Engels et les découvertes permises par la théorie quantique (35). L'approche d'Engels, comme l'a indiqué le mathématicien marxiste britannique Hyman Levy, tend vers concept de « changement de phase » tel qu'employé dans la physique moderne (36).

Aujourd'hui, nous savons que ce principe dialectique vaut également pour la biolo-



gie. Par exemple, l'augmentation de la densité de population de micro-organismes (une augmentation quantitative) peut provoquer un changement dans l'expression génétique, conduisant à la formation de quelque chose de nouveau (un changement qualitatif). Au fur et à mesure que les populations bactériennes augmentent, les signaux (produits chimiques) émis par chaque organisme s'accumulent à un niveau qui active les gènes, conduisant à la production de biofilm mucilagineux dans lequel les organismes s'intègrent. Les biofilms peuvent être composés d'un certain nombre d'organismes et attacher des organismes à presque toutes les surfaces, des conduites d'eau aux roches des ruisseaux, de la plaque dentaire aux racines dans le sol (37).

La deuxième loi d'Engels, l'interpénétration des contraires, est plus difficile à définir,

mais toujours d'une importance suprême pour la recherche scientifique. Dans l'explication de Bernal, il y a deux principes liés : ❶ « tout implique son contraire » et ❷ il n'y a « dans la nature aucune ligne dure et rapide ». Engels a illustré ce dernier point en se référant à la célèbre découverte de

33. D. Bernal, *Engels and Science* (Labour Monthly Pamphlets, London 1936), pp. 1-2. (cf. : <https://www.marxists.org/archive/bernal/works/1930s/engels.htm>)

34. Ibid., p. 5.

35. Ibid., pp. 5-7 ; Citation de Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 55.

36. Hyman Levy, *A Philosophy for a Modern Man* (Alfred A. Knopf, New York 1938), pp. 30-32, 117, 227-228.

37. Ce paragraphe a été écrit par Fred Magdoff. Voir également : Fred Magdoff & Chris Williams, *Creating an Ecological Society* (Monthly Review Press, New York 2017), p. 215.

Friedrich Engels (1820-1895)

Lankester selon laquelle le crabe fer à cheval (*Limulus*) était un arachnide, une partie de la famille des araignées et des scorpions, une révélation qui avait surpris le monde scientifique et bouleversé les classifications biologiques précédentes (38). Bernal affirmait qu'Engels « s'est approché très près des idées modernes de relativité » dans son application de ce principe dialectique à la physique et à la question de la matière et du mouvement (ou de l'énergie) (39). La notion d'Engels de l'unité des contraires est souvent vue dans la dialectique marxienne d'aujourd'hui sous l'angle du rôle des relations internes, dans laquelle au moins un des **corrélatifs** dépend de l'autre (40). Comme Engels lui-même l'a observé, la reconnaissance que les relations mécaniques avec « cette fixité et cette valeur absolues qu'on leur imputait ne sont introduites dans la nature que par notre réflexion, tel est l'essentiel de la conception dialectique de la nature » (41).

La négation de la négation, la troisième loi dialectique informelle d'Engels, qui, comme Bernal l'a noté, semblait si paradoxale avec l'emploi de mots simples, visait à faire comprendre que, au cours de son développement historique ou de son évolution dans le temps, tout ce qui se trouve dans le monde objectif est appelé à générer quelque chose de différent, une nouvelle réalité émergente, représentant de nouvelles relations matérielles et de nouveaux niveaux émergents, souvent par l'action de facteurs récessifs ou d'éléments résiduels, précédemment surmontés, qui sont encore inhérents au présent. L'existence matérielle dans son ensemble peut être considérée comme conduisant à une hiérarchie des niveaux organisationnels, tandis que le changement

transformateur signifie souvent le passage d'un niveau à un autre, comme le passage de la graine à la plante (42).

Le développement de ce que l'on appelle les « propriétés émergentes » est désormais considéré comme un concept biologique et écologique de base. Dans un contexte écologique, cela se produit lorsque des communautés d'espèces interagissent de manière à produire de nouvelles caractéristiques, pour la plupart imprévues, résultant du comportement de chaque espèce dans la communauté (43). Un champ agricole de deux hectares avec un mélange de quatre espèces différentes (en polyculture) peut conduire à un rendement total supérieur à deux hectares consacrés à la seule culture de chacune des espèces séparément. Cela peut se produire pour diverses raisons : par exemple, une meilleure utilisation de la lumière du soleil et de l'eau, et une diminution des dommages causés par les insectes dans le champ de polyculture.

La coévolution des organismes produit également de nouvelles propriétés. Par exemple, au cours de l'évolution, les insectes se nourrissant des feuilles de certaines plantes conduisent au développement de nombreux mécanismes de défense chez ces plantes. Par exemple, la production de produits chimiques qui inhibent l'alimentation de l'insecte et l'émission de produits chimiques qui recrutent des organismes (souvent de petites guêpes) qui pondent leurs œufs dans l'insecte, qui est ensuite tué à mesure que les œufs se développent. Mais le va-et-vient continue. Dans au moins un cas, celui de la chenille du Sphinx de la tomate [*Manduca quinquemaculata*], la guêpe doit également injecter un virus qui désactive le système immunitaire de la chenille pour permettre aux œufs de

guêpe de se développer. L'évolution crée constamment quelque chose de différent, parfois dramatiquement, à mesure que les **organismes** interagissent. Dans certains cas, cela conduit à des changements fondamentaux dans des écosystèmes entiers et à l'émergence de nouvelles espèces dominantes dans des environnements particuliers. Comme l'écrivait Engels, l'émergence, au sens de « la négation de la négation **se présente réellement** dans les deux règnes [végétal et animal] du monde organique » (44).

En tant qu'historien des sciences, Engels, selon Bernal, était remarquable dans son analyse des trois grandes révolutions scientifiques du XIX^e siècle : ❶ la thermodynamique – les lois de la conservation et de l'interchangeabilité des formes d'énergie et de l'entropie ; ❷ l'analyse de la cellule organique et le développement de la physiologie ; et ❸ la théorie de l'évolution de Darwin basée sur la sélection naturelle par variation innée (45). Comme Ilya Prigogine, lauréat du prix Nobel de chimie 1977 devait plus tard l'observer, la grande perspicacité d'Engels fut de reconnaître que ces trois révolutions de la science physique « rejetaient la vision mécaniste du monde » et se rapprochaient « de l'idée d'un développement historique de la nature » (46).

Parmi les préoccupations d'Engels, Bernal distingue la recherche de « la synthèse de tous les processus affectant la vie, l'écologie animale et la distribution [biologique] » (47) Ce qui a rendu cette synthèse possible était sa conception du mouvement dialectique et du changement, soulignant la complexité des interactions matérielles et l'introduction de nouvelles puissances émergentes, dans un processus d'origine, de développement et de déclin. « L'idée centrale du matérialisme dialectique », explique Bernal, « est celle de la transformation (...). La tâche essentielle de la dialectique matérialiste est d'expliquer le qualitativement nouveau », de découvrir les conditions de l'émergence d'une nouvelle « hiérarchie organisationnelle » (48).

À cet égard, la réalisation pionnière d'Engels a été d'utiliser sa conception dialectique de la nature pour mettre en lumière les quatre problèmes matérialistes de « l'origine » qui subsistaient après Darwin : ❶ **l'origine de l'univers** (qui, selon Engels, était une auto-origine telle que envisagée dans l'hypothèse nébulaire d'Emmanuel Kant et Pierre-Simon Laplace) ; ❷ **l'origine de la vie** (pour laquelle Engels a réfuté la notion de Justus von Liebig et Hermann Helmholtz de l'éternité de la vie et a plutôt mis en évidence une origine chimique se concentrant sur

38. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 184 ; E. Ray Lankester, « Limulus an Arachnid », *Quarterly Journal of Microscopical Science* n° 2 (1881), pp. 504-548, 609-649 ; John Bellamy Foster, *The Return of Nature*, pp. 56, 249.

39. J.D. Bernal, *Engels and Science*, pp. 7-8, J.D. Bernal, « Dialectical Materialism » dans *Aspects of Dialectical Materialism*, by Hyman Levy et al. (Watts and Co., London 1934), pp. 107-108.

40. J.D. Bernal, *Engels and Science*, p. 7 ; John Bellamy Foster, *The Return of Nature*, p. 242.

41. Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, préface (deuxième édition) du 23 septembre 1885 : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611b.htm>

42. Les trois lois informelles de la dialectique d'Engels peuvent être

considérées comme liées à l'émergence, en particulier la première et la troisième. La troisième loi informelle d'Engels, la négation de la négation, comme l'a soutenu Roy Bhaskar dans *Dialectics : Pulse of Freedom*, « soulève la question des absences exclues [absenting absences] et de la réaffirmation des éléments perdus ou niés de la réalité. Bernal a développé une analyse de la négation de la négation en termes de rôle des résidus qui réapparaissent et transforment les relations à travers des processus évolutifs complexes ». Roy Bhaskar, *Dialectic : The Pulse of Freedom* (Verso, London 1993), pp. 150-152, 377-378 ; J.D. Bernal, *Dialectical Materialism*, op. cit. pp. 103-104.

43. Ce paragraphe et le suivant ont été rédigés dans leur quasi-totalité par Fred Magdoff.

44. Friedrich Engels, *Anti-Dühring*, XIII. Dialectique. Négation de la négation : <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1878/06/fe18780611o.htm>

45. J.D. Bernal, *Engels and Science*, pp. 8-10; Friedrich Engels, *Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie classique allemande* (https://www.marxists.org/francais/engels/works/1888/02/fe_18880221.htm).

46. Ilya Prigogine & Isabelle Stengers, *Order Out of Chaos* (Bantam, New York 1984), pp. 252-253. (Écrit et paru en français : *La Nouvelle Alliance : métamorphose de la science*, Gallimard, Paris 1979.)

47. J.D. Bernal, *Engels and Science*, p. 4.

48. J.D. Bernal, *Dialectical Materialism*, pp. 90, 102, 107, 112-117.

le complexe de produits chimiques sous-jacents au protoplasme, en particulier les protéines) ; ⑤ **l'origine de la société humaine** (pour laquelle Engels est allé plus loin que tout autre penseur de son temps en expliquant l'évolution de la main et des outils par le travail, et avec eux le cerveau et le langage, en anticipant les découvertes ultérieures en paléanthropologie) ; et ④ **l'origine de la famille** (pour laquelle il a expliqué la base matrilineaire originelle de la famille et la naissance de la famille patriarcale avec la propriété privée). (49)

De cette façon, Engels, insistait Bernal, avait anticipé ou préfiguré nombre des développements de la science matérialiste. « Engels, qui a salué le principe de la conversion d'une forme d'énergie en une autre, aurait également salué la transformation de la matière en énergie. Le mouvement en tant que mode d'existence de la matière [le grand postulat d'Engels] acquerrait ici sa vérité finale » (50). Comme Bernal l'a noté ailleurs, Engels « a vu plus clairement que la plupart des physiciens éminents de son temps l'importance de l'énergie et son inséparabilité de la matière. Aucun changement dans la matière, a-t-il déclaré, ne pouvait se produire sans un changement d'énergie, et vice versa. (...) [La] substitution du mouvement à la force pour laquelle Engels se bat tout au long était le point de départ de la critique de la mécanique par Einstein » (51).

Pourtant, c'est la large perspective sur l'écologie émanant de la dialectique d'Engels qui a constitué l'intuition la plus importante de la *Dialectique de la nature* et c'est la raison pour laquelle un retour à la manière de raisonner d'Engels reste si important. Comme Bernal l'a fait valoir, l'une des contributions cruciales d'Engels a été sa critique des notions de la conquête humaine absolue de la nature. Engels avait puissamment diagnostiqué l'incapacité de la société humaine, et en particulier du mode de production capitaliste, à prévoir les conséquences écologiques de ses actions, traçant « les effets des conséquences physiques indésirables de l'interférence humaine avec la nature, telles que la coupe des forêts et la propagation des déserts » (52).

D'autres scientifiques socialistes britanniques de premier plan des années 1930 et 1940 ont également été impressionnés par les avertissements écologiques d'Engels. Pour le grand biochimiste et historien des sciences Joseph Needham, Engels pourrait être décrit comme quelqu'un « à qui rien n'échappe ». Engels a ainsi souligné, selon les mots de Needham, qu'un « jour viendra peut-être où la lutte de l'humanité contre les conditions défavorables de la vie sur notre



planète sera devenue si sévère que la poursuite de l'évolution sociale deviendra impossible », se référant à l'extinction éventuelle de l'espèce humaine (53). Pour Needham, un tel point de vue critique, qui rejetait l'hypothèse grossière du progrès linéaire, a également servi à éclairer l'extraordinaire gaspillage et la destruction écologique de la société capitaliste – où le café était cultivé pour alimenter les foyers de locomotives. Cela soulevait la question d'une « interprétation thermodynamique de la justice » puisque l'aliénation de la nature (y compris l'aliénation de l'énergie), comme Engels l'avait laissé entendre, « gaspillait » de réelles possibilités humaines dans le présent et le futur (54).

Le biologiste J.B.S. Haldane – l'une des deux grandes figures britanniques (avec R.A. Fisher) de la synthèse néo-darwinienne, réconciliant la biologie darwinienne avec la révolution de la génétique – voyait Engels comme « la principale source » de la dialectique matérialiste. En comparant Engels à Charles Dickens par rapport à la révolution industrielle, Haldane a souligné qu'Engels voyait de plus en plus loin. « Dickens avait une connaissance de première main de ces

conditions [de pauvreté et de pollution]. Il les a décrits avec une indignation brûlante et avec beaucoup de détails. Mais son attitude était plus de pitié que d'espoir. Engels a vu la misère et la dégradation des ouvriers, mais il a vu à travers. Dickens n'a jamais suggéré que s'ils voulaient être sauvés, ils devaient se sauver eux-mêmes. Engels a vu que c'était non seulement souhaitable mais inévitable » (55).

La reconnaissance de l'importance de la dialectique de la nature d'Engels s'est étendue à notre époque. Les biologistes de Harvard, Richard Levins et Richard Lewontin, devaient consacrer leur ouvrage désormais classique *The Dialectical Biologist* à Engels, s'inspirant fortement, quoique quelque peu de façon critique, de son analyse (56). Le paléontologue et théoricien de l'évolution Stephen Jay Gould, collègue de Levins et Lewontin à Harvard, devait observer qu'Engels a fourni le meilleur cas de coévolution gène-culture au XIX^e siècle, c'est-à-dire la meilleure explication de l'évolution humaine du vivant même de Darwin, étant donné que la coévolution gène-culture est la forme que doivent prendre toutes les théories cohérentes de l'évolution humaine. (57)

49. J.D. Bernal, *Engels and Science*, pp. 10-12. En ce qui concerne Engels sur les origines de la vie, Richard Levins et Richard Lewontin ont écrit que « le matérialisme dialectique s'est [nécessairement] surtout concentré sur certains aspects choisis de la réalité. Nous avons parfois mis l'accent sur la matérialité de la vie par rapport au vitalisme, comme lorsque Engels a dit que la vie était le mouvement des "corps albumineux" (c'est-à-dire des protéines ; maintenant, nous pourrions dire des macromolécules). Cela semble être en contradiction avec notre rejet du réductionnisme moléculaire, mais reflète simplement différents moments d'un débat en cours où

les principaux adversaires étaient d'abord l'accent vitaliste mis sur la discontinuité entre les domaines inorganique et vivant, puis l'effacement réductionniste des sauts de niveau réels ». Richard Lewontin & Richard Levins, *Biology Under the Influence* (Monthly Review Press, New York 2007), p. 103.

50. J.D. Bernal, *Engels and Science*, pp. 13-14.

51. J.D. Bernal, *The Freedom of Necessity* (Routledge and Kegan Paul, London 1949), p. 362.

52. Ibid., pp. 364-365.

53. Joseph Needham, *Time, the Refreshing River* (George Allen and Unwin, London 1943), pp. 214-

215 ; Engels, Ludwig Feuerbach.

54. J. Needham, *Time, the Refreshing River*, pp. 214-215 ; Marx and Engels, *Collected Works*, vol. 46, p. 411.

55. B. S. Haldane, *The Marxist Philosophy and the Sciences* (Random House, New York 1939), pp. 199-200 ; John Bellamy Foster, *The Return of Nature*, p. 391.

56. Richard Levins & Richard Lewontin, *The Dialectical Biologist* (Harvard University Press, Cambridge 1985).

57. Stephen Jay Gould, *An Urchin in the Storm* (W.W. Norton, New York 1987), pp. 111-112.

Friedrich Engels (1820-1895)

C'est le développement par Engels d'une dialectique de l'émergence qui se révélera finalement le plus révolutionnaire. La signification de cette perspective – ontologiquement, épistémologiquement, méthodologiquement – a été saisie par Needham dans sa propre analyse révolutionnaire des « niveaux intégratifs » (ou émergence) dans *Time, the Refreshing River* (un titre qui renvoyait au grand matérialiste ancien, Héraclite) : « *Marx et Engels ont eu l'audace d'affirmer que cela [le processus dialectique] se produit en fait dans la nature en évolution elle-même, et que le fait incontestable que cela se produit dans notre pensée sur la nature est parce que nous et notre pensée faisons partie de la nature. On ne peut considérer la nature autrement que comme une série de niveaux d'organisation, une série de synthèses dialectiques. De la particule ultime à l'atome, de l'atome à la molécule, de la molécule à l'agrégat colloïdal, de l'agrégat à la cellule vivante, de la cellule à l'organe, de l'organe au corps, du corps animal à l'association sociale, la série des niveaux d'organisation est complète. Rien d'autre que l'énergie (comme nous appelons maintenant matière et mouvement) et les niveaux d'organisation (ou les synthèses dialectiques stabilisées) à différents niveaux n'ont été nécessaires pour la construction de notre monde.* » (58)

58. Needham, *Time, the Refreshing River*, pp. 14-15. Engels a écrit : « *c'est précisément la transformation de la nature par l'homme, et non la nature seule en tant que telle, qui est le fondement le plus essentiel et le plus direct de la pensée humaine, et l'intelligence de l'homme a grandi dans la mesure où il a appris à transformer la nature.* ». Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 186.

59. Voir : John Bellamy Foster, Brett Clark, Richard York, *The Ecological Rift* (Monthly Review Press, New York 2010), pp. 13-18 ; Ian Angus, *Facing the Anthropocene* (Monthly Review Press, New York 2016) ; Clive Hamilton, *Defiant Earth* (Polity, Cambridge 2017).

60. Lester, *Ray Lankester*, p. 164.

61. John Bellamy Foster, « Capitalism and the Accumulation of Catastrophe », *Monthly Review* vol. 63, n° 7 (December 2011), pp. 1-2, 15-16 ; Foster, *The Return of Nature*, pp. 64, 286-287.

62. Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 192.

63. Marx and Engels, *Collected Works*, vol. 46, p. 411.

64. Friedrich Engels, *La question du logement*, 3e partie, <https://www.marxists.org/francais/engels/works/1872/00/logement.htm#NW-ANCHOR-42>

65. Sur l'approche d'Engels en matière de thermodynamique, voir John Bellamy Foster & Paul Burkett, *Marx and the Earth* (Haymarket, Chicago 2016), pp. 137-203.

66. À propos des écrits de Marx et Engels sur la dégradation écologique et l'extermination dans l'Irlande coloniale, voir John Bellamy Foster & Brett Clark, *The Robbery of Nature* (Monthly Review Press, New York 2020), pp. 64-77.

Engels dans l'anthropocène

Il est largement reconnu dans la science contemporaine (bien que ce ne soit pas encore officiel) que, du point de vue du temps géologique, l'époque de l'Holocène, qui remonte à près de douze mille ans, a pris fin à partir des années 1950, remplacée par l'actuelle époque anthropocène. Le début de l'anthropocène a été provoqué par une grande accélération des impacts anthropogéniques sur l'environnement, de sorte que l'échelle de l'économie humaine en est venue à rivaliser avec les principaux cycles biogéochimiques de la planète elle-même, entraînant des fractures dans les limites planétaires qui définissent le système terrestre comme un foyer sûr pour l'humanité (59). L'Anthropocène représente donc ce que Lankester avait précédemment appelé le « *Royaume de l'Homme* », dans le sens critique où il l'avait énoncé, c'est-à-dire que l'humanité était de plus en plus le « perturbateur » de l'environnement naturel à l'échelle planétaire. Par conséquent, la société n'a d'autre choix que de rechercher l'application rationnelle de la science, et donc le renversement d'un ordre social dans lequel la science a été reléguée à un simple moyen par lequel « *le trésor et le luxe sont ouverts aux capitalistes* » (60). Dans les termes plus énergiques d'Engels (et de Marx), cela signifiait que la condition pour la régulation rationnelle du métabolisme entre l'humanité et la nature, et donc l'application rationnelle de la science, c'était la transformation du mode de production et de distribution. Toute autre voie conduisait à l'accumulation de catastrophes (61).

C'est dans l'Anthropocène que la dialectique de l'écologie d'Engels peut enfin être considérée comme prenant tout son sens. C'est là que l'accent qu'il met sur l'interdépendance de tout ce qui existe, l'unité des contraires, les relations internes, le changement discontinu, l'évolution émergente, la réalité de la destruction des écosystèmes et du climat, et la critique des notions linéaires de progrès peuvent tous être considérés comme essentiels pour l'avenir même de l'humanité et de la Terre telle que nous la connaissons. Engels était parfaitement conscient que dans les conceptions scientifiques modernes, « *la nature entière se résout elle-même en histoire et l'histoire ne se distingue de l'histoire de la nature que comme le processus de développement d'organismes conscients* » (62). Dans la mesure où l'humanité est aliénée de son propre travail et du processus de production, et donc de son métabolisme avec la nature, cela ne peut signifier que la destruction de la nature aussi

bien que de la société. La croissance quantitative du capital a conduit à une transformation qualitative du rapport humain à la terre elle-même, que seule une société de producteurs associés peut rationnellement aborder. Cela est lié au fait qu'un mode de production qualitatif particulier (tel que le capitalisme) est associé à une matrice spécifique de demandes quantitatives, tandis qu'un mode de production transformé qualitativement (comme dans le socialisme) peut conduire à une matrice quantitative très différente.

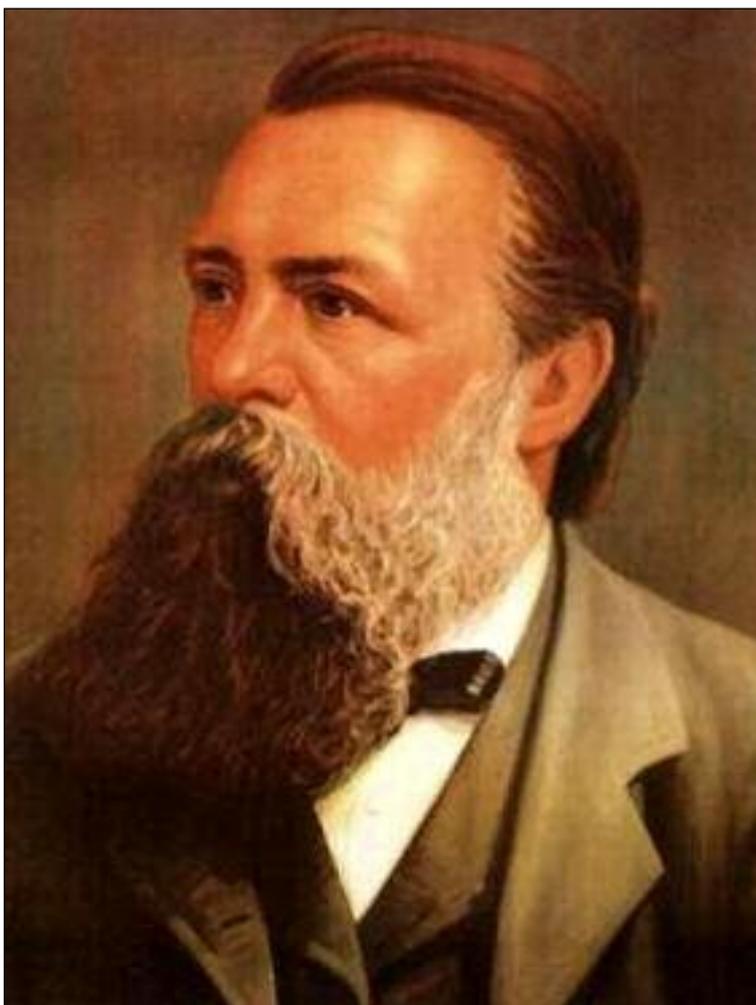
Engels démontre que le capitalisme « dilapide » les ressources naturelles du monde, y compris les combustibles fossiles (63) : la pollution urbaine, la désertification, la déforestation, l'épuisement du sol et le changement climatique (régional) sont tous le résultat de formes de production non planifiées, incontrôlées et destructrices, évidentes dans l'économie marchande capitaliste. Dans la foulée de Marx et de Liebig, il expliquait que l'énorme problème des eaux usées de Londres était une manifestation de la fracture métabolique, qui enlevait les nutriments du sol et les envoyait vers les villes surpeuplées où ils devenaient une source de pollution (64). Il a souligné la base de classe de la propagation périodique des épidémies de variole, de choléra, de typhus, de typhoïde, de tuberculose, de scarlatine, de coqueluche et d'autres maladies contagieuses qui affectaient les conditions environnementales de la classe ouvrière, avec une mauvaise alimentation, le surmenage, l'exposition à des substances toxiques au travail et les blessures de toutes sortes sur le lieu du travail. Il a insisté, sur la base de la nouvelle science de la thermodynamique, que le changement écologique historique était irréversible et que la survie elle-même de l'humanité était finalement en question (65). À propos des rapports actuels de production et d'environnement, il a écrit sur une société qui est face à **la ruine ou à la révolution**. Le meurtre social de travailleurs en milieu urbain et les famines en Irlande et en Inde coloniales étaient considérés comme des indices de l'exploitation extrême, de la dégradation écologique et même de l'extermination massive de populations juste en dessous de la surface de la société capitaliste (66).

Sur toutes ces bases, Engels, comme Marx, a soutenu que le métabolisme humain avec la nature devrait être régulé par des producteurs associés en conformité (ou en coévolution) avec les lois de la nature telles que comprises par la science, tout en répondant aux besoins individuels et collectifs. Une telle application rationnelle de la science, cependant, est impossible sous le capita-

lisme. Le développement lui-même n'est pas non plus contrôlable sous le capitalisme, car il est fondé sur un gain individuel immédiat. Pour mettre en œuvre une approche scientifique globale et rationnelle, conforme aux besoins humains et aux conditions environnementales durables, il faut une société dans laquelle un système de planification à long terme dans l'intérêt de la chaîne des générations humaines puisse être mis en œuvre (67).

Dès le début, l'analyse d'Engels a implicitement intégré une notion de ce que l'on peut appeler le **proléta-riat environnemental**. Ainsi, alors que le capitalisme s'intéressait à « *l'économie politique du capital* », la classe ouvrière dans ses phases les plus opprimées et aussi les plus radicales s'intéressait à l'ensemble de l'existence, toujours à partir des besoins élémentaires. Appeler les objectifs des travailleurs une « *économie politique de la classe ouvrière* », comme Marx l'a fait autrefois, n'est peut-être pas faux, mais il serait plus correct dans la terminologie actuelle de dire que les travailleurs, dans leurs luttes plus révolutionnaires, s'efforcent principalement de créer une nouvelle **écologie politique de la classe ouvrière**, soucieuse de tout son environnement et de ses conditions de vie de base, qui ne peut être réalisée que sur une base communautaire (68). C'est ce qui ressort si bien de l'ouvrage d'Engels intitulé *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre*, où il expose systématiquement la pollution de l'air et de l'eau, les égouts contaminés, les aliments frelatés, le manque de nutrition, les substances toxiques au travail, les blessures fréquentes et la morbidité et la mortalité élevées de la classe ouvrière – et considère la lutte pour le socialisme comme la seule véritable voie à suivre.

En effet, *la Situation de la classe laborieuse en Angleterre* a soulevé des questions qui reviennent maintenant au premier plan dans l'Anthropocène. Pour Marx, l'œuvre de jeunesse d'Engels a exercé une influence durable le conduisant à désigner les « *épidémies périodiques* » comme une manifestation de la fracture métabolique parallèlement à la destruction du sol. De nombreuses



pages du *Capital* sont consacrées à simplement tenter de mettre à jour l'analyse épidémiologique d'Engels des décennies plus tard (69). Aujourd'hui, dans le contexte de la pandémie Covid-19, ces idées prennent une importance renouvelée comme point de départ de la longue révolution pour un monde écosocialiste (70). Pourtant, pour faire avancer de telles analyses, il est nécessaire d'explorer une science (et un art) dialectique enracinée dans une conception de

67. Engels a clairement indiqué que la régulation rationnelle des relations entre l'homme et la nature, et donc une application rationnelle de la science, n'était possible qu'avec « *un bouleversement complet de tout notre mode de production* » (Friedrich Engels, *Dialectique de la nature*, op. cit., p. 142). Sur l'aliénation de la science sous le capitalisme, voir István Mészáros, *Marx's Theory of Alienation* (Merlin, London 1975), pp. 101-102. Le rôle de la science sous le capitalisme est précisé dans la notion de « *double nature de la science* » de Richard Levins : Richard Levins, « Ten Propositions on Science and Antiscience », *Social Text* n° 46-47 (1996), pp. 103-104. Le caractère incontrôlable du capital est théorisé

dans István Mészáros, *Beyond Capital* (Monthly Review Press, New York 1995), p. 713.

68. Karl Marx, *On the First International*, ed. Saul Padover (McGraw-Hill, New York 1973), p. 10.

69. Voir John Bellamy Foster, *The Return of Nature*, pp. 197-204.

70. John Bellamy Foster & Istvan Suwandi, « COVID-19 and Catastrophe Capitalism », *Monthly Review* vol. 72, n° 2 (June 2020), pp. 3-4.

71. Marx et Engels, *Collected Works*, vol. 2, pp. 95-101, 497 ; vol. 4, p. 528. L'admiration d'Engels pour Shelley l'a conduit à tenter de traduire en allemand *Queen Mab*, ainsi que *The Sensitive Plant*. Voir John Green, *Engels : A Revolutionary Life*

« *l'unité* » complexe de l'humanité et de la nature.

« **Tout est vendu** »

Engels admirait la poésie de Percy Bysshe Shelley, qu'il considérait comme un « *génie* ». Dans sa jeunesse il écrivait : « *une tendresse et une originalité dans la représentation de la nature que seul Shelley peut réaliser.* » (71) Dans les premières strophes du *Mont Blanc* de Shelley, nous trouvons une dialectique matérialiste de la nature et de l'esprit qui n'est pas sans rappeler celle d'Engels :

« *L'éternel univers des choses
« Coule à travers l'esprit, et
roule ses rapides vagues,
« Tantôt obscures – tantôt
étincelantes –
« Tantôt réfléchissant l'ombre*

–
« *Tantôt renvoyant la splendeur,
où des secrets réservoirs
« La source de l'humaine pensée
apporte le tribut
« De ses eaux – avec un bruit
qui n'est qu'à moitié le sien* » (72)

Comme Shelley, qui dans *Queen Mab* écrivait sur l'aliénation de la nature par la société bourgeoise en même temps que sur l'amour de cette nature – « **Tout est vendu : la lumière même du ciel est vénale ; les dons d'amour de la terre sont inépuisables** » –, Engels a vu le besoin profond de réconciliation de l'humanité avec la nature, que seule une révolution pouvait apporter (73). ■

1^{er} novembre 2020

(Artery, London 2008), pp. 28-29, 59. Pour un traitement fascinant de la poésie et de la politique révolutionnaires de Shelley, voir Annette Rubinstein, *The Great Tradition in English Literature* (Monthly Review Press, New York 1953), pp. 516-64 72. Percy Bysshe Shelley, *Mont-Blanc* (traduction française) : <https://short-edition.com/ft/classique/percy-bysshe-shelley/mont-blanc-1>

73. Percy Bysshe Shelley, *Complete Poetical Works*, p. 773. Marx a dépeint Shelley comme « *essentiellement un révolutionnaire* », un point de vue qu'Engels partageait. Edward Aveling & Eleanor Marx Aveling, *Shelley's Socialism* (The Journeyman, London 1975), p. 4.

**Le monde numérique :
leur pouvoir
c'est le nombre**

Des portraits et les réalités de projets politiques qui ne peuvent être considérés comme émancipateurs. Des technologies qui ensèrent et réduisent les possibles sous les masques prometteurs de la liberté et du partage. Olivier Ertzscheid à travers une série de portraits puis de préjugés redonne une vision politique d'un monde numérique trop souvent réduit à de simples technologies. L'auteur décrypte le rôle des méga-plateformes, la captation de l'attention, l'exploitation lucrative des données, les prétentions à l'utilité publique, etc. Il propose aussi des alternatives et des pistes de réflexions pour le démantèlement de ces monstres privatifs et pour l'appropriation collective.

Je choisis subjectivement de mettre l'accent sur certaines analyses :

- Facebook et ses utilisateurs/utilisatrices, son modèle de plateforme privée et la prétention à une chose publique (« Sans que jamais elle ne se départît ni de son modèle économique publicitaire toxique, né de l'arbitraire de toutes les règles privées qui constituent l'ossature de ses conditions générales d'utilisation »), des choix conçus et arbitrés au sein d'une plateforme « pour que la dimension citoyenne d'une information, d'un engagement, d'une mobilisation, serve d'abord et avant tout les intérêts économiques de la firme », la capacité à générer et à favoriser certaines interactions.

- Google : « en grandissant, et comme grandissaient également le nombre de ses utilisateurs et des requêtes quotidiennes, le moteur n'a plus simplement cherché à deviner quelle était la question que nous nous posions pour y apporter la réponse la plus pertinente parce que la plus populaire, mais il est devenu un moteur de "réponses" plus qu'un moteur de "recherche" ». La publicité comme première source de revenus du moteur de recherche, un « chemin de renoncement ».

Olivier Ertzscheid analyse les fantasmes de toute-puissance, les réponses « techniques, calculatoires et déshumanisées », le monde des algorithmes choisis par certains (« un algorithme est une suite de décisions et ces décisions sont toujours mises en place, définies et validées par des individus poursuivant un objectif déterminé »), le classement comme représentation du monde, la subjectivité et le flou induits par la hiérarchisation suivant



la « popularité », les instrumentalisation en termes de fabrique de l'opinion, le prosélytisme derrière le masque de la neutralité. « Rien ne permet de questionner, d'auditer, de rendre transparent ce processus qui est aujourd'hui absolument déterminant dans la construction d'une culture commune et dans la manière donc, de faire société ».

Je souligne une question mise en avant : « Qu'arrivera-t-il si vous répondez mal au mot "amour" ou "ouragan" ? Et surtout, qu'arrivera-t-il, et à qui, si vous répondez mal au mot "avortement" ? »

L'auteur aborde l'asymétrie dans laquelle se trouvent les utilisateurs et utilisatrices des grandes infrastructures d'Internet, le « raccourcissement » du temps, la massification des usages, l'inquiétant et l'intranquillité, les enjeux de la surveillance globale, le retour de formes « archaïques de travail à la tâche », l'édification de « chemin le plus souvent tracé et balisé pour maximiser » la rente « attentionnelle et publicitaire ».

Dans la seconde partie, Olivier Ertzscheid discute, entre autres, de structuration technique et de ses usages (« Nous sommes les premières affordances de ces architectures techniques tout autant qu'elles sont nôtres »), de communication, des usages inattendus, de régime de surveillance généralisée, de proximité et de promiscuité, de la langue devenue outil spéculatif, de régimes de vérité, d'affects et possibilité de « vendre nos émotions à la découpe », de la construction d'une forme d'injonction relativiste, de complaisance « affinitaire centrée sur des opinions similaires », de « l'illusion de la majorité [qui] est ce qui nous fait percevoir comme commun ou très répandu un phénomène ou une information qui est en fait très rare ou très peu diffusé », des algorithmes de popularité, de marges attentionnelles, des logiques

de rediffusion, d'infrastructure numérique massive de surveillance, de mathématisation du monde, de chiffrement, des « obtenus » qui ne sont jamais des « données », de priorité donnée à l'inhabituel ou à ce qui semble être populaire, de concentration et de polarisation, d'hystérisation des prises de parole individuelles... « Les logiques de polarisation, d'hystérisation et de viralisation des espaces privés l'emportent en lecture et en écriture sur les logiques d'auto-régulation de l'espace public ».

Je souligne notamment le chapitre « Espace public, espace privé », le rôle politique des plateformes, leur capacité à attirer et sédimenter « des volumes et des formes inédites d'expression dans une temporalité extrêmement réduite et de décliner ensuite l'exploitation de ces discours sous une forme publicitaire dans une temporalité cette fois extrêmement longue ». « Symboliquement cela nous prépare à une forme de schizophrénie qui pour toute inscription nécessite d'abord une description. En se dé-crivant dans cet espace privé pour s'y inscrire on se dés-inscrit aussi progressivement d'un espace public que l'on décrie ». « L'excroissance initiale de ces espaces privés sur cette extension de l'espace public qu'est le web va s'étendre jusqu'à venir grignoter presque entièrement ce dernier et pour s'y substituer ».

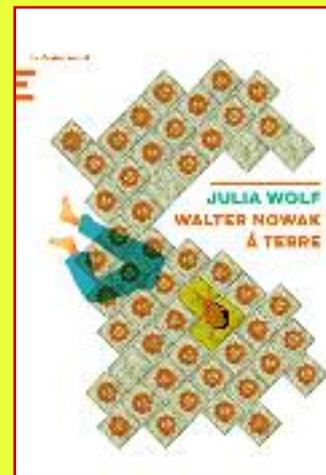
L'auteur développe des propositions sur la régulation, le réseau « ouvert de documents et de personnes », la décentralisation, la délibération publique en dehors du cadre marchand, les possibilités de partage et d'expression, le domaine public et les licences dites « libres », les choix politiques des organisations techniques, les pensées de ce qui est présenté comme impensable ou neutre (« analyser les problèmes, limites et risques que la technologie elle-même peut poser ou engendrer »), les formes de socialisation permettant de « ramener ces plateformes au statut et au rang d'un service public », les règles coercitives de régulation, l'éducation à la culture numérique car « s'indigner sans s'informer ne fabrique qu'une colère rance », l'urgence démocratique...

« Si l'on veut agir sur "le numérique" pour en multiplier les effets émancipateurs et limiter l'atteinte aux libertés publiques, il faut être capables de penser ces différents états non plus isolément ou comme une succession linéaire mais comme une faisceau d'interactions en dynamique permanente. C'est-à-dire agir à la fois sur la matérialité des architectures techniques, sur l'impact de

nature environnementale de ce que ces architectures dégagent et inaugurent comme écologie de l'esprit, et enfin sur les normes d'usages et de comportements qu'elles modèlent et font converger pour alimenter le grand fleuve de la surveillance comme autant d'affluents dociles et disciplinés ».

Didier Epsztajn

* Olivier Ertzscheid, *Le monde selon Zuckerberg. Portraits et préjugés*, C&F éditions, Caen 2020, 15,00 €



**Je perds l'équilibre.
C'est sans ambiguïté**

« Un vieil homme, nu, sur le sol de sa salle de bains ». Julia Wolf utilise des phrases courtes, quelquefois réduites à un mot. Le rythme de la lecture, la navigation entre le passé et le présent, les non-dits ou les fantasmes imprègnent, en surface ou en profondeur, les lecteurs et les lectrices. Se construit une image d'un homme flou ou multiforme en partie assemblé par le rythme propre de lecture de chacun.e.

Les mots et les phrases, « Il faut que je me. Re. Saisisse. Que je. Re. Dresse. » participent à l'animation mémorielle, aux sautes d'humeur et de temporalités, aux couleurs de cet autoportrait particulier.

Un poison coule dans les veines du narrateur, « Y'a un truc en moi – du poison », des sensations douces-amères envahissent celles et ceux qui portent le regard et l'attention sur ces phrases alignées et détachées.

Walter Nowak est à terre, ses mondes nous projettent hors du lieu présent, mais bien dans le puzzle d'une vie...

Didier Epsztajn

* Julia Wolf, *Walter Nowak à terre*, Le castor astral 2019, 18,00 €